



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement
des Capacités pour l'Afrique Centrale



« RENFORCER LES CAPACITÉS MACROÉCONOMIQUES EN AFRIQUE CENTRALE »

RAPPORT ANNUEL DE L'ANNEE FISCALE 2024
(DU 1^{er} MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)

Juin 2024

AFRITAC Centre est une initiative du FMI soutenue par les Etats membres et

les partenaires au développement suivants :



Burundi



Cameroun



République du Congo



Gabon



Guinée équatoriale



République Centrafricaine



République démocratique du Congo



République démocratique de Sao Tomé-et-Principe



Tchad



UNION EUROPÉENNE



Federal Ministry for Economic Cooperation and Development



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



République Populaire de Chine



Banque européenne d'investissement



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Swiss Confederation

Federal Department of Economic Affairs,
Education and Research EAER
State Secretariat for Economic Affairs SECO



Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands



Belgique

partenaire du développement

MOT DU DIRECTEUR



AFRITAC Centre (AFC) apporte une aide au développement des capacités dans ses neuf pays membres : le Burundi, le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad. A part le Gabon et la Guinée Equatoriale, les sept autres pays sont classés comme fragiles, ce qui place le Centre au cœur de la nouvelle stratégie du FMI en faveur des pays fragiles et affectés par les conflits (FCS). Celle-ci consiste à apporter un soutien solide, adapté et à plus long terme aux pays membres vulnérables.

Au-delà de l'approche habituelle, le programme de travail du Centre pour l'année fiscale 2024, qui marque le début de la phase quatre de son cycle de financement, s'est construit sur la base non seulement de la stratégies FCS, mais également en prenant en compte les nouvelles thématiques émergentes qui sont la gouvernance, la digitalisation, le genre et le changement climatique.

Afin d'améliorer l'efficacité de l'appui apporté à nos pays membres, le Centre conduit des missions en synergie entre ses domaines d'expertise, qui ont fait leur preuve. Une initiative fortement saluée par le Comité d'orientation et appréciée par les autorités.

Au cours de l'année fiscale 2025, AFC va continuer à approfondir l'intégration avec les autres activités du FMI, à savoir la surveillance et les programmes afin d'optimiser le soutien du FMI aux pays membres. AFC va également étendre les partenariats avec les autres IFIs et partenaires techniques bilatéraux dans un souci de complémentarité favorisant un élargissement et un approfondissement du soutien de la communauté internationale en matière de développement des capacités en faveur des pays membres.

Je suis heureux de vous annoncer l'arrivée de nouveaux conseillers résidents en remplacement des départs ou pour prendre en charge de nouveaux domaines couverts par le Centre. Il s'agit de (i) **Mme Maria Mercedes Collazos** en qualité de conseiller résident en charge des statistiques du secteur extérieur ; (ii) M. **Nicolas Hiol**, en qualité de conseiller résident en charge de l'administration fiscale dans les pays FCSs ; (iii) M. **Landry Bikai**, en qualité de conseiller résident en charge de la modélisation macroéconomique, (iv) M. **Aboul-Aziz Halidou**, en qualité de conseiller résident en charge la gestion de la dette publique ; et (v) M. **Fahd Ndiaye**, en qualité de conseiller résident en charge des statistiques du secteur réel.

De nouveaux domaines seront également couverts par AFC au cours de l'année fiscale 2025. Il s'agit des domaines relatifs (i) aux opérations de la banque centrale, et (ii) à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces compétences et expertises permettront à AFC d'offrir une palette de services de développement des capacités plus riche et plus étoffée pour soutenir encore mieux nos pays membres.

Liste d'acronymes et abréviations

AFC : AFRITAC Centre	ICD : Institut du FMI pour le développement des capacités
AFRISTAT : Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne	IE : Industries extractives
ATI : Centre de formation du FMI pour l'Afrique	IFIs : Institutions financières internationales
BCC : Banque Centrale du Congo	IFMIS : International Financial Management Information Systems
BEAC : Banque des Etats de l'Afrique centrale	LEG : Département juridique du FMI
BRB : Banque centrale de la République du Burundi	OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
CDMAP: Capacity development management administrative program	OMD-AOC : Organisation mondiale des douanes, Afrique occidentale et centrale
CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale	RBM : Result-based management
CNA : Comptes nationaux annuels	RDC : République démocratique du Congo
CNT: Comptes nationaux trimestriels	SDSP : Statistiques de la dette du secteur public
COBAC : Commission Bancaire de l'Afrique Centrale	SEPREC : Système d'Évaluation du Profil de Risque des Établissements de Crédit
FAD : Département des Affaires Fiscales du FMI	SFP : Statistiques des finances publiques
FCS: Fragile and Conflict-affected States	SIGMAT : Système Interconnecté des Marchandises en Transit
FIN : Département des finances du FMI	SIGFIP : Système intégré de gestion des finances publiques
FMI : Fonds monétaire international	TADAT: Tax Administration Diagnostic Assessment Tool
GAR : Gestion axé sur les résultats	TOFE : Tableau des opération financières de l'Etat
GIZ : Agence de coopération internationale allemande pour le développement	TVA : Taxe sur la valeur ajoutée

Table des matières

MOT DU DIRECTEUR.....	2
I. AFRITAC Centre : Présentation et contexte macroéconomique.....	9
A. AFRITAC centre : Pays membres, partenaires et financement	9
B. Contexte macroéconomique.....	12
II. Logique d'intervention d'AFRITAC centre et exécution du programme de travail.....	18
A. Stratégie et Logique d'intervention d'AFRITAC Centre	18
B. Exécution du programme d'activités du Centre.....	20
C. Les indicateurs de performance de la gestion axée sur les résultats	23
III. Stratégie FCS, priorités émergenteS et synergieS entre les domaines d'AFRITAC Centre	26
A. La mise œuvre de la stratégie FCS au sein d'AFRITAC centre.....	26
B. L'intégration des priorités emergentes dans les missions d'AFRITAC centre	31
C. Les synergies entre les domaines d'intervention.....	32
D. Intégration régionale.....	34
E. Intégration surveillance-programmes-renforcement des capacités	37
III. Réalisations du 1 ^{er} mai 2023 au 30 avril 2024.....	39
Burundi.....	39
Cameroun.....	40
République du Congo	41
Gabon	44
GUINEE équatoriale.....	44
République centrafricaine.....	45
République Démocratique du Congo (RDC)	46
Sao Tomé-et-Principe (STP)	48

Tchad	49
Séminaires, Ateliers et cours régionaux.....	51
IV. Perspectives de l'année fiscale 2025.....	51
A. Résumé du programme de travail de l'année fiscale 2025.....	52
B. Nouveaux domaines couverts par AFRITAC Centre A partir de l'année fiscale 2025	53
C. Mission du Directeur au sein des pays membres d'AFRITAC Centre	56
D. Stratégie de communication d'AFC	57
E. Suivi des recommandations de l'évaluation externe	58
F. Nouveaux Conseillers résidents arrivés à AFRITAC Centre au cours de l'année fiscale 2024 58	
G. Nouveaux Conseillers résidents arrivés à AFRITAC Centre au début d'année fiscale 2025	61
H. Départ au sein d'AFRITAC Centre	62

Liste des graphiques

Graphique 1: PIB réel (Variation annuelle en pourcentage).....	13
Graphique 2: Dette en pourcentage du PIB.....	14
Graphique 3: Solde budgétaire global, dons compris (En pourcentage du PIB.....	15
Graphique 4: Indice du prix à la consommation (Variation annuelle en pourcentage).....	16
Graphique 5: Réserves (Mois d'importations de biens et services).....	17
Graphique 6: Compte courant extérieur, dons inclus (en pourcentage du PIB).....	17
Graphique 7: Activités prévues et réalisées au cours de l'année fiscale 2024 (en nombre, par domaines)	21
Graphique 8 : Activités prévues et réalisées au cours de l'année fiscale 2024 (en nombre, par pays)	21
Graphique 9 : Activités réalisées au premier semestre de l'année fiscale 2024 et ressources utilisées (en nombre)	22
Graphique 10 : Missions réalisées par categories de ressources au cours de l'année fiscale 2024	23
Graphique 11: Graphiques des performances des résultats escomptés par domaine	24
Graphique 12 : Evolution des ressources allouées au pays FCS depuis l'année fiscale 2019.....	26
Graphique 13 : Activités et ressources allouées aux pays FCSs au cours de l'année fiscale 2023 et 2024, hors séminaires et ateliers régionaux (en pourcentage).....	27
Graphique 14: Répartition des ressources par domaines dans les pays FCS entre l'année fiscale 2023 et 2024	28

Liste des tableaux

Tableau 1 : Statut des financements d'AFRITAC Centre en avril 2024 2023 (En milliers)	10
Tableau 2 : Taux d'exécution budgétaires par domaine en fin de l'année fiscale 2024 (en milliers de dollars)	11
Tableau 3 : programme de travail prévu et révisé au premier semestre de l'année fiscale 2024 .	20

Tableau 4 : Nombre d'activités par domaines pour l'année fiscale 2025 52

Tableau 5: Programme des séminaires, immersions, et missions en synergie de l'année fiscale 2025..... 52

Liste des encadres

Encadré 1 : Gestion axée sur les résultats au sein d'AFC 23

Encadré 2 : Nouvelle stratégie de renforcement des capacités en administration fiscale en faveur des pays FCSs 55

Liste des réussites remarquables

Réussite remarquable 1 : Burundi- Administration fiscale et Analyse macro-budgétaire 32

Réussite remarquable 2 : CEMAC- Administration douanière..... 36

Réussite remarquable 3 : République du Congo -Budget 42

Réussite remarquable 4 : République Démocratique du Congo-Administration fiscale..... 46

Réussite remarquable 5 : Tchad-Statistiques des comptes nationaux 50

I. AFRITAC CENTRE : PRESENTATION ET CONTEXTE MACROECONOMIQUE

A. AFRITAC CENTRE : PAYS MEMBRES, PARTENAIRES ET FINANCEMENT

- 1. AFRITAC Centre (AFC) est l'un des six centres régionaux de développement des capacités (AFRITAC) du Fonds monétaire international (FMI) en Afrique.** Il appuie ses pays membres pour répondre à leurs besoins en développement des capacités—qui englobe l'assistance technique, le renforcement des capacités et la formation—dans les domaines macroéconomiques et financiers, en coordination avec les départements fonctionnels du FMI et les partenaires au développement.
- 2. Le Centre couvre tous les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale-CEMAC (Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine et Tchad), ainsi que la République du Burundi, la République démocratique du Congo et la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe.** Plusieurs de ces pays appartiennent également à des institutions régionales et sous régionales bénéficiant du programme d'activité d'AFRITAC Centre.
- 3. Les cycles du programme de travail du Centre et son financement sont organisés en Phases de cinq ans chacune** La Phase IV en cours a débuté en août 2023 et s'achèvera en avril 2028. Le Centre est soutenu financièrement par ses pays membres qui apportent leurs contributions et par des partenaires au développement qui comprennent actuellement l'Union européenne, la France, la Belgique et l'Allemagne. Lors du lancement de la Phase IV du cycle de financement du Centre, le budget a été estimé à \$50,5 millions, financés à 70 pour cent par les partenaires, 20 pour cent par les pays membres et 10 pour cent par le FMI. Au cours de l'année fiscale 2024, dans le cadre de la stratégie FCS, le FMI a décidé de renforcer l'équipe d'AFC afin de mieux répondre aux besoins de ses membres. Le budget révisé de la Phase IV s'élève à \$62 millions, dont 57 pour cent seront financés par les partenaires, 22 pour cent par les pays membres et 21 pour cent par le FMI (voir annexe 6).
- 4. Le Centre remercie ses partenaires et ses états membres pour leurs engagements au financement de la quatrième phase de son cycle de financement.** Au cours de l'année fiscale 2024, plusieurs partenaires et trois pays membres ont signé des engagements et versé une partie ou la totalité de leurs contributions au financement du Centre. Le ralliement par les autres contributeurs permettra au Centre de sécuriser son programme de travail et de déployer

efficacement ses activités en faveur de ses Etats membres. Le détail de la situation des contributions est présenté ci-dessous.

Tableau 1 : Statut des financements d'AFRITAC Centre en avril 2024 2023 (En milliers)

Informations sur l'accord/la modification					Contribution		
Partenaires/Membres	Date de signature	Devise	Montant	U.S.Dollars	Reçues (US \$)	Demandé (US \$)	Demandes futures (US \$)
Partenaires				20.373	8.383		11.941
Belgique	9/12/2021	EUR	1.000	1.135	539		541
Chine	21/12/2023	USD	2.500	2.500			2.500
Commission européenne	22/05/2023	USD	5.909	5.909	5.909		
France	19/04/2024	EUR	9.200	9.768	868		8.900
Allemagne	22/12/2022	EUR	1.000	1.061	1.067		
Membres				4.700	2.538		2.162
Cameroun	2/04/224	USD	2.000	2.000			2.000
République centrafricaine	14/04/2024	USD	200	200	38		162
République Démocratique du Congo	8/8/2023	USD	2.500	2.500	2.500		0
Total				25.073	10.921	-	14.103
Transferts internes				854	854		
Initiative COVID19				66	66		
France				789	789		
En cours de négociation			3.500	3.760			
Commission européenne	En attente	EUR	3.500	3.760			
Pays hôte et FMI							
Pays hôte							
FMI				5.154			
Total Pays hôte et FMI				5.154			-
Grand Total				34.841	10.921	-	14.103

Source : Institut du FMI pour le développement des capacités (ICD)

5. **Les activités de l'année fiscale 2024 ont été financées en partie par le reliquat du budget de la phase III.** En effet, la phase III du cycle de financement de l'AFRITAC Centre a fait l'objet d'une extension de trois mois, de mai à juillet 2023. Les activités réalisées au cours de ces trois mois ont été financées par les ressources restantes de la phase III et les activités des mois

d'août 2023 à fin avril 2024 ont été couvertes par le budget de la phase IV. Le budget total des activités des domaines couverts par le Centre pour l'année fiscale 2024 est de \$ 9,528,000. A la fin de l'année fiscale 2024, \$8,091,000 ont été utilisés, soit un taux d'exécution budgétaire de 85 pour cent. L'évolution de l'exécution des activités programmées est présentée plus en détail à la section II. B. Le domaine gestion des finances publiques a répondu à 8 requêtes urgentes non prévues dans le programme de travail en utilisant des experts courts terme supplémentaires, ce qui justifie ce taux d'exécution budgétaire bien supérieur au programme. Le conseiller en modélisation macroéconomique, dont l'arrivée était initialement prévue au cours de l'année fiscale 2024, a débuté ses activités en début d'année fiscale 2025.

Tableau 2 : Taux d'exécution budgétaires par domaine en fin de l'année fiscale 2024 (en milliers de dollars)

Projets	Phase III (May-Jul 2023)		Phase IV (Aug 2023 - Apr 2024)		AF2024 (May 2023-Apr 2024)		
	Budget	Dépenses	Budget	Dépenses	Budget Total	Dépenses Total	Pourcentage d'exécution (%)
Gestion des finances publiques	176	681	1.935	2.305	2.111	2.986	141%
Administration douanière	153	13	528	479	681	491	72%
Administration fiscale	170	149	553	341	724	490	68%
Modélisation macroéconomique	181	-	523	0	704	-	0%
Régulation et supervision bancaires	213	150	640	615	854	766	90%
Statistiques macroéconomiques	172	151	515	568	686	719	105%
Statistiques des finances publiques	174	175	523	474	697	649	93%
Administration	245	148	894	597	1.139	745	65%
Cours	11	11	200	-	211	11	5%
Gouvernance et évaluation	16	16	40	-	56	16	29%
Réserve budgétaire stratégique	-	-	78	-	78	-	0%
Sous-Total 1	1.511	1.493	6.430	5.379	7.941	6.872	87%
Gestion du fonds fiduciaire	106	105	450	377	556	481	87%
Sous-Total 2	1.617	1.598	6.880	5.756	8.497	7.353	87%
Dépenses du FMI	258	134	773	604	1.031	737	72%

Total	1.875	1.731	7.653	6.360	9.528	8.091	85%
-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-----

Source : Institut du FMI pour le développement des capacités (ICD)

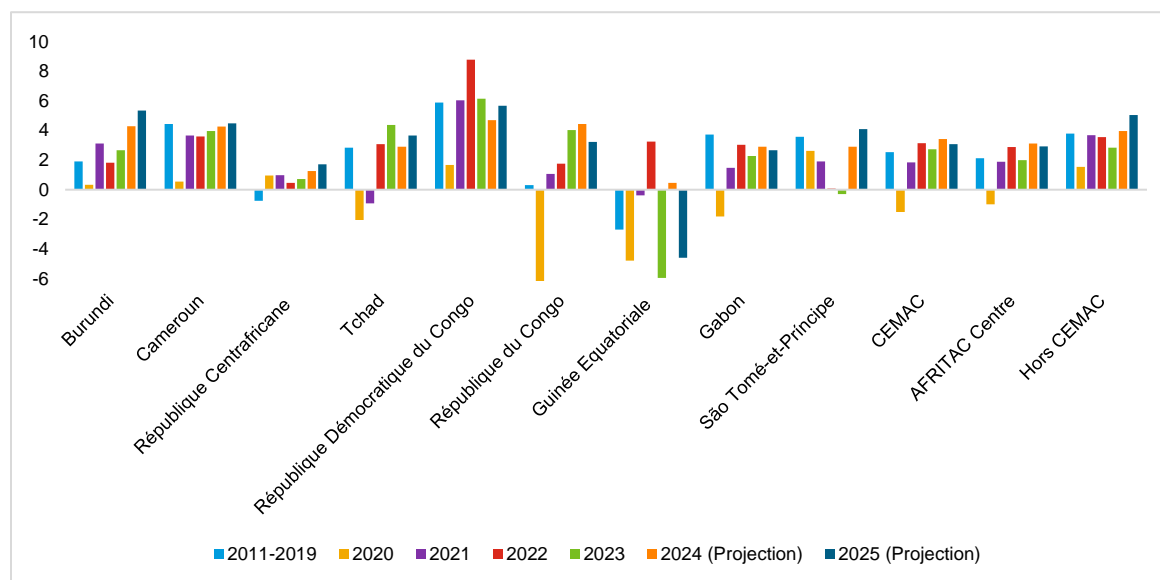
6. **Les activités du Centre sont également financées par des fonds thématiques aux activités complémentaires.** Le domaine de l'administration douanière a été financé par le fonds CCCDI (COVID-19 Crisis Capacity Development Initiative) de janvier 2022 à juillet 2023. Le domaine de la gestion de la dette publique reste toujours financé par le fonds DMF (Debt Management Facility), le rapport d'activités de ce domaine est présenté en annexe de ce rapport. De même le domaine des statistiques de la balance des paiements est financé par D4D (voir aussi son rapport d'activité en annexe).

B. CONTEXTE MACROECONOMIQUE

7. L'analyse dans cette section s'inspire du rapport semestriel sur les perspectives économiques régionales de l'Afrique Sub-Saharienne du FMI (REO April 2024 ; [Regional Economic Outlook for Sub-Saharan Africa, April 2024 | A Tepid and Pricey Recovery \(imf.org\)](#))

8. **La performance économique de l'Afrique subsaharienne s'améliore en 2024 après quatre années de turbulences dues en partie aux différents chocs exogènes que la région a connue.** Après une croissance de 3,4 pour cent en 2023, la région s'attend à une croissance de 3,8 pour cent en 2024, témoignant ainsi de l'effectivité de la reprise économique. Cette croissance devrait atteindre 4 pour cent en 2025. Cette amélioration de 2024 se justifie par une inflation qui a presque été diminuée de moitié et un ratio d'endettement stabilisé. Cependant, la région est toujours confrontée à une pénurie de financement, un coût d'endettement particulièrement élevé, un risque significatif d'aggravation de l'instabilité politique et une forte exposition aux aléas climatiques.

Graphique 1: PIB réel (Variation annuelle en pourcentage)



Source : REO et AFC

9. **Dans les pays membres d'AFRITAC Centre, la croissance devrait s'établir à 3,1 pour cent en 2024 contre 2 pour cent en 2023, confirmant ainsi cette reprise de l'activité économique.** Elle est en progression de 1,1 point de pourcentage par rapport à 2 pour cent atteint en 2023. Ces pays, subissant déjà les mêmes effets que la région Afrique subsaharienne, se trouvent de surcroît dans une position de forte vulnérabilité. Sept des neuf pays membres d'AFRITAC Centre sont classés parmi les pays fragiles ou touchés par un conflit¹. Cette situation de fragilité pousse le Centre à consacrer plus de ressources à ces pays dans le cadre de la stratégie FCS².

10. **Les performances économiques de trois pays d'AFRITAC Centre portent la croissance économique des membres du Centre.** La croissance économique dans les pays d'AFRITAC Centre est portée par les performances de la République Démocratique du Congo (4,7 pour cent), de la République du Congo (4,4 pour cent), du Burundi (4,3 pour cent) et du Cameroun (4,2 pour cent) qui tablent sur une croissance de plus de 4 pour cent en 2024.

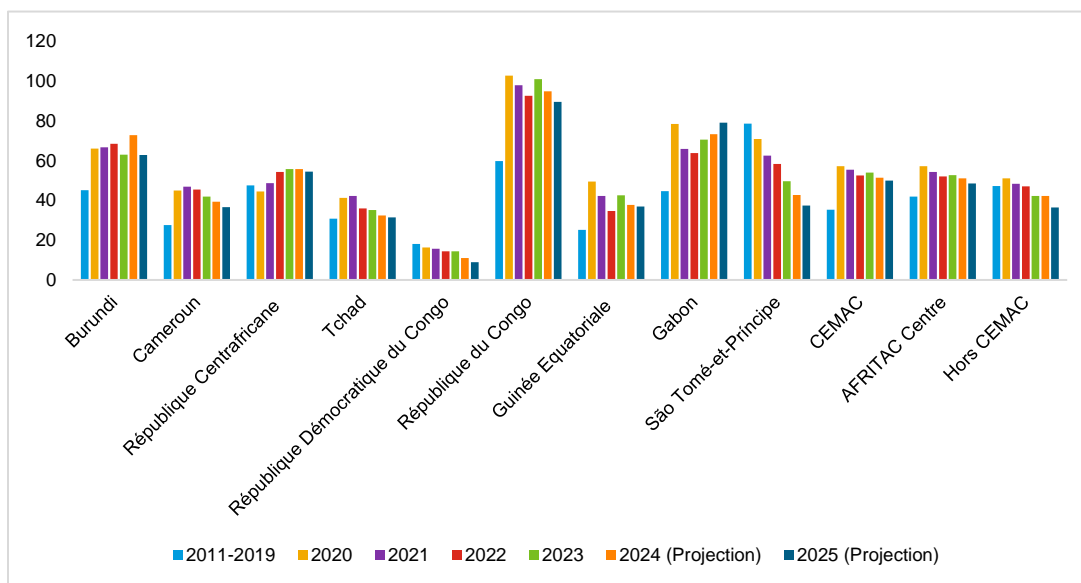
¹ Burundi, Cameroun, République du Congo, République Démocratique du Congo, République Centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe et Tchad

² Fragile and Conflict affected States.

Globalement, les pays de la CEMAC performant également mieux en 2024 avec une croissance qui devrait s'établir en moyenne à 3,4 pour cent en 2024 contre 2,7 pour cent en 2023. Les pays d'AFRITAC Centre hors CEMAC (Burundi, la RDC et le Sao Tomé-et-Principe) réunis devraient afficher une croissance moyenne de 3,9 pour cent en 2024.

11. Le ratio d'endettement devrait être globalement stable en Afrique subsaharienne en 2024 même si les coûts des emprunts demeurent particulièrement élevés comparer au reste du monde. Dans les pays AFC, ce ratio est relativement à la baisse car il devrait se situer en moyenne à 50 pour cent du PIB en 2024 contre 52,5 pour cent en 2023. Toutefois, les pays comme la République du Congo, le Gabon et le Burundi s'illustrent particulièrement avec un ratio d'endettement élevé se situant respectivement à 94,66 pour cent, 73,11 pour cent et 72,66 pour cent du PIB. En moyenne, le ratio (Dette/PIB) des pays de la CEMAC suit également une tendance à la baisse passant de 53,80 pour cent en 2023 à un taux de 51,3 pour cent par rapport au PIB en 2024.

Graphique 2: Dette en pourcentage du PIB



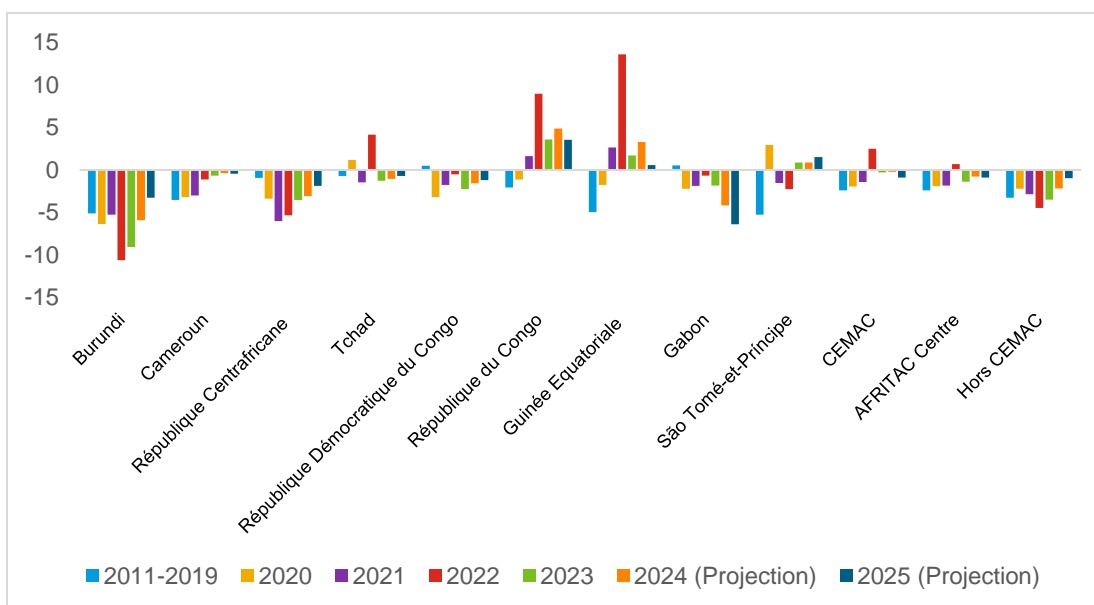
Source : REO et AFC

12. Environ deux tiers des pays d'Afrique subsaharienne ont déjà amélioré leurs soldes budgétaires en 2023. En 2024, on s'attend à ce que les déficits budgétaires passent d'une valeur médiane de 5,2 pour cent du PIB en 2022 à 3,7 pour cent du PIB en 2024, justifiant ainsi l'effectivité du processus de rééquilibrage des comptes publics des pays de la région. Dans les pays AFC, cette tendance de la diminution du déficit budgétaire se confirme, faisant passer le ratio du déficit de -1,37 pour cent en 2023 à -0,79 pour cent en 2024. Dans les pays de la

CEMAC, le constat est le même avec un ratio du déficit de -0,27 pour cent en 2023 à -0,21 pour cent en 2024.

13. **Notons que l'effort de consolidation des comptes publics dans les pays de la région se caractérise soit par la réduction des dépenses (moitié des pays d'Afrique subsaharienne), soit par l'augmentation des recettes (moitié des pays d'Afrique subsaharienne).** Dans les pays AFC, notamment au Burundi, au Gabon et au Sao Tome-et-Principe, l'on note particulièrement une hausse respective des recettes de 25, 6 et 15 pour cent par rapport à 2023. Selon les projections de 2024, des efforts en matière de maîtrise des dépenses sont attendus au Cameroun, en République centrafricaine, au Congo, en République Démocratique du Congo, en Guinée Equatoriale et au Tchad.

Graphique 3: Solde budgétaire global, dons compris (En pourcentage du PIB)



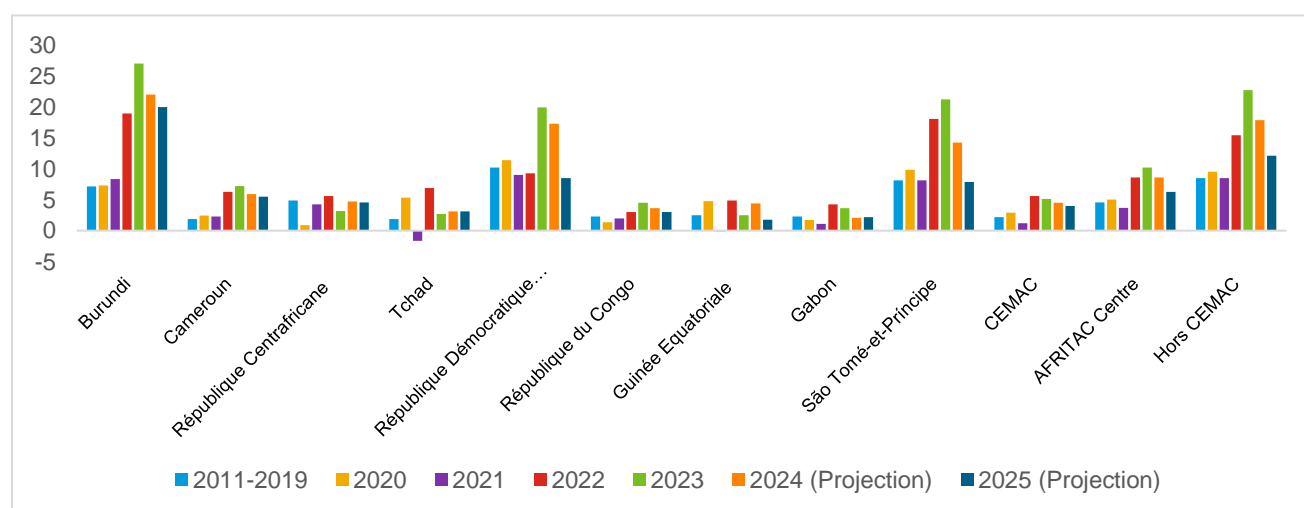
Source : REO et AFC

14. **Vu la pénurie des financements étrangers et le renchérissement du coût des emprunts pour les pays de la région,** le FMI préconise que les mesures de rééquilibrage budgétaire de l'Afrique subsaharienne et plus particulièrement des pays membres d'AFC soient mises en œuvre de façon à répondre aux besoins propres à chaque pays tout en limitant autant que possible leurs effets néfastes pour l'économie et les populations déjà en proie à d'énormes difficultés (pauvreté, changement climatique, énergie, etc.). De manière concrète, il est souhaitable d'augmenter les recettes publiques, procéder à un rééquilibrage progressif, limiter la charge élevée de la dette et mieux expliquer ces mesures pour s'assurer la confiance de la population.

15. **S’agissant de l’inflation, elle est globalement en baisse en Afrique subsaharienne même si cette situation varie d’un pays à un autre.** Toutefois, quelques pays notamment l’Angola, le Malawi, le Nigéria, la Zambie et le Zimbabwe devrait toujours conserver un taux d’inflation à deux chiffres en 2024. Dans les pays AFC, le constat de la baisse de l’inflation est le même qu’en Afrique subsaharienne. Le Burundi, le Sao-Tomé-Et-Principe et la République Démocratique du Congo qui affichent un taux d’inflation supérieur à 10 pour cent en 2024 devrait voir ce taux baisse en 2025 conformément à la tendance à la baisse amorcée depuis 2023. La plupart des pays d’Afrique subsaharienne poursuivent leur processus de resserrement de la politique monétaire. Pour preuve, les taux directeurs en termes réels sont de plus en plus positifs dans l’ensemble des pays de la région. De plus, près de la moitié des pays ayant une cible d’inflation implicite ou explicite ont déjà vu l’inflation revenir en dessous ou à l’intérieur de leurs fourchettes cibles en février 2024.

16. **Afin de maintenir la stabilité des prix tout en soutenant les objectifs de croissance,** il est important que la politique monétaire puisse compléter les efforts budgétaires en cours et soutenir ainsi la performance économique. Aussi, il est important de trouver, dans la mesure du possible, le bon équilibre entre poursuivre l’objectif de stabilité des prix et amortir les retombées négatives du processus de rééquilibrage des finances publiques. En vue d’éviter que les conditions monétaires ne soient trop accommodantes (source de pression inflationniste), il est essentiel de mieux coordonner les politiques budgétaires, monétaires et de change.

Graphique 4: Indice du prix à la consommation (Variation annuelle en pourcentage)

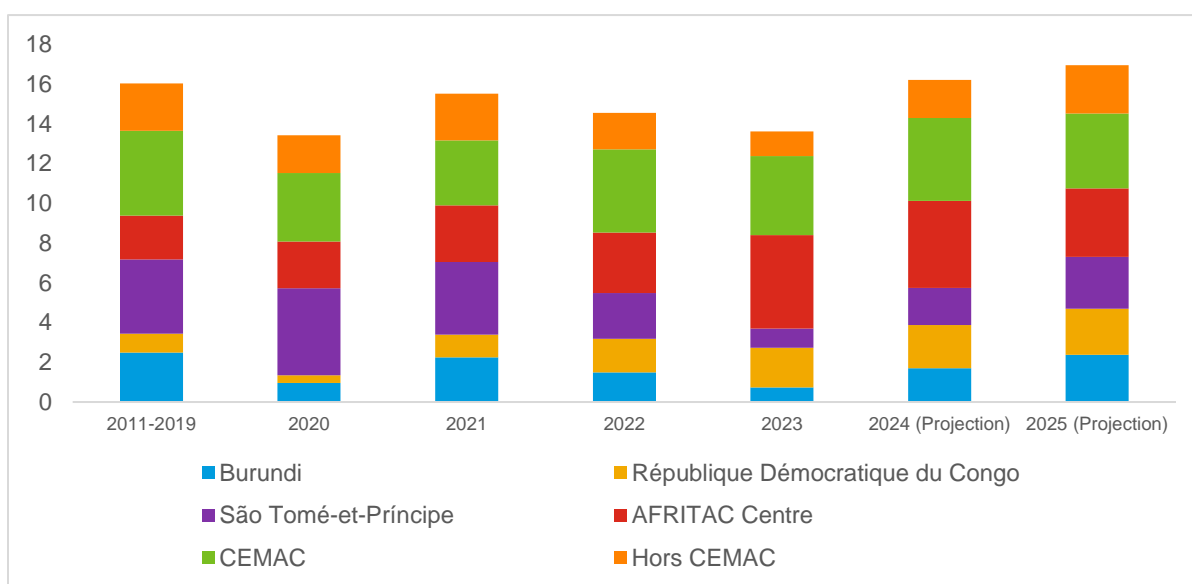


Source : REO et AFC

17. **Les réserves quant à elles demeurent relativement stables mais varient en fonction de la flexibilité ou non du taux de change.** Dans les pays où le régime de change est flexible

(Burundi, République Démocratique du Congo, etc.) et où les pressions sur les taux de change persistent, il est toujours nécessaire compte tenu de leur situation de mener en parallèle un ajustement du taux de change, un resserrement de la politique monétaire et des mesures ciblées pour atténuer les effets économiques négatifs. Pour les pays dotés d'un régime fixe (CEMAC, etc.), l'objectif principal étant de maintenir un niveau adéquat de réserves de change, il est important d'aligner les taux directeurs sur leur taux de change d'ancrage respectif afin de préserver la stabilité extérieure.

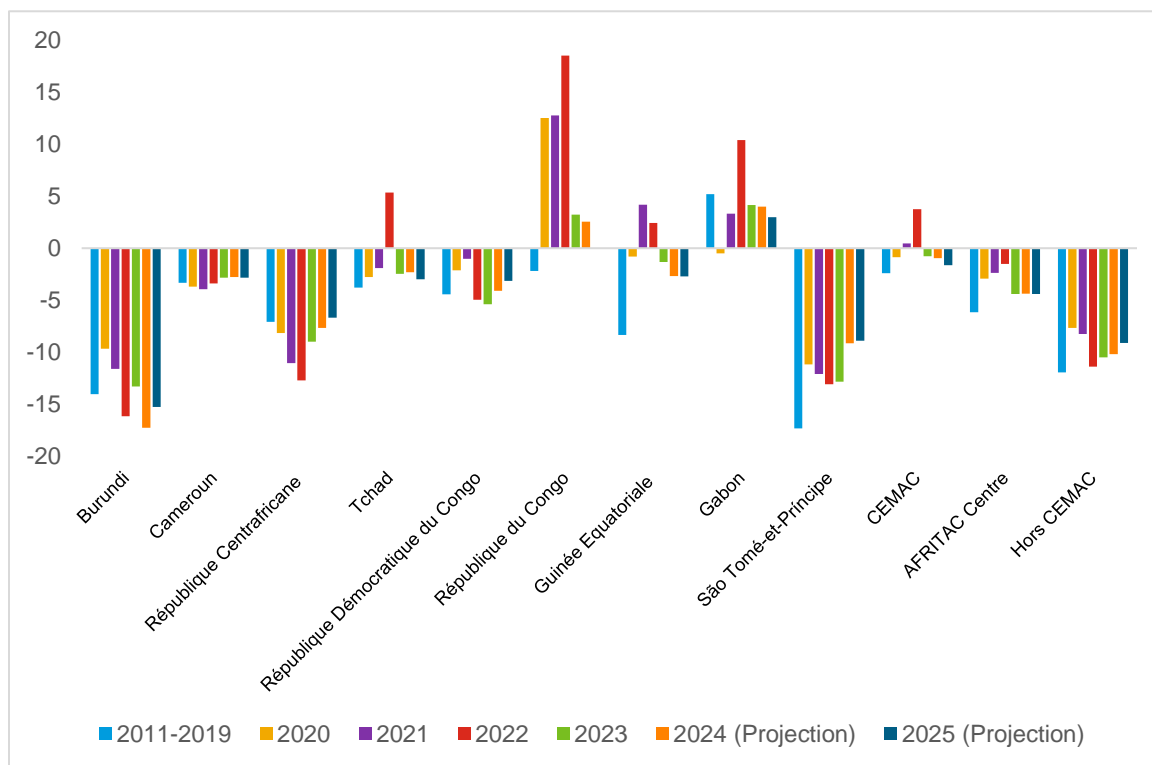
Graphique 5: Réserves (Mois d'importations de biens et services)



Source : REO et AFC

18. **De manière générale, malgré une légère diminution en 2023, le déficit de la balance courante reste élevé dans la plupart des pays membres d'AFRITAC Centre. Dans leur ensemble, on observe en moyenne une légère amélioration du solde extérieur courant** passant de -4,42 pour cent en 2023 à -4,38 pour cent en 2024. En revanche, le Burundi et la Guinée Équatoriale voient leur solde extérieur courant, dons compris, se creuser davantage en 2024 par rapport à 2023. Cette situation augmente davantage la vulnérabilité de ces pays.

Graphique 6: Compte courant extérieur, dons inclus (en pourcentage du PIB)



Source : REO et AFC

19. **En somme, il est important que les pays d'Afrique subsaharienne et plus précisément les pays membres d'AFC** entreprennent des réformes structurelles allant dans le sens d'élargir les sources de financement et diversifier le potentiel de leur croissance. Ceci passe par des conditions propices aux investissements directs étrangers, le développement des marchés financiers intérieurs, l'amélioration de la qualité et l'efficacité des dépenses publiques, l'accélération de la diversification de l'économie et l'intégration régionale. Considérant que la mise en œuvre effective des différentes mesures prendra du temps avant de produire les résultats escomptés, les pays d'Afrique subsaharienne et plus particulièrement ceux d'AFC auront besoin dans l'intervalle du soutien de la communauté internationale.

II. LOGIQUE D'INTERVENTION D'AFRITAC CENTRE ET EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL

A. STRATEGIE ET LOGIQUE D'INTERVENTION D'AFRITAC CENTRE

20. **AFRITAC Centre continue de répondre aux besoins de renforcement des capacités de ses pays membres de deux façons.** i) Au début de chaque année fiscale, les conseillers mènent des consultations bilatérales avec les différentes agences et ministères des pays membres, afin d'identifier leurs besoins, lesquels sont pris en compte dans le programme de travail du Centre en favorisant les synergies potentielles entre les différents domaines. La réunion annuelle du Comité d'orientation (CdO) valide le programme de travail du Centre ainsi que le budget pour l'année fiscale. Au cours de l'année fiscale, le Centre déroule le programme de travail approuvé par le CdO et répond aussi aux requêtes d'assistance technique ponctuelles et urgentes non prévues dans le programme de travail de ses pays membres.

21. **Ainsi, plusieurs types d'activités sont organisées au cours de l'année fiscale :**

- Missions menées par les conseillers résidents : ce sont des missions réalisées par les conseillers, seuls sur le terrain ou conjointement avec un expert de court terme ou avec le staff des départements techniques du FMI ;
- Activités en synergie : elles consistent en des missions réalisées par deux conseillers résidents de domaines différents avec le concours ou non d'experts de court terme sur une thématique transversale ou qui exige un appui concomitant pour en garantir le succès. Les conseillers peuvent effectuer la mission conjointement ou l'une à la suite de l'autre. Nous organisons également des séminaires conduits par au moins deux conseillers aux expertises différentes sur des thématiques transversales.
- Missions menées par les experts de court terme : ces experts de court terme sont recrutés pour venir en appui aux Conseillers ; ils font partie des listes d'experts présélectionnés par les départements techniques du FMI.
- Séminaires, ateliers, formations et cours régionaux : ce sont des activités qui regroupent, selon les cas, des participants des pays membres, ceux des pays francophones non-membres de l'Afrique australe (Comores et Madagascar) et de l'Afrique de l'Ouest et des institutions sous régionales sur des questions spécifiques. Ils peuvent se réaliser conjointement avec (i) d'autres Centres de renforcement des capacités (AFRITAC Centre organise en effet plusieurs séminaires conjoints par an avec AFRITAC de l'Ouest 1 dont les pays membres sont francophones) ; (ii) l'Institut du FMI pour le développement des capacités (ICD) ; ou (iii) le Centre de formation du FMI pour l'Afrique (ATI) ;
- Visites d'échange, d'immersion et d'apprentissage entre pairs. Celles-ci s'étendent à des pairs de la zone couvertes par l'AFRITAC de l'Ouest.

- Toutes ces missions peuvent également être organisées en distanciel ou en hybride pour multiplier les échanges et les acteurs.

B. EXECUTION DU PROGRAMME D'ACTIVITES DU CENTRE

22. **A la fin de l'année fiscale 2024, le programme révisé du Centre pour l'année fiscale 2024 dénombre 130 activités dont 127 ont été réalisées, soit un taux d'exécution de 98 pour cent.** Parmi ces activités, on note (i) 108 missions ; (ii) 16 séminaires régionaux (dont 5 participations des conseillers d'AFRITAC Centre à d'autres séminaires) ; et (iii) 3 missions d'immersion des cadres des pays membres du Centre notamment le Gabon (au Cameroun), la Centrafrique (au Tchad) et République Démocratique du Congo et la République du Congo (au Cameroun). Parmi ces 108 missions, 12 activités ponctuelles (nouvelles ou en remplacement des activités initialement prévues) ont été réalisées au cours du premier semestre pour répondre aux besoins urgents émanant des pays membres. Ces activités ponctuelles non programmées concernent les domaines de l'administration fiscale (1), les prévisions macro budgétaires (4), la préparation, l'exécution et le contrôle budgétaires (4), et les statistiques des comptes nationaux (3).

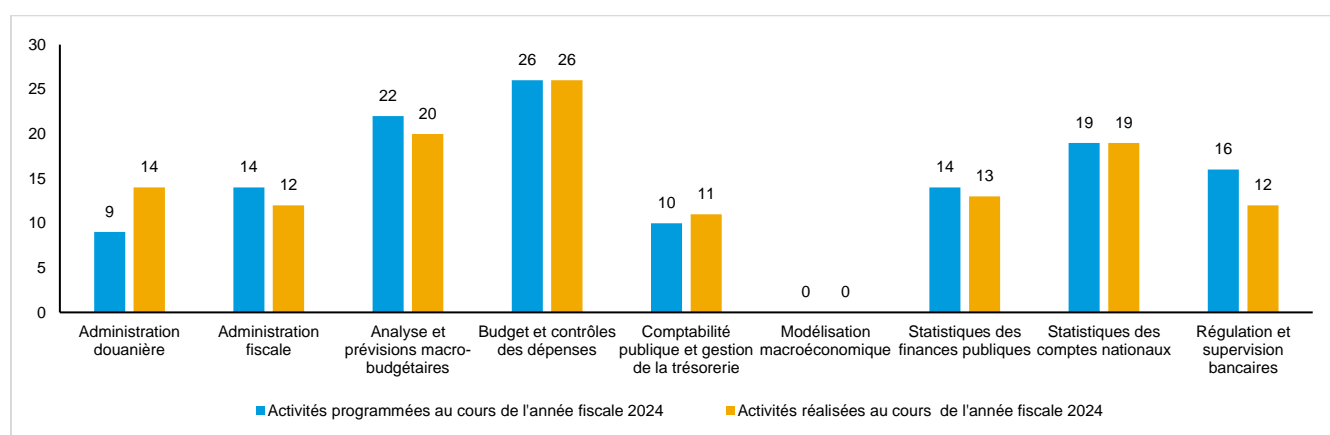
Tableau 3 : programme de travail prévu et révisé au premier semestre de l'année fiscale 2024

Domaines	Activités programmées au cours de l'année fiscale 2024	Activités réalisées au cours de l'année fiscale 2024	Taux d'exécution de l'année fiscale 2024
Administration douanière	9	14	156%
Administration fiscale	14	12	86%
Analyse et prévisions macrobudgétaires	22	20	91%
Budget et contrôles des dépenses	26	26	100%
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	10	11	110%
Modélisation macroéconomique	0	0	0%
Statistiques des finances publiques	14	13	93%
Statistiques des comptes nationaux	19	19	100%
Régulation et supervision bancaires	16	12	75%
Total	130	127	98%

Source : AFRITAC Centre, CDMAP

23. **Au début de l'année fiscale 2024, 198 activités avaient été initialement prévues dans le programme de travail du Centre.** Ce nombre d'activités a été révisé à la baisse pour plusieurs raisons : 18 activités dans le domaine de la modélisation macroéconomique n'ont pas été réalisées car la mise en fonction de ce domaine a été retardée : le conseiller en charge de ce domaine prendra ses fonctions en début d'année fiscale 2025. Le conseiller en gestion de la trésorerie et comptes publics était absent pour maladie au cours du premier semestre. Enfin les autres domaines ont revu leurs projections.

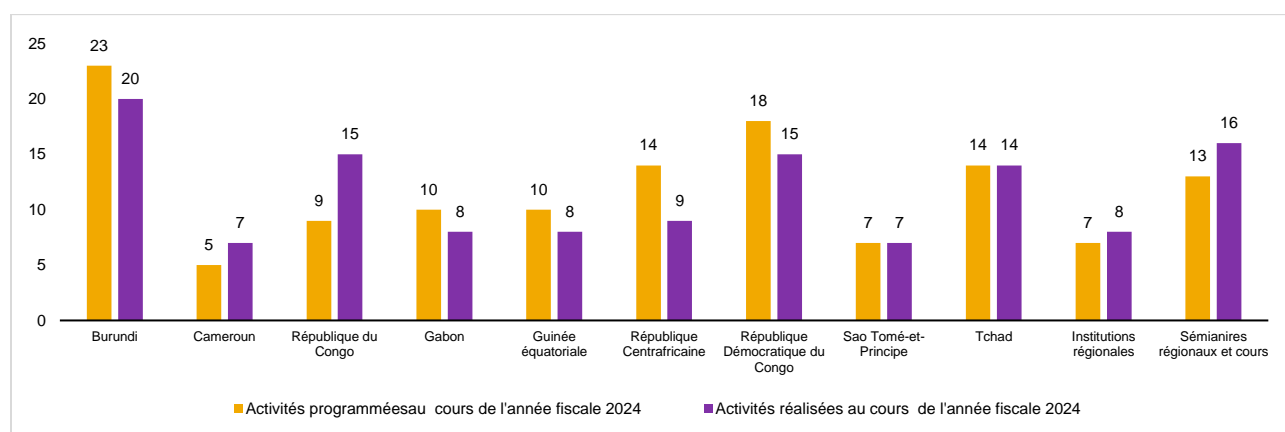
Graphique 7: Activités prévues et réalisées au cours de l'année fiscale 2024 (en nombre, par domaines)



Source : CDMAP

24. **Répartition des activités réalisées par le Centre par pays.** Au cours de l'année fiscale 2024, le centre a exécuté plus de la moitié de son programme de travail par pays. Au Cameroun, en RDC et dans les institutions régionales, le Centre a appuyé ces pays au-delà du programme de travail initialement prévu.

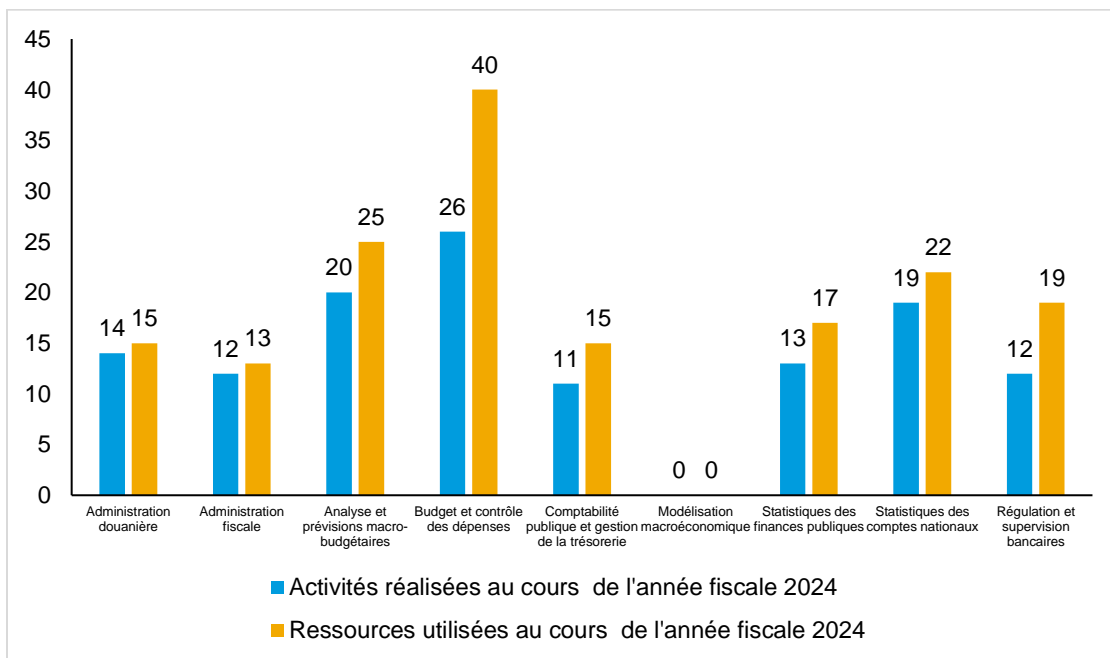
Graphique 8 : Activités prévues et réalisées au cours de l'année fiscale 2024 (en nombre, par pays)



Source : CDMAP

25. **Au cours de l'année fiscale 2024, le Centre a réalisé 127 missions en utilisant 166 ressources (conseillers résidents et experts court terme).** Dans le cadre des hypothèses de son programme de travail, les conseillers du Centre peuvent être accompagnés d'un expert court terme dans leurs missions ou le solliciter pour lui assigner une mission dans un domaine spécifique et complémentaire à celui du conseiller. Des ressources importantes (Conseiller du Centre et experts court terme) ont été mobilisées pour appuyer les pays dans le domaine budget et contrôle des dépenses car celui-ci couvre plusieurs domaines et fait l'objet de requêtes particulières des pays membres tout au long du processus budgétaire : l'élaboration du budget, notamment en mode programme ; la budgétisation sensible au genre et au climat ; la gestion des investissements publics, l'exécution budgétaire, etc.

Graphique 9 : Activités réalisées au premier semestre de l'année fiscale 2024 et ressources utilisées ³(en nombre)



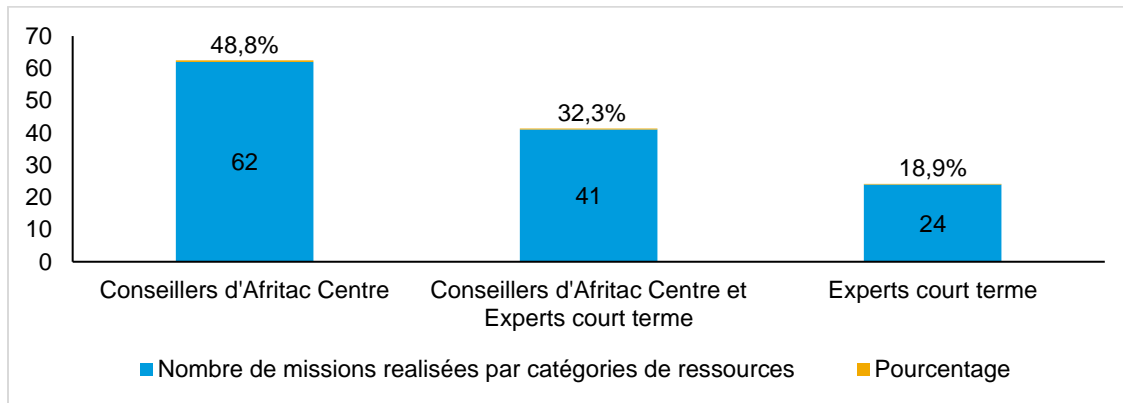
Source : CDMAP

26. **Les missions du Centre ont été réalisées par les Conseillers résidents d'AFRITAC Centre et les experts de court terme recrutés pour venir en appui aux Conseillers.** Ainsi, au cours de l'année fiscale 2024, 62 missions ont été réalisées par les Conseillers résidents

³ La ressource utilisée peut être un conseiller du centre, un expert de court terme ou les deux.

d'AFRITAC Centre, soit 48,8 pour cent ; 41 missions ont été conjointement menées avec un expert de court terme, soit 32,3 pour cent ; et 24 missions ont été réalisées uniquement par des experts de court terme.

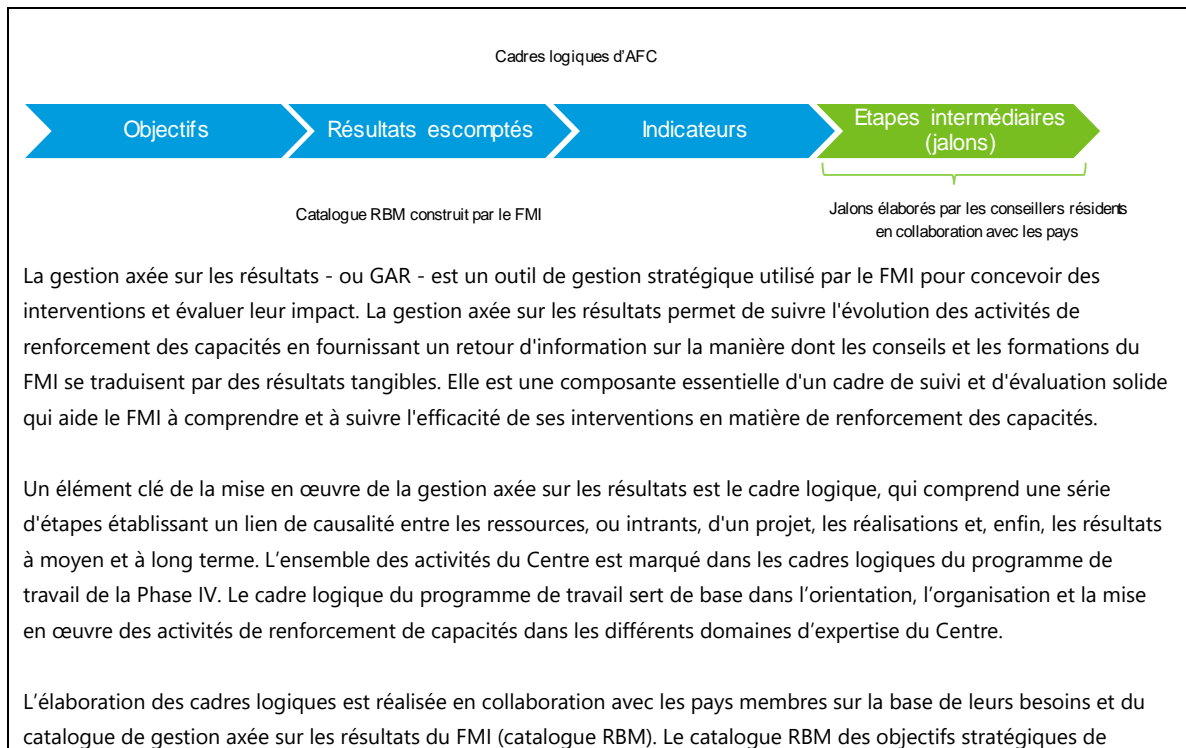
Graphique 10 : Missions réalisées par catégories de ressources au cours de l'année fiscale 2024



Source : CDMAP

C. LES INDICATEURS DE PERFORMANCE DE LA GESTION AXÉE SUR LES RESULTATS

Encadré 1 : Gestion axée sur les résultats au sein d'AFC



renforcement de capacités du FMI comprend : (i) les objectifs, qui sont les buts de haut niveau visés par les projets du FMI ; (ii) les résultats, qui font référence aux améliorations réelles que les pays visent grâce à l'aide du FMI ; (iii) les indicateurs, qui permettent de déterminer dans quelle mesure les résultats visés sont atteints. Les étapes intermédiaires ou jalons sont définis par les conseillers, en liaison avec les autorités (lors de l'élaboration des programmes de travail annuels), puis validés par le FMI, sur la base du cadre logique RBM et représentent les progrès à réaliser (ou réalisés) par les autorités pour atteindre les résultats fixés.

Source : AFC

27. Depuis le début de la phase III du programme de travail, 250 résultats escomptés ont été identifiés dans le cadre logique du programme du Centre. A la fin de l'année fiscale 2023, le Centre a dénombré 227 résultats escomptés pour lesquels 27 pour cent ont été atteints (voir rapports précédents). La poursuite de ceux qui ne sont pas encore atteints sera une priorité au cours de la phase IV, en vue de consolider les actions menées par le Centre pour impacter effectivement la gestion macroéconomique et financière dans les pays bénéficiaires. La plupart des résultats ne sont atteignables que dans un horizon qui peut excéder les 5 ans que dure une phase de financement du Centre ; la durée peut aussi être inférieure à 5 ans mais répartie sur deux phases consécutives. De 2023 à 2024, le nombre de résultats escomptés qui ont été atteints est passé de 62 à 82, soit une progression de 32 pour cent. 150 résultats escomptés (soit 60 pour cent) ont été partiellement atteints à la fin de l'année fiscale 2024. En revanche, 18 résultats, soit 7,2 pour cent n'ont pas été atteints à la fin de l'année fiscale 2024.

28. De multiples raisons expliquent la non-atteinte des résultats escomptés. Concernant le domaine administration des revenus (administration fiscale et douanière), il s'agit essentiellement des activités qui ont été reportées à l'année fiscale 2025 ou non confirmées par les pays. Pour ce qui est du domaine gestion des finances publiques, les résultats escomptés non atteints sont liés aux activités reportées à l'année fiscale suivante en raison de la non-réalisation des conditions préalables au déploiement de l'assistance technique, notamment la non-transposition des directives du cadre harmonisé de la gestion des finances publiques dans certains pays membres de la CEMAC ou des moratoires dans l'agenda de mise en œuvre de certaines réformes. Enfin, pour le domaine des statistiques des comptes nationaux, les résultats escomptés non atteints sont en rapport avec les faibles progrès dans le rebasage des comptes nationaux dans certains pays dus à l'absence de ressources financières nationales.

29. Le détail des performances des résultats escomptés par pays est décrit ci-dessous.

Graphique 11: Graphiques des performances des résultats escomptés par domaine



Source : CDMAP

III. STRATEGIE FCS, PRIORITES EMERGENTES ET SYNERGIES ENTRE LES DOMAINES D'AFRITAC CENTRE

A. LA MISE ŒUVRE DE LA STRATEGIE FCS AU SEIN D'AFRITAC CENTRE

30. **Le FMI intensifie son engagement avec les Etats fragiles et affectés par les conflits (FCS) à travers une nouvelle stratégie afin de leur apporter un soutien solide, adapté et à long terme.** Cette stratégie repose sur trois piliers (i) une meilleure adaptation des engagements et des instruments du FMI aux manifestations de la fragilité et des conflits propres à chaque pays ; (ii) une plus grande proximité avec ses membres les plus vulnérables ; et (iii) le renforcement des partenariats pour amplifier l'impact du FMI sur les FCS. La prise en compte de cette stratégie au sein d'AFC s'est matérialisée à travers :

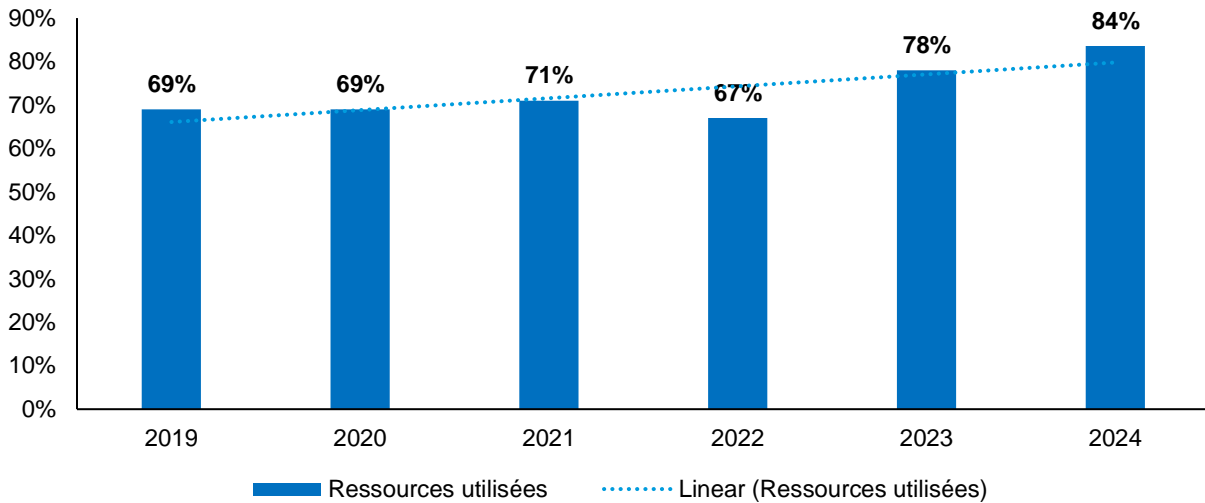
- **Une allocation importante des ressources au profit des pays fragiles**

31. **Le Centre continue d'allouer de plus en plus de ressources aux pays FCS.** Au cours des dernières années, le Centre a alloué en moyenne plus de 70 pour cent de ses ressources en faveur des pays FCS⁴. Après une baisse des activités durant la période de COVID-19, les activités du Centre ont fortement repris sur le terrain afin de répondre efficacement aux requêtes de ses pays membres.

32. **Entre 2019 et 2024, les ressources (conseillers et experts courts terme) alloués aux pays FCSs ont fortement augmenté.** Cette augmentation de 15 points de pourcentage est une conséquence directe de la mise en œuvre de la stratégie FCS par le centre. Il est à noter que le Cameroun a rejoint le groupe des pays FCSs du Centre durant l'année fiscale 2023.

Graphique 12 : Evolution des ressources allouées au pays FCS depuis l'année fiscale 2019

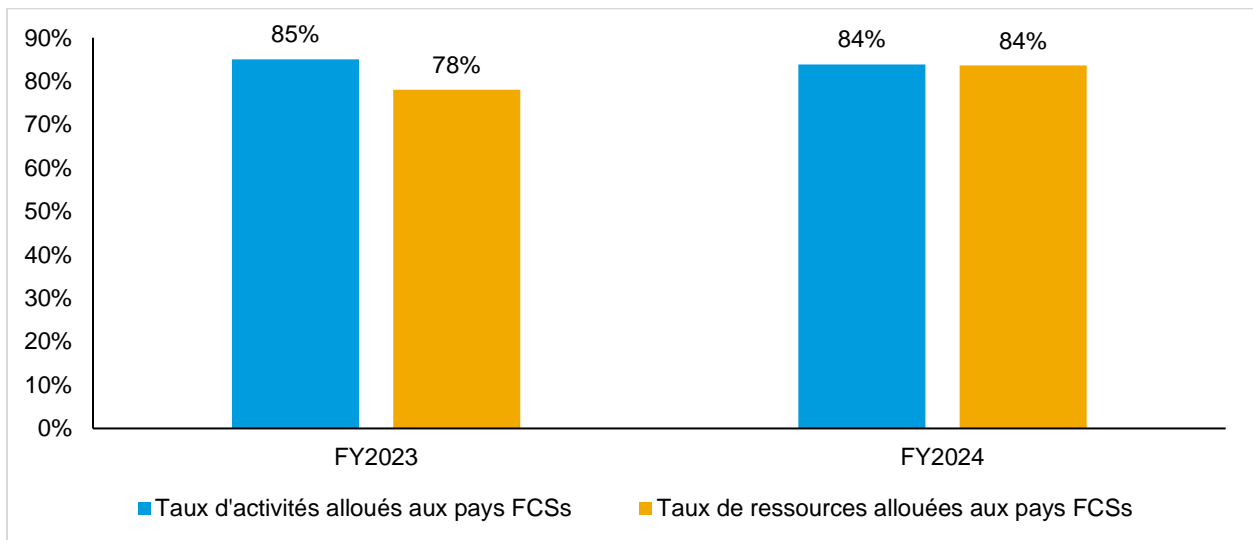
⁴ Liste des pays FCSs : Burundi, Cameroun, Congo, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Tchad.



Source : Rapports d'AFRITAC Centre (2019-2023)

33. **Au cours l'année fiscale 2024, le Centre a réalisé 84 pour cent de ses activités dans les pays FCSs et alloué 84 pour cent de ses ressources à ces pays.** Au-delà de cet appui direct, AFC a organisé 11 séminaires et ateliers régionaux au cours desquels ses sept (7) pays FCSs ont pu bénéficier majoritairement des formations. Pour un même niveau d'activités, l'année fiscale 2024 a nécessité la mobilisation d'une quantité plus importante de ressource.

Graphique 13 : Activités et ressources allouées aux pays FCSs au cours de l'année fiscale 2023 et 2024, hors séminaires et ateliers régionaux (en pourcentage)

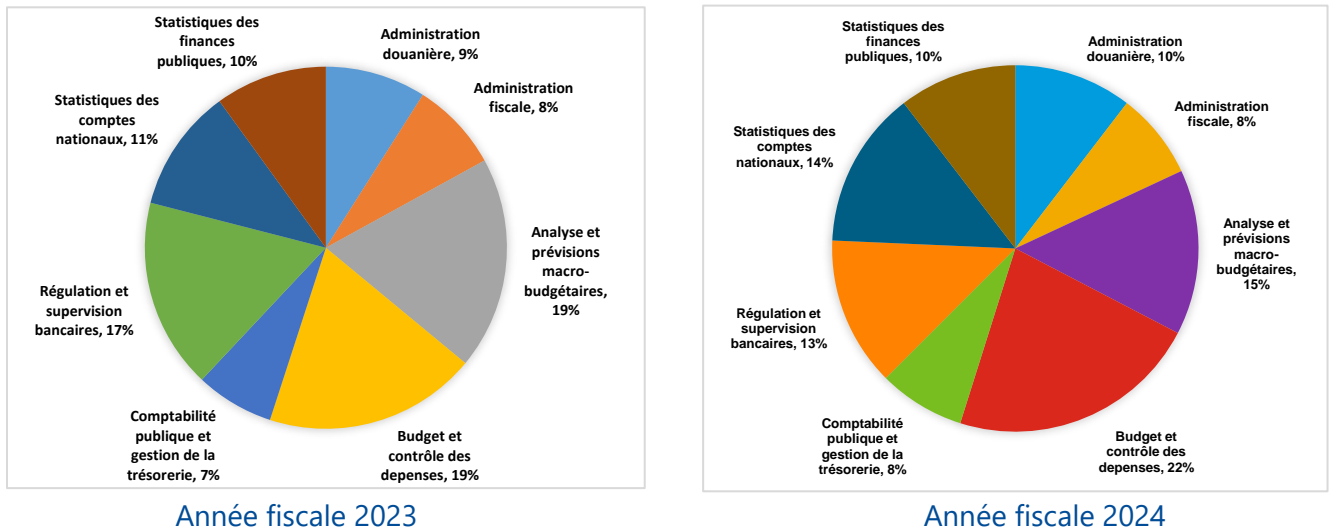


Source : Rapport AFC 2023, CDMAP

Source : CDMAP

34. **Les ressources supplémentaires allouées dans les pays FCSs** concernent les domaines administration douanière, budget et contrôle des dépenses, comptabilité publique et gestion de la trésorerie et le domaine statistiques des comptes nationaux.

Graphique 14: Répartition des ressources par domaines dans les pays FCS entre l'année fiscale 2023 et 2024



Source : AFC

- Une adaptation des missions sur le terrain : apprentissage par les pairs

35. **Le Centre continue de réfléchir et de développer des moyens pour mieux adapter ses activités aux besoins et réalités de ses pays membres dits FCS.** Le Centre prend en compte la capacité d'absorption de ses pays afin d'adapter les missions aux réalités du terrain. Ainsi, le Centre encourage les visites d'immersion des cadres de ses pays et en particulier ceux dits FCS dans d'autres pays d'AFC ou d'Afritac de l'ouest. Ces immersions se sont avérées très productives et appréciées par les pays d'accueil comme par les pays dont les cadres sont allés en immersion. AFC va continuer à promouvoir dans la mesure du possible les opportunités d'immersion.

Prévisions macro budgétaires

- République centrafricaine-Apprentissage par les pairs : Stage d'immersion des cadres centrafricains au Tchad sur le thème : « Les dispositifs institutionnels, organisationnels et techniques de cadrage macroéconomique et budgétaire »

- République Démocratique du Congo et République du Congo-Apprentissage par les pairs : mission d’immersion des cadres de la RDC et du Congo au Cameroun sur les cadres macroéconomiques et budgétaires

Budget

- Gabon- Apprentissage par les pairs : immersion des cadres de l’administration gabonaise à la Direction de la Normalisation et de la Comptabilité des Matières du Cameroun

- Une collaboration renforcée avec le siège et les partenaires au développement

36. **La collaboration avec le siège et les partenaires au développement permet de mutualiser les efforts afin d’augmenter l’efficacité des activités de renforcement des capacités.** Au cours de l’année fiscale 2024, le Centre a collaboré avec d’autres partenaires au développement, départements du siège, Centres régionaux de renforcement des capacités et institutions sous régionales. Les missions ont porté sur :

Administration fiscale avec FAD

- Formation sur l’Enquête internationale sur l’administration des recettes (ISORA)

Gestion des finances publiques (Budget avec FAD-LEG-FIN)

- TCHAD : Revue des sauvegardes des finances publiques

Gestion des finances publiques (Budget avec FAD)

- RDC : Renforcer la gouvernance, la transparence et la maîtrise des risques budgétaires dans la gestion des entreprises publiques
- RDC : Gestion macrobudgétaire et gestion financière publique des ressources naturelles

Séminaire régional sur la gestion budgétaire et comptable des recettes affectées

Gestion des finances publiques (Prévisions macrobudgétaires) avec FAD, AFRISTAT et CEMAC

- 3^{eme} Atelier régional conjoint FADT1 / AFC sur l’analyse des régimes fiscaux et la prévision des recettes issues des industries extractives
- Séminaire conjoint AFC-AFRISTAT-CEMAC sur la conjoncture au premier semestre 2023 et les prévisions macroéconomiques à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, en RD Congo, au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé et Príncipe, à Djibouti et à Madagascar

Régulation et supervision bancaires

- En réponse à une demande de la Banque de la République du Burundi (BRB), le Département MCM du FMI a effectué une mission de Revue de la stabilité du secteur financier (RSSF). La RSSF a établi un diagnostic du système financier, un bilan de mise en œuvre des recommandations de l'assistance technique, principalement effectuées par AFRITAC Centre, sur la période 2019–2024, et elle propose un projet de feuille de route de l'assistance technique afin d'améliorer la stabilité du système financier burundais en renforçant les capacités de la BRB dans les domaines qui ont été couverts par la revue. Ce projet de feuille de route permet à AFRITAC Centre de structurer son programme de travail en matière de régulation et supervision bancaire avec le pays bénéficiaire tenant compte des caractéristiques des pays FCS en matière de capacité d'absorption des assistances techniques compte-tenu de leurs contraintes en ressources disponibles.

Collaboration AFRITAC Centre et AFRITAC de l'Ouest

- Séminaire conjoint AFRITAC Centre - AFRITAC Ouest sur le thème : « Renforcer la qualité des investissements publics dans les pays de l'Afrique subsaharienne notamment en période post-Covid-19 », sur financement conjoint de « Governance Infrastructure Facility du Japon », de la GIZ, de FAD et d'AFC.
- Séminaire conjoint sur l'intégration des déclarations statistiques et fiscales (DSF)

Collaboration AFRITAC Centre, FAD, AFRITAC sud, AFRITAC de l'ouest et AFRITAC de l'ouest 2

- Atelier régional conjoint pour les pays d'Afrique lusophone

FAD, AFS, AFW, AFW2

AFRITAC Centre et l'Union européenne

37. **Les bailleurs et partenaires tels que l'Union européenne sont notifiés des missions d'AFC sur le terrain et sont invités à prendre part aux réunions de restitution des missions.** Depuis la fin du premier semestre de l'année fiscale 2024, le Centre envoie régulièrement des notifications d'annonce de missions aux bailleurs et partenaires des pays membres dans lesquels les missions ont lieu. Cette nouvelle approche de collaboration vise à

38. **Au cours de l'année fiscale 2024, le Centre s'est entretenu avec l'équipe de la Représentation de l'Union européenne en Centrafrique.** Au menu des échanges se

trouvaient (i) les activités du Centre en Centrafrique notamment dans les domaines de l'administration des revenus et la gestion des finances publiques ; (ii) la coordination des missions sur le terrain avec l'équipe de la Représentation.

AFRITAC Centre, ONU Femmes et GIZ

39. Le Centre a instauré une collaboration et une complémentarité dans l'introduction de la budgétisation sensible au genre (BSG) au Cameroun.

B. L'INTEGRATION DES PRIORITES EMERGENTES DANS LES MISSIONS D'AFRITAC CENTRE

40. **En plus de ses thématiques habituelles, des thématiques émergentes sont au cœur des activités de renforcement des capacités du FMI.** Ces thématiques concernent la gouvernance, la digitalisation, le genre et le changement climatique. Dans le cadre de son programme de travail, le Centre a intégré une ou plusieurs de ces thématiques dans chacun de ses domaines d'intervention. Ainsi, au cours de l'année fiscale 2024, les missions d'appui aux pays membres ont traité les questions de changement climatique, de genre et de digitalisation.

- Changement climatique

- Atelier inter-régional sur le changement climatique et les politiques macrofinancières organisé conjointement par ATI, AFC et AFW
- Atelier interrégional sur la gestion des finances publiques verte organisé conjointement par AFC et AFW

- Genre

- Cameroun : Renforcer la budgétisation sensible au genre (BSG) dans le cadre de la préparation du Budget 2024

- Digitalisation

- Conférence des Directeurs Généraux des Douanes de la région Afrique occidentale et centrale de l'Organisation mondiale des douanes (OMD-AOC) avec un focus sur la digitalisation du transit interrégional

- Tchad : Mise en œuvre d'un outil d'analyse des prévisions de trésorerie et revue qualité des processus comptables du système intégré de gestion des finances publiques (SIGFiP)
- Congo : Evaluation de l'IFMIS (SIGFiP) et soutien des réformes fondamentales de la gestion des finances publiques (GFP)
- Séminaire régional portant sur la thématique Digitalisation et risques informatique/cyber : pour une approche efficace de la régulation et de la supervision des établissements bancaires

C. LES SYNERGIES ENTRE LES DOMAINES D'INTERVENTION

41. **Dans le but d'améliorer l'impact des résultats des activités de renforcement de capacités menées par les différents domaines, le Centre encourage l'organisation d'activités conjointes impliquant plusieurs domaines.** L'objectif est d'améliorer l'impact des activités sur le terrain en faisant en sorte que les activités conduites pour un pays sur un sujet recouvrant plusieurs domaines de compétences d'AFRITAC Centre se mènent conjointement.

42. **Le programme de travail du Centre est élaboré chaque début d'année fiscale en tenant compte des synergies entre les domaines.** Au cours de l'année fiscale 2024, plusieurs missions en synergie ont été réalisées au sein des pays membres. Il s'agit de :

- **Mission conjointe en synergie**

Burundi : Synergie entre les domaines de l'administration fiscale et des prévisions macro budgétaires

- Mission de renforcement de capacité en matière de prévision et simulation des recettes fiscales

Gabon : Synergie entre les domaines de l'administration fiscale et des prévisions macro budgétaires

- Renforcement des dispositifs de prévision et simulation des recettes hors pétrole

Réussite remarquable 1 : Burundi- Administration fiscale et Analyse macro-budgétaire

Les interactions entre les fiscalistes et les prévisionnistes ont mis en évidence l'importance des informations et mené à l'instauration d'une démarche collaborative dans la construction d'un dispositif de prévision de recette renforcé. La compréhension par les services de l'Office Burundais des Recettes (OBR) du

fonctionnement du modèle de cadrage budgétaire MACMOD-BI en comparaison avec les bonnes pratiques a favorisé l'appropriation de l'objectif de recettes budgétaires fixé par les autorités. Le benchmarking avec des modèles de prévision des recettes déjà opérationnels et des maquettes de simulation déjà utilisées dans d'autres pays permettent l'identification des étapes et défis à la mise en place d'un dispositif de prévision et de simulation des recettes conforme aux bonnes pratiques.

Renforcement du cadre organisationnel et les capacités du personnel de l'Office Burundais des Recettes (OBR) en matière de prévision et simulation des recettes budgétaires

Pays : Burundi

Domaine d'intervention : Administration fiscale et Analyse macroéconomique

Date de mise en œuvre : Octobre 2023

Objectifs de l'appui : L'objectif de l'appui était d'assister les autorités dans la mise en place d'un dispositif simple et efficace de prévision et de simulation des recettes budgétaires.

Rôle d'AFC dans l'appui : La première phase de l'appui de synergie de AFC a consisté en l'examen des procédures de détermination des objectifs de recettes dans le cadre de l'élaboration du budget annuel, le suivi des performances en cours d'année par les différents services et la proposition d'un plan d'actions pour les améliorer.

La deuxième phase des appuis se focalisera sur la mise en place de l'architecture théorique et informatique d'un projet de maquettes de prévision des recettes budgétaires et de simulation d'impact de mesures fiscales nouvelles adaptée aux réalités et au contexte burundais.

Principaux résultats obtenus : L'assistance apportée a permis au personnel de l'OBR d'être formé sur les processus fiables et robustes, les cadres théoriques, la démarche méthodologique et les spécifications techniques pour le renforcement du dispositif institutionnel, organisationnel et technique de prévision et de simulations des recettes fiscales.

Impact du projet : L'appui a permis à l'OBR de disposer des connaissances et des prérequis pour renforcer le dispositif de prévision et de simulation des recettes budgétaires suivant les bonnes pratiques en la matière.

Facteurs de succès : L'expression du besoin de renforcement de capacité en matière de prévision des recettes émanant de l'Office Burundais des Recettes confirmée par le Ministère de tutelle en charge actuellement du travail de prévision des recettes budgétaires.

La flexibilité et la synergie des appuis de AFRITAC Centre sur les domaines de l'administration fiscale et de l'analyse macro budgétaire.

Leçons apprises : La contribution de l'Office Burundais des Recettes au processus de prévision et de simulation des recettes et la transparence de la méthodologie sont des facteurs d'appropriation des objectifs de recettes budgétaires assignés par l'autorité de tutelle.

Sources : AFC

République du Congo : Synergie entre les domaines comptabilité publique et gestion de la dette publique

- Coordination de la gestion de la dette et de la trésorerie
 - **Mission séquentielle en synergie au Burundi (Budget et Prévisions macro budgétaires)**

Mission 1 : Prévisions macro budgétaires

- Appui à l'ancrage du budget annuel sur un cadre budgétaire pluriannuel

Mission 2 : Budget (préparation, exécution, et contrôle budgétaires)

- Encadrement le processus de la bascule vers le budget en mode programme
- Animation l'atelier de présentation et de validation du guide pratique d'élaboration du budget en mode programme
- Elaboration un guide pratique d'élaboration des projets annuels de performance.
- Encadrement les conférences budgétaires, réalisation de la revue de qualité des projets annuels de performance expérimentaux et proposition de nouveaux formats du projet de loi de finances en mode programme
- Animation du séminaire gouvernemental sur le budget en mode programme

D. INTEGRATION REGIONALE

43. **AFRITAC Centre appuie l'intégration régionale, qui concerne principalement les six pays membres de la CEMAC.** Cet appui vise principalement à renforcer l'union monétaire et douanière et à harmoniser les politiques régionales pour constituer une union économique solide et prospère tout en créant des conditions propices à une meilleure intégration économique.

44. **Le soutien apporté par AFRITAC Centre poursuit deux objectifs** : i) aider les institutions régionales à concevoir, améliorer et diffuser les directives régionales, et ii) aider les pays membres à transposer ces directives dans leur législation nationale et leur appareil administratif pour une meilleure harmonisation, aider à la mise en œuvre effective de ces directives et à adopter et appliquer les politiques découlant de ces directives. Les réalisations dans ce domaine sont les suivantes :

- République Centrafricaine

Statistiques des finances publiques

- Appui à la production des statistiques des finances publiques (SFP), ainsi que de la dette du secteur public (SDSP) pour l'exercice 2022, dans le cadre de l'adoption de la directive CEMAC n° 05/11-UEAC-190-CM-22 ("Tableau des Opérations Financières de l'Etat-TOFE)

Administration douanière

- Participation au séminaire régional organisé par FAD au bénéfice des douanes des pays AFC sur la mise en œuvre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) de l'Union Africaine

- CEMAC

Administration douanière

- Participation d'AFRITAC Centre aux réunions du Comité douane de la CEMAC constitué de tous les responsables nationaux des douanes

Analyse et prévisions macro-budgétaires, Budget, execution et contrôle budgétaires et comptabilité publique et gestion de la trésorerie

- Participation à la réunion du Comité d'experts en gestion des finances publiques à l'initiative de la Commission de la CEMAC et avec l'appui de la Banque mondiale et de FAD (validation des guides régionaux et actualisation du plan d'action régional de la gestion des finances publiques)
- Participation à l'atelier régional de validation des projets de stratégie relative à la commande publique en zone CEMAC et de directive portant cadre juridique et institutionnel des partenariats publics-privés en zone CEMAC

- Appui à distance pour l'élaboration d'un guide d'identification, de suivi, de gestion et de reporting des risques budgétaires en zone CEMAC
- Appui à l'élaboration du guide régional sur la déconcentration de la fonction comptable
- Appui à l'élaboration du guide régional sur le contrôle interne budgétaire

Réussite remarquable 2 : CEMAC- Administration douanière

La CEMAC a validé un projet de Décision portant application de l'Article 156.4 du Code des douanes de la CEMAC et adoption du modèle de Déclaration des éléments constitutifs de la Valeur en Douanes (DEV) dans la Communauté.

Renforcement de la gestion et la gouvernance des administrations fiscales

Pays : CEMAC (Commission)

Domaine d'intervention : Administration douanière

Date de mise en œuvre : 2023

Objectifs de l'appui : Appuyer la Commission de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC) dans le renforcement de son cadre juridique douanier encadrant la détermination par les Douanes de la valeur des marchandises commerciales à l'importation.

Rôle d'AFC dans l'appui : AFC a fourni un appui à distance qui a permis de mener une étude des pratiques et des défis des Douanes de la CEMAC dans l'application de l'Article 156.4 du Code des Douanes de la CEMAC. Cette disposition exige qu'une déclaration détaillant les éléments constitutifs de la valeur en douane soit annexée à la déclaration en détail pour l'importation de marchandises commerciales.

L'assistance a fait des recommandations concrètes pour harmoniser le format et le contenu de cette déclaration et pour la dématérialiser.

Principaux résultats obtenus : L'assistance a permis de 1) développer des recommandations pour l'harmonisation du format et du contenu de cette déclaration, ainsi que pour sa dématérialisation, et 2) de développer un projet de Décision de l'Union Economique de l'Afrique Centrale (UEAC) portant application de l'Article 156.4 du Code des douanes de la CEMAC et adoption du modèle de Déclaration des éléments constitutifs de la Valeur en Douanes (DEV) dans la Communauté. Ce projet de décision a été examiné et validé en aout 2023 par le Comité compétent de la CEMAC.

Impact du projet : Cette décision fournira aux opérateurs économiques une liste précise des données/informations à fournir aux Douanes de la CEMAC pour leur permettre de déterminer plus

facilement la valeur des marchandises. Ceci contribuera à l'application harmonieuse du Code des Douanes de la CEMAC et grâce à cela, à la facilitation des échanges et à la sécurisation des recettes douanières.

Facteurs de succès : L'assistance apportée a débuté par une étude de l'environnement, des pratiques et des défis des Douanes de la CEMAC en la matière, mais elle a également identifié et considéré les pratiques et expériences d'autres Douanes et Communautés Economiques Régionales (CER). Elle a tenu compte de la nécessité de développer une solution pour un environnement dématérialisé mais aussi du besoin d'une solution pour les déclarations en douane qui continuent à être fournis sur papier. L'assistance a été étroitement coordonnée avec la Commission de la CEMAC ; les recommandations et le projet de Décision ont été examinés et validés par le Comité compétent de la CEMAC en présence d'AFC.

Leçons apprises : L'application du cadre légal régissant la valeur en douane reste complexe et difficile et les pratiques des Douanes diverses. Certaines dispositions du Code des Douanes de la CEMAC nécessitent des textes d'application pour assurer une application harmonieuse au niveau de la Communauté.

Source : AFC

Administration fiscale

- Deuxième atelier de validation du projet du livre des procédures fiscales communautaire de la CEMAC
- Participation à la session extraordinaire de la Commission permanente d'harmonisation fiscale et comptable sur le projet de Livre de procédures fiscales CEMAC

Statistiques des comptes nationaux

- Atelier régional des experts prix des Etats membres pour l'élaboration de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) dans la zone CEMAC

Régulation et supervision bancaires (COBAC)

- Revue du projet de règlement de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC) relatif à la gestion du risque informatique et cyber
- Mise en œuvre du dispositif bâlois dans la zone CEMAC : développement de la réglementation relative au risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire (IRRBB) de la COBAC et élaboration d'une analyse quantitative d'impact idoine

E. INTEGRATION SURVEILLANCE-PROGRAMMES-RENFORCEMENT DES CAPACITES

45. **Dans le cadre de son programme de renforcement des capacités, le Centre vient en appui au siège sur les questions de surveillance et de programme dans les pays membres couverts par AFRITAC Centre.** Cet appui passe par (i) les échanges entre les conseillers du Centre et les équipes pays du siège ; (ii) la contribution des conseillers dans l'élaboration des notes accompagnant les programmes ; et (iii) l'appui aux pays membres dans la mise en place des recommandations des programmes des pays membres avec le siège.

- **Echanges entre les conseillers du Centre et les équipes pays du siège**

46. **Le Centre s'est entretenu avec l'équipe CEMAC du FMI.** Les échanges ont porté essentiellement sur (i) l'appui du Centre dans l'élaboration et la transposition des directives de la CEMAC ; (ii) l'élaboration des statistiques trimestrielles de la balance de paiement ; (iii) le développement des marchés secondaires et (iv) la nécessité de mettre en place un plan d'actions régionales pour appuyer la réforme des finances publiques.

- **Travail en synergie entre les conseillers d'AFRITAC Centre, les départements fonctionnels du FMI et les Représentations du FMI dans les pays membres**

Phase stratégique :

- Participation à la préparation des « Meeting Briefs » pour les pays membres du Centre en marge des réunions de Printemps et des assemblées annuelles des Conseils des gouverneurs du FMI et de la Banque mondiale et prise en compte des comptes rendus de réunion dans les programmes de travail initiaux et ajustés.
- Participation à distance aux échanges entre le Département des finances publiques du FMI et chaque pays membres sur l'assistance technique du Centre.

Phase préparation :

- Echange des termes de référence des missions avec le Département Afrique du FMI pour approbation des interventions, surtout l'appui à la mise en œuvre des réformes de gestion des finances publiques sur lesquelles les autorités se sont engagées dans les mémorandums de politiques économiques et financières.
- Envoi des lettres d'annonce des missions aux pays membres via les Représentants résidents du FMI qui sont informés des termes de référence et des dates des missions.

Phase exécution :

- Réunion avec les Représentants résidents du FMI sur les développements récents dans les pays.
- Réunion de restitution des missions aux partenaires techniques et financiers via le Représentants résidents du FMI.

III. REALISATIONS DU 1^{ER} MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024

BURUNDI

Administration douanière

- Appui à la planification stratégique, à la gestion des réformes et à la gestion des projets douaniers
- Appui au suivi et au contrôle des exonérations des droits et taxes et des régimes suspensifs douaniers

Analyse et prévisions macro-budgétaires

- Mission de suivi sur les cadres budgétaires pluriannuels

Budget (préparation, exécution, reporting et reddition du budget et contrôle des dépenses)

- Renforcement du processus budgétaires
- Encadrement du processus de la bascule vers le budget en mode programme : élaborer un guide pratique de budgétisation en mode programme
- Renforcement de la budgétisation des investissements publics
- Elaboration d'un guide pratique d'élaboration des projets annuels de performance
- Encadrement des conférences budgétaires, revue-qualité des projets annuels de performance et proposition d'un format de projet de loi de finances en mode programme
- Renforcement des capacités des membres du Gouvernement sur les fondamentaux de la budgétisation en mode programme

Comptabilité publique et gestion de la trésorerie

- Élaboration d'un manuel de procédures de gestion de la trésorerie

- Élaboration d'un manuel de tenue de la comptabilité des matières

Statistiques des finances publiques

- Appui à la production des Statistiques des Finances Publiques (Statistiques de la Dette du Secteur Public et Tableau des Opérations Financières de l'Etat-TOFE)
- Mise à jour des données fiscales et point sur le processus de migration du GFS selon le GFSM 2014
- Elargissement de champ de couverture des statistiques de finances publiques au sous-secteur de la sécurité sociale

Statistiques des comptes nationaux

- Appui à l'amélioration de la qualité des estimations du PIB de l'année de base 2016 (du 25 au 29 septembre 2023)
- Mission d'appui au développement des comptes nationaux trimestriels (CNT) et à la rétropolation

Supervision et réglementation financières

- Suivi de l'intégration de SEPREC dans le processus de supervision basée sur les risques de la Banque de la République du Burundi
- Appui à la formation sur la mise en pratique de l'outil SEPREC pour la notation des banques
- Revue du cadre et des résultats du premier exercice de notation des banques burundaises via SEPREC par la Banque de la République du Burundi

CAMEROUN

Administration douanière

- Participation d'AFRITAC Centre (AFC) à l'atelier régional de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) sur l'interconnectivité du transit et l'utilisation des garanties régionales de transit

Budget (préparation, exécution et contrôle des dépenses)

- Renforcement de l'identification et de la quantification des dépenses sensibles au genre dans le cadre du projet de Loi de Finances 2024
- Amélioration de la programmation et de la budgétisation des investissements publics

Statistiques des finances publiques

- Mise à jour des données fiscales et point sur le processus de migration du GFS selon le GFSM 2014
- Elaboration de la classification fonctionnelle des dépenses de l'administration centrale budgétaire

Statistiques des comptes nationaux

- Appui aux travaux de revue du dispositif de calcul des comptes nationaux trimestriels (CNT) corrigés des variations saisonnières (CVS)

REPUBLIQUE DU CONGO

Administration douanière

- Évaluation de la conformité des procédures douanières d'importation et d'exportation appliquées par les douanes congolaises au Code des douanes de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)
- Amélioration de la conformité des procédures douanières présentement appliquées au Code des douanes de la CEMAC

Administration fiscale

- Construction d'un modèle simple et efficace de prévision et de simulation fiscale
- Evaluation des réformes en cours dans l'administration fiscale (DGID)

Analyse et prévisions macro budgétaires

- Appui au renforcement des dispositifs de cadrage macroéconomique et budgétaire
- Mission d'immersion au Cameroun sur les cadres macroéconomiques et budgétaires
- Renforcement des dispositifs de prévisions des recettes hors pétrole

Budget (préparation, exécution et contrôle des dépenses)

- Renforcement de la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques par l'informatisation des macroprocessus du plan d'engagement dans le système d'information budgétaire
- Animation du séminaire d'information à l'attention des parlementaires (députés et sénateurs) au processus de la bascule progressive vers la budgétisation en mode programme
- Renforcement du processus expérimental de la bascule au budget en mode programme

Statistiques des finances publiques

- Élaboration du TOFE de l'administration centrale budgétaire exercice 2022 et estimation de celui de l'exercice 2023
- Elaboration des autres tableaux du cadre d'analyse minimum. (Bilan financier, situation de la dette publique selon la monnaie, les instruments et le secteur de la contrepartie)

Réussite remarquable 3 : République du Congo -Budget

La République du Congo s'est engagée à basculer vers la budgétisation par objectifs de programme en 2024. A ce titre, le parlement a organisé un séminaire d'information à l'attention des ses deux chambres sur la budgétisation en mode programme, séminaire présenté par AFC.

Amélioration de la prise en compte des politiques publiques dans le budget de l'Etat par l'introduction de la budgétisation en mode programme

Pays : Congo

Domaine d'intervention : Préparation d'un budget exhaustif, crédible et reflétant les politiques publiques

Date de mise en œuvre : Octobre 2023

Objectifs de l'appui : Informer les parlementaires et renforcer leurs capacités sur l'analyse et le vote du budget en mode programme, en vue d'accompagner efficacement l'introduction expérimentale de la budgétisation en mode programme.

Rôle d'AFC dans l'appui : La République du Congo s'est engagée à basculer en budget de programme en 2024 à titre expérimental pour 6 ministères-pilotes. Depuis la transposition des directives en 2017, AFC a offert son appui à ce processus de bascule qui a connu un tournant décisif par l'organisation d'un séminaire gouvernemental en février 2023 coanimé par le Ministre du Budget, des Comptes Publics et du Portefeuille Public (MBCPPP) et AFC. D'avril à septembre 2023, une construction réglementaire intense, un encadrement des ministères sectoriels et des travaux d'adaptation du système d'information ont été menés aboutissant à l'adoption du décret portant calendrier du processus d'élaboration du budget et du décret portant

structuration des programmes budgétaires et des dotations. Le projet de loi de finances 2024 introduit l'expérimentation du budget de programme pour les 6 ministres qui ont produit leurs projets annuels de performance. A cet effet, le MBCPPP a obtenu des deux chambres du Parlement l'organisation d'une journée parlementaire d'information sur le budget de programme. C'est dans ce cadre que le 27 octobre 2023, les deux chambres se sont retrouvées en session plénière co-présidée par les deux premiers vice-présidents, avec la participation du MBCPPP et du Représentant Résident du FMI.

Principaux résultats obtenus : La session d'information consacrée aux deux chambres du Parlement tenue le 27 octobre 2023 et animée par AFC a porté sur (i) le fondement législatif et réglementaire du budget de programme, (ii) l'intérêt de basculer du budget de moyen au budget de programme, (iii) la structuration des programmes budgétaires, les modalités de budgétisation et le format de présentation du budget, (iv) l'élaboration des projets annuels de performance, (v) l'exécution du budget en mode programme et (vi) les défis à relever pour réussir cette réforme.

L'atelier technique consacré aux deux commissions des finances a renforcé les capacités des députés et sénateurs membres de ces commissions sur (i) la portée et le contenu des dispositions du projet de loi de finances 2024 relatives à l'expérimentation du budget de programme, sur l'analyse et le vote du budget en mode programme. Cet atelier a balisé la voie pour les discussions du projet de loi de finances 2024 dans les deux commissions de finances.

Impact du projet : Le projet a permis d'établir une passerelle entre le Gouvernement et le Parlement pour accompagner l'engagement du Gouvernement à basculer vers le budget de programme par l'expérimentation pour 6 ministères-pilotes. Le Parlement a désormais une lisibilité sur le processus de cette réforme ambitieuse et qui comporte des défis pour lesquels le Parlement devrait apporter son soutien, afin d'encourager le Gouvernement à y apporter des améliorations progressives pour sa consolidation.

Facteurs de succès : La forte volonté du Gouvernement à réussir cette réforme qui permettra de véritablement prendre en compte les politiques publiques dans le budget de l'Etat et à introduire l'approche de la performance dans la gestion publique. En outre, l'implication du Ministre du Budget, des Comptes Publics et du Portefeuille dans l'organisation dudit séminaire et sa participation tant à la séance plénière des deux chambres qu'à l'atelier technique des deux commissions de finances. De même, le Représentant résident du FMI a saisi l'occasion pour faire la corrélation étroite entre cette activité et les principales réformes contenues dans le programme économique et financier soutenu par la facilité élargie de crédit du FMI. Enfin, l'adhésion des deux présidents des commissions des finances a été déterminante pour la réussite de cette activité qui a été relayée largement par la presse pour l'information du public.

Leçons apprises : L'existence d'une passerelle au niveau technique entre le Ministère du Budget, des Comptes Publics et du Portefeuille Public et les deux commissions des finances est véritablement une opportunité pour faire avancer l'agenda des réformes qui impliquent le Parlement. Il conviendrait d'associer les deux commissions des finances en amont lors des restitutions techniques sur les réformes de la gestion des finances publiques soit à titre d'information, soit pour recueillir leurs avis techniques.

Source : AFC

Statistiques des comptes nationaux

- Appui à l'amélioration des comptes nationaux

GABON

Administration fiscale

- Appui sur l'élaboration du plan d'actions post-TADAT (Tax Administration Diagnostic Assessment Tool)

Budget (préparation du budget, exécution et contrôle des dépenses)

- Renforcement de la supervision des établissements publics
- Introduction de la budgétisation sensible au genre (BSG) dans le processus de préparation du Budget 2025

Statistiques des finances publiques

- Appui à l'élaboration du Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE) et l'adoption de la méthodologie du Manuel de Statistiques de Finances Publiques 2014 (MSFP 2014) en conformité avec la Directive de 2011 no. 05/11-UEAC-190-CM-22 de la Communauté Économique et Monétaire d'Afrique Centrale portant TOFE

GUINEE EQUATORIALE

Analyse et prévisions macro budgétaires

- Mission exploratoire sur les besoins de renforcement des capacités des Cadres de la Guinée Equatoriale en Cadrage Macroéconomique et élaboration des Programmes Triennaux de Convergence (du 7 au 18 août 2023)

Budget (préparation, exécution, et contrôle des dépenses)

- Renforcement de la budgétisation des investissements publics
- Développement de la classification fonctionnelle dans la présentation des dépenses du budget de l'État

Comptabilité publique et gestion de la trésorerie

- Appui à l'organisation du réseau comptable de l'État pour une informatisation optimale des procédures comptables
- Appui à l'analyse des attributions et de l'organisation actuelles des structures nationales en charge de la comptabilité publique et du trésor

Statistiques des finances publiques

- Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques conformément au Manuel de statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014) et à la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE (Tableau des Opérations Financières de l'État, Directive « TOFE »), et sur la production des tableaux du cadre d'analyse minimum

Statistiques des comptes nationaux

- Appui à la mise en place de la nouvelle série des comptes nationaux annuels
- Poursuite des travaux d'estimations des CNA pour l'année 2021

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Administration douanière

- Appui pour faciliter et sécuriser davantage les opérations douanières sur le corridor de transport Douala – Bangui

Budget (préparation du budget, exécution et contrôle des dépenses)

- Renforcement de la budgétisation des investissements publics en autorisations d'engagement et crédits de paiement
- Renforcement du contrôle financier/atelier de validation du manuel du contrôle financier

Comptabilité publique et gestion de la trésorerie

- Élaboration d'une cartographie des risques comptables
- Accompagnement dans la mise en œuvre de la comptabilité d'exercice

Statistiques des comptes nationaux

- Appui à l'élaboration des comptes nationaux de 2020

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

Administration fiscale

- Participation à l'évaluation de la performance du système d'administration fiscale avec la méthodologie TADAT
- Appui au renforcement des capacités en matière de gestion des risques de conformité des contribuables de taille moyenne

Réussite remarquable 4 : République Démocratique du Congo-Administration fiscale

Le niveau de civisme fiscal du segment des moyennes entreprises demeure encore très faible en République Démocratique du Congo. La Direction général des impôts (DGI) est engagée dans les défis permanents d'élargissement du portefeuille de contribuables actifs à la TVA et de réduction de la proportion de déclarations non payantes pour le segment des contribuables moyens.

Renforcement de l'administration du segment des moyens contribuables
Pays : RDC
Domaine d'intervention : Administration fiscale
Date de mise en œuvre : Depuis 2023
<p>Objectifs de l'appui : Renforcer la capacité de la DGI à la maîtrise des risques de conformité des moyennes entreprises, afin de promouvoir leur civisme fiscal, et améliorer la performance fiscale des structures en charge de leur gestion.</p> <p>Rôle d'AFC dans l'appui : AFC a apporté son appui à la cartographie des risques de conformité fiscale, la structuration de la gestion des risques de conformité pour les contribuables de taille moyenne, ainsi que le développement d'une feuille de route pour la mise en œuvre du plan d'amélioration du civisme fiscal des entreprises moyennes focalisé sur les principaux risques de conformité.</p> <p>Principaux résultats obtenus : L'assistance apportée a permis de (i) identifier les risques de non-conformité ; (ii) analyser chaque risque identifié selon son importance ; (iii) proposer des mesures pour atténuer/supprimer les risques pour le segment des entreprises moyennes.</p> <p>Impact du projet : L'activité a permis à la DGI de disposer d'une approche structurée de gestion des risques de conformité sur les moyennes entreprises en phase avec les bonnes pratiques du TADAT.</p> <p>Facteurs de succès : L'accès aux bases de données de déclaration fiscale des structures en charge de la gestion fiscale des contribuables ainsi que la connaissance du profil de comportement des contribuables par les gestionnaires au sein du Centre des impôts (CDI).</p>

Leçons apprises : La faiblesse des recettes collectées sur le segment des entreprises moyennes (soit moins de 2 pour cent des recettes de la fiscalité intérieure) justifie le besoin de renforcer leur administration. Le rapprochement à grande échelle des données permet d'identifier les différents risques, de faire leur évaluation afin de prioriser les actions de leur maîtrise et leur atténuation. Cette démarche s'appuyant sur les données permet de bien cibler les contribuables respectant effectivement le profil de moyennes entreprises.

Source : AFC

Budget (préparation du budget, exécution et contrôle des dépenses)

- Renforcement de la budgétisation des investissements publics
- Renforcement de la gouvernance, la transparence et la maîtrise des risques budgétaires dans la gestion des entreprises publiques (mission conjointe FAD-AFC, 31 mai au 12 juin 2023).
- Elaboration de manuels d'élaboration et d'exécution du budget en mode programme pour préparer la transition vers la budgétisation par objectifs de programme et par la performance

Comptabilité publique et gestion de la trésorerie

- Amélioration de la gestion de la trésorerie et renforcement du compte unique du Trésor
- Élaboration d'un manuel de procédures comptables des recettes

Statistiques des finances publiques

- Appui à la mise à jour des statistiques de la RDC, consistant à la collecte de données sources, leur retraitement ainsi qu'à l'élaboration du Tableau des opérations financières de l'État (TOFE) pour l'exercice 2022, dans le cadre de l'adoption du Manuel des statistiques de finances publiques 2014 (MSFP 2014)

Statistiques des comptes nationaux

- Appui au rebasage des comptes nationaux selon le SCN 2008
- Compilation des comptes nationaux annuels (CNA) définitifs 2019-2022 ainsi que la revue de l'agenda du projet de rebasage

Régulation et supervision bancaires

- Le programme de travail d'AFRITAC Centre avec la Banque Centrale du Congo (BCC) s'est utilement appuyé sur les recommandations de la Revue de la stabilité du secteur financier (RSSF) sur la RDC effectuée par le département MCM en 2022

- Appui à la mise à jour du cadre réglementaire du secteur bancaire en cohérence avec la nouvelle loi bancaire de la RDC
- Appui à la Banque Centrale du Congo (BCC) dans la mise en œuvre de sa supervision basée sur les risques : revue du second exercice de notation des banques et de son intégration dans le processus de supervision
- Revue des rapports des missions d'inspection portant sur la qualité du portefeuille des crédits.
- Revue de la révision de la réglementation prudentielle quantitative (Instruction 14) - volet ratio de solvabilité et levier
- Evaluation des écarts entre le cadre réglementaire de la BCC et le cadre du Pilier 2 de Bâle II/III (SRP, ICAAP)

SAO TOME-ET-PRINCIPE (STP)

Administration douanière

- Appui en ligne au renforcement de la gestion des risques et des contrôles douaniers
- Appui au renforcement des contrôles des marchandises à l'importation et à l'exportation par les douanes

Budget (préparation du budget, exécution, et contrôle des dépenses)

- Renforcement des fonctionnalités du système d'information budgétaire pour la prise en charge du processus d'élaboration du plan d'engagement

Prévisions macro budgétaires

- Appui au renforcement de la fonction macro budgétaire
- Participation des représentants de STP au premier atelier régional pour les pays d'Afrique lusophone

Statistiques des finances publiques

- Appui au processus d'adoption des statistiques de finances publiques (SFP) selon le MSFP 2014

Statistiques des comptes nationaux

- Appui au rebasage des comptes nationaux selon le Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008)
- Poursuite des travaux de mise en place de la nouvelle année de base selon le Système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008)

TCHAD

Administration douanière

- Appui à la vérification de la conformité des litiges douaniers et soutien au développement d'une base de données
- Appui à la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) du Tchad pour d'avantage renforcer sa gestion du contentieux douanier

Prévisions macro budgétaires

- Appui au renforcement des dispositifs de prévisions des recettes publiques hors pétrole

Budget (préparation du budget, exécution et contrôle des dépenses)

- Appui à la transposition de la directive communautaire sur la comptabilité des matières
- Renforcer la prévisibilité des dépenses publiques par la digitalisation du processus d'élaboration et d'exécution des plans d'engagement

Comptabilité publique et gestion de la trésorerie

- Accompagnement dans la mise en œuvre des fonctionnalités et processus d'établissement des comptes, de clôture de l'exercice et de reprise des régularisations dans le SIGFiP

Statistiques des finances publiques

- Appui à la mise à jour des Statistiques des Finances Publiques annuelles jusqu'à l'année fiscale 2022
- Amélioration de l'outil de compilation des statistiques de finances publiques
- Appui à la production des statistiques de finances publiques

Statistiques des comptes nationaux

- Appui à la mise en place de la nouvelle série des comptes nationaux (CN) selon la nouvelle année de base (2017)
- Appui à la mise en place de la nouvelle série des CN (selon la nouvelle année de base 2017) et le SCN 2008

Réussite remarquable 5 : Tchad-Statistiques des comptes nationaux

Le Tchad a engagé une réforme visant la rénovation de l'année de base des comptes nationaux par le l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED).

Changement de l'année de base des comptes nationaux au Tchad
<p>Pays : Tchad</p> <p>Domaine d'intervention : Statistiques du secteur réel</p> <p>Date de mise en œuvre : Depuis 2019</p> <p>Objectifs de l'appui : Renforcer le cadre organisationnel et les capacités du personnel de l'INSEED et contribuer à la rénovation de l'année de base des comptes nationaux en passant de 2005 à 2017 et en adoptant le <i>Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008)</i>.</p> <p>Rôle d'AFC dans l'appui : L'appui de l'AFC a été déterminant pour finaliser les travaux de l'année de base 2017 dont les résultats ont été diffusés en avril 2023. Entre juin et décembre 2023, l'AFC a accompagné l'INSEED pour le rattrapage des comptes nationaux définitifs 2018, 2019 et 2020. En 2024, l'AFC va continuer à fournir un appui à l'INSEED pour compléter la série des comptes nationaux 2021 et 2022, finaliser la rétopolation et développer les comptes nationaux trimestriels.</p> <p>Principaux résultats obtenus : la série des comptes nationaux définitifs 2017, 2018, 2019 et 2020 est disponible. Les recommandations du <i>SCN 2008</i> pertinentes pour le Tchad ont été prises en compte et de nouvelles sources de données ont été introduites. Les capacités de l'équipe ont été renforcées dans la maîtrise de l'élaboration des comptes nationaux.</p> <p>Impact du projet : Le projet a permis à l'INSEED de développer une maîtrise de la planification et de l'exécution d'un projet de changement de l'année de base des comptes nationaux qui est souhaitable tous les cinq ans voire tous les 10 ans.</p> <p>Facteurs de succès : Un accompagnement direct des experts de l'AFC pour l'élaboration de l'année de base et le rattrapage des comptes nationaux. La mise à disposition des ressources par les bailleurs dont la Banque mondiale à travers son projet régional de développement de la statistique. L'engagement des responsables et des agents de l'INSEED.</p>

Leçons apprises : La nécessité d'établir un cadre de concertation entre les fournisseurs de données et l'INSEED afin d'harmoniser les statistiques de comptabilité nationale avec les statistiques de finances publiques et de balance des paiements. La bonne coordination par l'INSEED des interventions de tous les partenaires techniques et financiers contribue à réduire le délai des travaux de changement d'année de base.

Source : AFC

- Appui au rebasage des comptes nationaux selon le Système de comptabilité nationale 2008

SEMINAIRES, ATELIERS ET COURS REGIONAUX

Administration fiscale

- Atelier régional sur le projet de guide didactique relatif au code communautaire de procédure fiscale

Analyse et prévisions macro budgétaires

- Atelier interrégional (en ligne) de validation du Guide de projection du TOFE des administrations publiques

Statistiques des finances publiques

- Séminaire régional en statistiques de finances publiques portant sur l'intégration des opérations non monétaires dans les SFP

Budget (préparation, exécution et contrôle des dépenses)

- Séminaire sur la gestion budgétaire et comptable des recettes affectées et des attributions de produits à d'autres administrations ou organismes
- Séminaire du Comité d'experts CEMAC : Présentation et validation du guide du contrôle interne budgétaire et du guide sur la déconcentration de la fonction comptable

Régulation et supervision bancaires

- Participation au forum hybride sur le développement des capacités (DC) régionales couvrant l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient

IV. PERSPECTIVES DE L'ANNEE FISCALE 2025

A. RESUME DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2025

47. **Le programme de travail d'AFRITAC Centre pour l'année fiscale 2025 est constitué de 147 activités réparties ci-dessous.** Le détail du programme de travail pour chaque domaine se trouve dans l'annexe 2 du présent rapport.

Tableau 4 : Nombre d'activités par domaines pour l'année fiscale 2025

Domaines	Nombre d'activités	Nombre de ressource (conseillers du centre)	Nombre de ressource (experts court-terme)
Administration douanière	26	13	15
Administration fiscale	22	11	12,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	20	14	20
Budget et contrôle des dépenses	20	10	22
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	16	8	16
Statistiques des finances publiques	14	10	10
Statistiques des comptes nationaux	18	8	14
Régulation et Supervision financières	11	11	0
Total	147	85	109,5

Source : AFC

48. **Au cours de l'année fiscale 2025, le Centre organisera 12 séminaires, deux ateliers régionaux et un cours régional.** Par ailleurs, trois missions d'immersion seront organisées dans les domaines de l'administration fiscale (deux) et la régulation et la supervision bancaires.

49. **Dans le cadre de la prise en compte de la stratégie FCS, le Centre a développé son programme de travail afin de renforcer les synergies entre les domaines d'intervention.** Le détail de ces activités se trouve également dans l'annexe 2.

Tableau 5: Programme des séminaires, immersions, et missions en synergie de l'année fiscale 2025

Séminaires, atelier et cours régionaux	Apprentissage par les pairs (immersions)	Missions en synergie	Participation à d'autres missions
15	3	6	10

Source : AFC

B. NOUVEAUX DOMAINES COUVERTS PAR AFRITAC CENTRE A PARTIR DE L'ANNEE FISCALE 2025

50. **Au cours de la prochaine année fiscale, de nouveaux domaines seront couverts par le Centre qui va par la même occasion renforcer l'appui aux pays FCSs dans un domaine existant.** Ces nouveaux domaines sont (i) statistiques des opérations externes, (ii) opérations de la banque centrale, (iii) lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et (iv) modélisation macroéconomique. Un second conseiller en administration fiscale couvrira les pays FCS.

51. **Le domaine des statistiques des opérations externes vise essentiellement** (i) la production intégrale et régulière (trimestrielle) des statistiques du secteur extérieur (balance des paiements, position extérieure globale, investissements directs et de portefeuille et dette extérieure) tout en assurant leur qualité et cohérence vis-à-vis des statistiques liées (monétaires, financières, comptes nationaux, statistiques miroirs) ; (ii) l'élaboration d'un calendrier de production et de publication des statistiques du secteur externe visible pour tous les utilisateurs (FMI, Banque Mondiale, secteur privé, bailleurs, etc) ; (iii) l'élaboration et la diffusion des métadonnées (document méthodologique) qui renseignent les utilisateurs des statistiques du secteur extérieur sur les sources de données et la méthodologie employées dans sa construction. Ce domaine sera financé entièrement par le fond thématique «Data for Decision» (D4D) durant les années fiscales 2024 et 2025.

52. **Le domaine opérations de la banque centrale sera focalisé sur les questions de politique monétaire et de change, gestion des réserves de change et conformité des normes.** Ce domaine aidera les banques centrales d'AFRITAC Centre à (i) adopter ou maintenir la conformité avec les normes internationales d'information financière (IFRS) ; (ii) renforcer les capacités en ce qui concerne les dernières évolutions des normes internationales et les meilleures pratiques dans les opérations de la banque centrale ; (iii) veiller à ce que la banque centrale dispose d'un cadre de gestion des risques (de base) clair et cohérent ; (iv) améliorer l'efficacité (en termes de coûts) de la gestion globale des espèces et des devises ; (v) renforcer le dispositif de garanties à l'appui d'un cadre opérationnel efficace et conforme à la tolérance au risque de la banque centrale ; (vi) renforcer la mise en œuvre des opérations de change dans le cadre de la politique monétaire et du régime de change existants ; (vii) renforcer la mise en œuvre de la politique monétaire dans le cadre du régime monétaire existant ; (viii) renforcer le cadre de la politique de gestion des réserves et la gestion des réserves de change. . Ce domaine sera financé par le fond thématique «Data for Decision» (D4D) et le département des statistiques durant les années fiscales 2024 et 2025.

53. **Le FMI dispose d'un vaste programme de développement des capacités en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et fournit une**

assistance technique bilatérale, régionale et thématique à ses membres. L'institution contribue activement à l'architecture mondiale de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, en participant à l'élaboration de normes et à l'évaluation des pays au regard des normes internationales de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, en coordonnant la fourniture d'assistance technique, et en collaborant au dialogue politique et aux travaux d'analyse. Les travaux du FMI en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme sont guidés par sa stratégie de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, qui mets un accent sur (i) l'intégrité financière, (ii) la nature et la gravité du blanchiment des capitaux, des crimes sous-jacents et des flux financiers transfrontaliers, et (iii) l'impact des défaillances en matière de blanchiment des capitaux sur la stabilité financière. Ce domaine sera financé entièrement par le Département légal du FMI à compter de l'année fiscale 2025 et le conseiller en charge de ce domaine couvrira les pays des AFRITACs du Centre et de l'Ouest.

54. **Dans le cadre des travaux accomplis par l'ICD sur l'analyse macroéconomique générale, AFRITAC Centre appuiera l'acquisition des compétences analytiques nécessaires aux prévisions et à l'analyse des politiques macroéconomiques dans les principaux organes publics nationaux et régionaux par la mise à disposition d'un Conseiller en cadres macroéconomiques.** Ce nouveau domaine va s'appuyer sur des outils et modèles développés par ICD et vise à (i) s'assurer que les résultats des prévisions et de l'analyse des scénarios sont bien intégrés dans le processus de prise de décision politique ; et (ii) créer une capacité durable qui résiste à la rotation du personnel dans les institutions bénéficiaires.

55. **Outre les participations aux séminaires de formation et autres activités conjointes avec les autres Conseillers, les missions du Conseiller en cadres macroéconomiques vont prioritairement se focaliser sur l'implémentation des outils développés au sein de l'ICD.** En effet, reconnaissant la diversité des besoins et des capacités parmi les pays, l'ICD a développé une variété d'outils, allant des plus simples (modèles macro-comptables implémentés sur Excel) aux plus complexes (modèles structurels et semi-structurels), adaptables aux spécificités de chaque pays. Ces outils peuvent être personnalisés pour refléter les caractéristiques intrinsèques de chaque pays, favorisant ainsi l'efficacité et l'efficience dans la prise de décision.

56. **Ces outils permettent entre autres :** i) de générer des prévisions macroéconomiques et des analyses de scénarios basées sur le jugement d'experts⁵, avec des approches simplifiées de

⁵ Quelques équations économétriques simples sont introduites dans certaines versions pour intégrer une base économique solide aux projections. D'autres versions comprennent un cadre comptable plus complet et quelques formules de projection simples basées sur des élasticités.

la programmation financière, ii) de simuler l'impact des décisions de politique économique sur le cadre macroéconomique dans un contexte d'équilibre général tout en conservant la structure originale à quatre secteurs de la programmation financière, iii) d'élaborer les prévisions macroéconomiques à moyen terme et l'analyse de scénarios de politique économique au sein des banques centrales et des ministères des Finances au travers de modèles semi-structurels et structurels et iv) élaborer des prévisions instantanées (Nowcasting) et à très court terme incorporant des indicateurs à fréquence mixte pour la prévision en temps réel du PIB ou des taux d'inflation actuels. Un autre outil simplifié permet de procéder à l'analyse et la prévision de la dette avec seulement 10 variables macroéconomiques et selon divers scénarios de référence et alternatifs pouvant intégrer l'analyse et la prévision des besoins de financement brut et de l'impact des catastrophes naturelles.

57. **Certains modèles semi-structurels et structurels prennent en compte** i) des prévisions de l'équilibre interne et externe, ii) le policy-mix avec l'analyse combinée de la politique budgétaire et monétaire, iii) un modèle satellite conçu spécifiquement pour générer des hypothèses sur l'environnement externe utile pour l'analyse macroéconomique, iv) la quantification des effets macroéconomiques des actions de politiques monétaires, budgétaires ou structurelles, et v) l'analyse de l'interaction entre l'investissement public, la croissance et la dynamique de la dette publique pouvant inclure des versions plus améliorées permettant d'apprécier l'impact du changement climatique. L'implémentation de ces modèles dépendra du niveau d'absorption et des capacités des entités. De plus, l'assistance technique dans les pays devra nécessairement être accompagnée de formations appropriées et calibrées, ainsi que la production de manuels d'utilisation détaillés et d'autres mesures permettant de faire face aux taux de rotation élevés observés dans les services publics.

58. **Dans le cadre de la stratégie du FMI pour réduire la fragilité dans les pays FCS, un second conseiller en administration fiscale couvrira lesdits pays d'AFRITAC Centre.** Ce conseiller aura la charge de mettre en œuvre la nouvelle stratégie de renforcement des capacités en administration fiscale d'AFIC en faveur de ses membres FCS qui est résumée dans l'encadré ci-dessous. Ce domaine sera financé en partie par le Département des finances publiques du FMI (FAD) et par AFRITAC Centre durant l'année fiscale 2025.

Encadré 2 : Nouvelle stratégie de renforcement des capacités en administration fiscale en faveur des pays FCS

Nouvelle stratégie de renforcement des capacités en administration fiscale en faveur des pays FCS couverts par l'AFRITAC Centre : quelques repères essentiels

Contexte : l'AFC a recruté un deuxième conseiller en administration fiscale (AF) dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du FMI en faveur des FCSs. Pour optimiser l'impact de cette ressource additionnelle, une nouvelle approche de renforcement des capacités en AF a été élaborée par la Division des recettes du Département des finances publiques (FAD-R2).

Objectifs de la stratégie : l'AFC ambitionne de mieux prendre en compte les capacités d'absorption de ses membres FCS, afin de répondre aux attentes de leurs AF. La stratégie capitalise l'expertise du FMI en matière de renforcement des capacités en proposant une démarche d'accompagnement adaptée aux réalités des AF des FCS et aux défis auxquels elles font face pour relever les seuils actuels de mobilisation des recettes intérieures.

Principes d'actions : cette approche nouvelle met l'accent sur une plus grande écoute des autorités, plus de flexibilité et une adaptation continue aux circonstances de chaque pays. La stratégie promeut : (i) une forte synergie et intégration des missions entre le domaine de l'AF et les autres domaines des finances publiques (douane, trésor, etc.), (ii) la valorisation des activités de mutualisation des compétences au niveau sous-régional, (iii) la détection et la promotion des « champions nationaux par domaine d'AF », (iv) le ciblage des réformes à résultat rapide et (v) le suivi continu des résultats des AF bénéficiaires.

Innovations en termes de renforcement des capacités : La stratégie introduit le concept « d'étude de cas » pour recenser de nouvelles grilles de solutions aux problèmes endémiques d'AF (gestion du secteur informel, de la TVA, etc.). Les résultats des études de cas alimenteront les séminaires régionaux pour servir de tremplin à la mutualisation des connaissances. Un projet de formation régionale adossé aux outils en ligne [VITARA et TADAT] sera conçu en vue de renforcer l'encadrement intermédiaire. Les contours d'une « communauté de pratiques » des cadres supérieurs des AF seront définis afin de développer les capacités de leadership et de gouvernance. Les missions d'immersion seront enfin multipliées avec pour ambition d'aider les FCSs à lever les freins psychologiques aux réformes.

Source : AFC

59. **Le programme de travail de l'année fiscale 2025 des conseillers en (i) opérations de la banque centrale, (ii) lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et (iii) cadres macroéconomiques sera élaboré en cours d'année fiscale 2025.**

C. MISSION DU DIRECTEUR AU SEIN DES PAYS MEMBRES D'AFRITAC CENTRE

60. **Au cours de l'année fiscale 2024, le Directeur d'AFRITAC Centre a participé à plusieurs séminaires et ateliers dont il a présidé l'ouverture notamment (i)**

l'atelier régional en matière d'interconnectivité transit et du SIGMAT, (ii) le séminaire régional sur la digitalisation et risque informatique/cyber, (iii) l'atelier interrégional pour l'intégration des perspectives du changement climatique dans la gestion des finances publiques dans les pays francophones, (iv) le séminaire régional sur la modernisation des statistiques de finances publiques et (v) le séminaire régional conjoint (Afrítac centre -Afrítac de l'ouest) sur l'intégration des déclarations statistiques et fiscales (DSF) dans les comptes nationaux .



61. **Durant ces activités, le Directeur a échangé avec les autorités afin de prendre en compte leurs préoccupations dans la fourniture des activités de développement des capacités du Centre.** Par exemple au Burundi, il a été reçu en audience par le Ministre des Finances en octobre 2023 afin d'évoquer les réalisations du pays en matière de gestion des finances publiques et le programme de travail d'AFRITAC Centre. Le Directeur a visité la République centrafricaine où il a rencontré le Ministre des Finances et d'autres autorités de haut niveau pour discuter du programme de soutien d'AFC à ce pays.

62. **Le Directeur a participé aux travaux de la Conférence Internationale sur les Réformes des Finances Publiques (CIRFIP) en Afrique francophone.** Au cours de cette conférence, il a fait une présentation sur le thème : « Normes internationales, bonnes pratiques de gouvernance financière et état d'avancement des réformes ». Lors de son intervention, le Directeur a mis l'accent sur les standards et outils développés par le FMI (Fiscal Transparency Code / FTE, PIMA / C-PIMA, outils sur les risques budgétaires...) et sur les leçons tirées de leur application dans les pays de la région CEMAC et UEMOA.

D. STRATEGIE DE COMMUNICATION D'AFC

63. **Dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de communication, le Centre a échangé avec les étudiants de l'université EM-Gabon.** La délégation d'AFRITAC Centre était conduite par Monsieur Philippe EGOUME, Directeur du Centre. Cette visite s'inscrit dans la droite ligne de la vulgarisation des activités d'AFRITAC Centre auprès des structures de formation des décideurs de demain et du grand public. Au cours de cette visite, deux

présentations ont été faites à l'endroit des étudiants par les conseillers M. Bernard ZBINDEN et M. Eugenio AVISOA respectivement en charge de l'administration douanière et la supervision et régulation bancaires. La première présentation était axée sur la mission de la Douane moderne et son rôle dans la mobilisation des recettes de l'Etat. Enfin la seconde présentation s'est penchée sur la réglementation et la supervision bancaires dans le cadre de Bale 2 et 3.

Photo 1 : Délégation d'AFRITAC Centre et responsable de EM-Gabon



E. SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION EXTERNE

64. **L'évaluation à mi-parcours d'AFRITAC Centre a couvert le programme de travail partant de 2017 à 2022.** Elle a examiné la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'incidence et la durabilité des activités du Centre menées dans quatre pays, pris comme échantillon suffisamment représentatif. A l'issue de cette évaluation, des recommandations ont été formulées et leur implémentation fait l'objet d'un suivi régulier par le Centre. Le tableau de suivi de ces recommandations est en annexe 5 de ce rapport.

F. NOUVEAUX CONSEILLERS RESIDENTS ARRIVES A AFRITAC CENTRE AU COURS DE L'ANNEE FISCALE 2024

M. Fahd Abdel Aziz Moussa Ndiaye, nouveau conseiller résident en statistiques du secteur réel.



65. Avant de rejoindre AFRITAC Centre, **M. Ndiaye** occupait la fonction de conseiller résident en statistiques du secteur réel auprès d'AFRITAC de l'Ouest pour 10 pays dont huit membres de l'Union économique et monétaire Ouest-africaine. **M. Ndiaye** a particulièrement contribué à l'introduction puis au développement des comptes nationaux trimestriels au Sénégal puis dans la sous-région Ouest-Africaine. Il a appuyé les efforts de l'ensemble des pays d'AFRITAC Ouest pour le changement de leurs années de base concomitamment à la migration au Système de comptabilité nationale 2008. Au-delà des comptes nationaux annuels et trimestriels, il a également aidé à construire les capacités en statistiques de comptabilité nationale des pays fragiles et en conflit d'AFRITAC Ouest.

M. Abdoul-Aziz Halidou, nouveau conseiller résident en gestion de la dette publique.



66. M. **Halidou** a rejoint AFRITAC Centre en juin 2023 en tant que Conseiller résident en Gestion de la dette. Avant de rejoindre AFRITAC Centre, M. **Halidou** était le Responsable du Département Développement du Marché régional des Titres Publics de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UMOA) au sein de UMOA-Titres, l'agence régionale d'appui à l'émission et à la gestion des titres d'Etat des huit pays de la zone. Il a, à ce titre, mis en œuvre plusieurs réformes de développement visant l'approfondissement du marché des titres publics contribuant ainsi au financement des Etats. Il dirigeait également le programme régional de renforcement des capacités analytiques des Agents des Trésors nationaux en matière de gestion de la dette en partenariat avec le FMI et la Banque Mondiale de même que celui des acteurs du marché.

67. Auparavant, M. **Halidou**, a travaillé pendant plusieurs années dans l'industrie des marchés financiers aussi bien en gestion d'actifs, en intermédiation et en banque d'investissement sur des activités cross assets et couvrant les principales places financières mondiales.

M. Nicolas KACOU, nouveau conseiller résident en statistiques des finances publiques



68. Avant de rejoindre AFRITAC Centre, **M. Nicolas KACOU** occupait, pendant 7 ans, la fonction de conseiller résident en statistiques des finances publiques à AFRITAC Ouest, pour l'assistance et l'appui au 10 pays francophones de l'Afrique de l'Ouest dans la mise aux normes des statistiques des finances publiques conformément au manuel de statistiques des finances publiques 2001 ainsi que sa version révisée de 2014 (MSFP 2001/2014), et selon le

guide des statistiques de la dette du secteur public de 2011 (GSDSP 2011). Il a cumulé 16 ans d'expériences à la Direction générale de l'économie au ministère de l'économie et des finances de la Côte d'Ivoire, pour la conduite des travaux de production du tableau des opérations financières de l'Etat à partir de la balance générale des comptes du Trésor et de la migration des statistiques des finances publiques selon le MSFP 2001 et sa version révisée de 2014. En sa qualité d'expert en finances publiques auprès du Département des statistiques, il a contribué aux travaux d'élaboration et de rédaction du manuel de statistiques des finances publiques 2014.

Mme. Maria Mercedes Collazos, nouvelle conseillère résidente en statistiques des opérations externes



69. **Mme. Maria Mercedes Collazos** a été sélectionnée pour ce poste qu'elle occupe depuis novembre 2023 ; Son attention sera portée sur l'amélioration de la qualité, cohérence et la diffusion régulière des statistiques. **Mme Collazos** a une longue et riche expérience dans le domaine des statistiques du secteur extérieur ; elle occupait jusqu'à sa

nomination le poste d'économiste principale et coordinatrice de la production des statistiques du secteur extérieur à la Banque centrale de la Colombie. Elle a une expérience de plus de 15 ans comme experte de court terme dans le cadre des assistances techniques et de renforcement des capacités du FMI dans les pays d'AFC, d'Amérique Latine et du Moyen Orient.

M. Crépin Hisguima Dassidi, nouveau chargé de projets



70. Doctorant en Sciences économiques, titulaire d'un Magistère en économie du développement et double Master en Analyse Économique du Développement (AED) et Analyse de Projets de Développement (APD), **Crépin Hisguima Dassidi** a rejoint AFRITAC Centre en novembre 2023 en tant qu'Économiste-chargé de projet. Économiste du développement, HISGUIMA DASSIDI Crépin a un profil recherche et gestion de projet. Il possède une expérience dans la

formation académique et a effectué plusieurs stages en tant que chargé de projet et assistant de recherche notamment au Laboratoire de Statistique Appliquée à l'Analyse et la Recherche en Économie (LASAARE) au Maroc, à l'École Nationale Supérieure de Formation en Enseignement Agricole (ENSFEA) de Toulouse et à l'Agence Française de Développement (AFD). Dans le

domaine de la recherche, HISGUIMA DASSIDI Crépin travaille sur le changement climatique, la politique budgétaire et le financement du développement.

G. NOUVEAUX CONSEILLERS RESIDENTS ARRIVES A AFRITAC CENTRE AU DEBUT D'ANNEE FISCALE 2025

M. Nicolas Hiol, nouveau conseiller résident en administration fiscale.



71. Avant de rejoindre AFRITAC Centre, **M. Nicolas Hiol** a occupé pendant 7 ans la fonction de conseiller résident en administration fiscale auprès d'AFRITAC de l'Ouest, avec pour mission de mettre en œuvre l'initiative de renforcement des capacités du FMI en faveur des pays dits « fragiles et affectés par les conflits ». Dans ce cadre, **M. Hiol** a contribué à la transformation des administrations fiscales de la République de Guinée, du Niger et du Togo, accompagnant les efforts de modernisation des services centraux et la rationalisation des structures opérationnelles. Outre les réformes d'organisation, il a aidé lesdites administrations à renforcer les fonctions fiscales de base dans un contexte d'informatisation et à migrer vers la digitalisation de leurs procédures fiscales. Diplômé de l'ENA-France et de l'université Paris I Panthéon Sorbonne, **M. Hiol** était avant ses fonctions au FMI le Directeur des études et des réformes de l'administration fiscale du Cameroun.

M. J. Landry BIKAI, nouveau conseiller du Cadre Macroeconomique (en charge de la modélisation macroéconomique)



72. Titulaire d'un Doctorat en économie, **M. Bikai** a rejoint AFRITAC Centre en avril 2024 en tant que Conseiller Résident du Cadre Macroéconomique, rattaché à l'ICD du FMI. Il a débuté sa carrière professionnelle en 2010 comme enseignant-chercheur à l'Université de Yaoundé II, puis à l'Université de Douala. En 2012, il a intégré la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), où il a occupé le poste de Chef de Service des Analyses et de la Modélisation des Économies de la CEMAC, successivement au sein de la Direction de la Recherche puis de la Direction des Études, de la Recherche et des Statistiques. Après plusieurs formations et séjours de recherche, notamment au sein du FMI, de la Banque d'Angleterre, de la Banque de Norvège, de l'Université de Cambridge et de l'Université d'Indianapolis, il a acquis une expertise en modélisation macroéconomique et a contribué à la mise en place de plusieurs

modèles macroéconomiques destinés aux services et instances stratégiques de la BEAC. Il a également conduit plusieurs missions de programmation monétaire (financière) dans les pays de la CEMAC, destinées aux projections et à l'évaluation de la consistance des cadres macroéconomiques, ainsi qu'à l'analyse de divers scénarios et aux mesures appropriées de politique économique à mettre en œuvre.

73. **Par ailleurs, il est l'auteur de plusieurs articles scientifiques et a participé à la rédaction de chapitres d'ouvrages et d'un *Handbook*.** Durant son parcours à la BEAC, il a également dispensé des cours et séminaires au sein du Centre de Formation Professionnelle interne à la BEAC, dans diverses universités de la CEMAC, au Programme de Formation en Gestion des Politiques Économiques (GPE), à l'Institut Sous-régional de Statistique et d'Économie Appliquée (ISSEA) et à l'École Polytechnique, dans les domaines de la modélisation macroéconomique, de la politique monétaire, des régimes de change et des politiques économiques.

H. DEPART AU SEIN D'AFRITAC CENTRE

74. **AFRITAC Centre tient à remercier chaleureusement les membres de son équipe qui l'ont quitté.** Au cours de l'année fiscale 2024, le Centre a connu plusieurs changements aussi bien au sein des conseillers qu'au sein de l'équipe administrative. Le Centre tenait à remercier ces collègues qui ont fortement contribué à la réalisation de son programme de travail.

75. **AFRITAC Centre félicite M. Blaise Yéhouéno pour sa carrière au sein du FMI.** Parti à la retraite en fin d'année fiscale 2024, M. Yéhouéno a aidé les pays membres d'AFRITAC Centre à faire des progrès considérables dans le domaine de la comptabilité publique et la gestion de la trésorerie.



Blaise Yéhouéno
Conseiller résident en
comptabilité publique



Didier Casier
Conseiller résident en
régulation et supervision
bancaires



Francis Gahizi
Conseiller résident en
statistique des finances
publiques



Oumar Dissou
Conseiller résident en
gestion de la dette publique



Sébastien Manzi
Conseiller résident en
statistique du secteur réel



Séverin Kamgna
Conseiller résident en
prévisions macrobudgétaire



Hasina Rakotondrainibe
Conseiller résident en
administration fiscale



Armel Houtsa
Chargé de projets

AFRITAC Centre est une initiative du FMI soutenue par les Etats membres et

les partenaires au développement suivants :



Burundi



Cameroun



République du Congo



Gabon



Guinée équatoriale



République Centrafricaine



République démocratique du
Congo



République démocratique de
Sao Tomé-et-Principe



Tchad



UNION EUROPÉENNE



Federal Ministry
for Economic Cooperation
and Development



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



République Populaire
de Chine



Banque européenne
d'investissement



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Swiss Confederation

Federal Department of Economic Affairs,
Education and Research EAER
State Secretariat for Economic Affairs SECO



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands



Belgique

partenaire du développement



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Renforcement des Capacités
pour l'Afrique Centrale



ANNEXE 1

CADRES LOGIQUES DES DOMAINES COUVERTS PAR AFRITAC CENTRE
Années Fiscales 2024-2028
Réalisation de l'année fiscale 2024

Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique centrale

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	PaysAFC	
Administration douanière	Amélioration des fonctions essentielles de l'administration douanière	Le contrôle douanier pendant le processus de dédouanement garantit plus efficacement l'exactitude des déclarations	X							X						
		Les programmes d'audit et de lutte contre la contrebande garantissent plus efficacement l'application des lois douanières									X					
		Les initiatives de facilitation des échanges et de services soutiennent mieux la conformité volontaire			X				X							X
		Les opérateurs du commerce extérieur respectent mieux leurs obligations de déclaration et de paiement														
	Renforcement des dispositions en matière de gestion de l'administration des recettes et de gouvernance (ODD 17.1)	Les lois fiscales et/ou douanières sont mises à jour, simplifiées et mieux alignées sur les normes modernes et les protocoles internationaux.	X											X		

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	PaysAFC	
Administration fiscale	Fonctions de base renforcées de l'administration fiscale	Une plus grande proportion de contribuables respectent leurs obligations de paiement comme l'exige la loi														
		Une plus grande proportion de contribuables respectent leurs obligations de déclaration comme l'exige la loi														
		Les programmes d'audit et autres programmes de vérification garantissent plus efficacement l'exactitude des rapports														
		L'intégrité de l'assiette des contribuables et du grand livre est renforcée														
	Renforcement des modalités de gestion de l'administration des recettes et de gouvernance	Capacité de réforme accrue grâce à une stratégie de réforme claire et à un cadre de gestion stratégique adoptés et institutionnalisés				X										X
		Les priorités de l'entreprise sont mieux gérées grâce à une gestion efficace des risques							X							
		Les dispositions organisationnelles permettent une mise en œuvre plus efficace de la stratégie et des réformes	X		X	X										
		Les fonctions de support permettent une mise en œuvre plus efficace de la stratégie et des réformes	X		X	X										X
		Les lois fiscales et/ou douanières sont mises à jour, simplifiées et mieux alignées sur les normes modernes et les protocoles internationaux												X		
		La transparence et la responsabilité sont soutenues plus efficacement par une surveillance externe indépendante et des contrôles internes														
		Les autorités ont une compréhension de base de l'état actuel des dispositions en matière d'administration des recettes, de gestion et de gouvernance du gouvernement ainsi que des principales opérations d'administration des recettes.			X	X				X						
		Mise en œuvre efficace d'une nouvelle taxe ou d'une législation modernisée														
		Adoption de mécanismes de règlement des différends plus indépendants, accessibles, efficaces et rapides														
		Les participants apprécient cette formation														

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Pays AFC	
Gestion des finances publiques (volet prévisions macroéconomiques)	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	L'analyse et la présentation des risques macroéconomiques sont améliorées											X			
	Préparation d'un budget complet, crédible et fondé sur des politiques.	Un ou plusieurs outils de projection macroéconomique / outils de simulation (MPT) sont pleinement opérationnels			X					X		X				X
		Les informations sur les ressources et les performances par programme sont incluses dans la documentation budgétaire.														
		La planification et la budgétisation des investissements publics sont plus crédibles.	X					X	X					X		
		Un budget annuel plus complet et unifié est publié	X		X	X										
		Un cadre macro-fiscal à moyen terme plus crédible qui soutient la préparation du budget.	X								X					
	Amélioration des lois et institutions institutions gestion des finances publiques efficaces	Les systèmes d'information GFP et les solutions numériques sont améliorés														
		Un cadre juridique plus complet couvrant toutes les étapes du cycle de gestion des finances publiques est promulgué									X			X		
		La capacité du ministère des finances à planifier, mettre en œuvre et soutenir les réformes de la gestion des finances publiques est renforcée.						X	X		X	X		X		X

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Pays AFC	
Gestion des finances publiques (volet budget)	Préparation d'un budget complet, crédible et fondé sur des politiques	Un budget annuel plus complet et unifié est publié	X	X	X	X	X	X	X	X	X					
		Un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible est intégré au processus budgétaire annuel	X	X					X							
	Amélioration de l'exécution et du contrôle du budget	L'évaluation, la sélection et la mise en œuvre des investissements publics sont améliorées														X
		L'exécution et les contrôles budgétaires sont renforcés		X	X	X	X	X	X	X	X	X				
		Financement mis à disposition en temps opportun pendant l'exécution du budget	X													X
	Gestion améliorée des investissements publics - PIM	La mise en œuvre des projets d'investissement public est améliorée pour fournir des actifs publics productifs et durables														X
		La capacité de planifier, de mettre en œuvre et de soutenir les réformes de la gouvernance des infrastructures est renforcée														
		La planification des investissements publics est renforcée pour garantir la durabilité								X						
		Les investissements publics sont alloués aux bons secteurs et projets														

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Pays AFC
Gestion des finances publiques (volet comptabilité publique)	Gestion améliorée de l'actif et du passif	Les prévisions de trésorerie du gouvernement central sont plus précises et plus actuelles	X				X	X			X				
		Un plus grand nombre de recettes et de dépenses du gouvernement central sont déposées et décaissées via un compte unique du Trésor.													
	Couverture et qualité améliorées des rapports financiers	L'exhaustivité, la fréquence et la qualité des rapports financiers sont améliorées	X		X		X		X		X				
	Renforcer les cadres juridiques dans : les institutions financières, les marchés, les systèmes fiscaux et fiscaux - FFL	Le pays améliore le cadre juridique régissant la gestion des finances publiques et/ou des entreprises publiques						X							

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Pays AFC	
Statistiques de finances publiques	Renforcer la compilation et la diffusion de statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision conformément aux normes statistiques internationalement acceptées, y compris en développant l'infrastructure statistique, les données sources, la facilité d'entretien et/ou les métadonnées.	Un nouvel ensemble de données a été compilé et diffusé en interne et/ou au public	X	X	X	X	X	X	X	X	X					
		Les données sont compilées et diffusées en utilisant les concepts et les définitions du dernier manuel/guide														
		Les données sont compilées et diffusées en utilisant la couverture et la portée du dernier manuel/guide														
		Environnement juridique/institutionnel peu propice à la compilation et à la diffusion de statistiques macroéconomiques et financières et au contrôle de la pertinence/pratique ; Processus d'assurance qualité en place ; L'intégrité/transparence/pratiques éthiques répondent aux normes statistiques ; leadership/planification stratégique en place	X		X						X	X				
		Les données sources sont adéquates pour la compilation de ces statistiques macroéconomiques	X	X	X	X	X		X	X	X	X				
		Capacité du personnel renforcée grâce à la formation, en particulier sur le développement des données sources, les méthodes de compilation et la diffusion.		X	X	X	X	X	X	X	X	X				
	Renforcer la compilation et la diffusion des Statistiques de Finances Publiques (GFS) - SGF	Un nouvel ensemble de données a été compilé et diffusé en interne et/ou au public	X	X	X	X			X		X	X				
		Amélioration de la périodicité, de l'actualité et de la cohérence des données														
		Amélioration de l'accessibilité des données et des métadonnées	X		X			X								
		L'environnement juridique et institutionnel est adéquat pour la compilation et la diffusion de statistiques						X				X				
		La base méthodologique des statistiques suit les normes, lignes directrices ou bonnes pratiques internationalement acceptées.	X	X	X	X	X	X	X	X		X				
		Les données sources sont adéquates pour la compilation de ces statistiques macroéconomiques	X	X	X	X				X		X				
		Les capacités du personnel ont été renforcées grâce à la formation, en particulier sur le développement des données sources, les méthodes de compilation et la diffusion.	X	X	X	X			X		X	X				
		Les techniques statistiques sont solides	X	X	X	X			X	X		X				
	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques de la dette du secteur public (PSDS) - PSD	Les autorités ont une compréhension de base de l'état actuel de la compilation et de la diffusion des statistiques de la dette du secteur public et des opportunités de renforcer ces capacités.	X	X	X	X					X	X				
		Amélioration de la périodicité, de l'actualité et de la cohérence des données									X					
		Les capacités du personnel ont été renforcées grâce à la formation, en particulier sur le développement des données sources, les méthodes de compilation et la diffusion.		X	X	X					X					

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroon	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Pays AFC
Statistiques des comptes nationaux	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des prix à la consommation - RPC	La base méthodologique des statistiques suit les normes, lignes directrices ou bonnes pratiques acceptées au niveau international											X		
	Renforcer la compilation et la diffusion des indicateurs à haute fréquence de l'activité économique - HFE	Capacité du personnel renforcée grâce à la formation, en particulier sur le développement des données sources, les méthodes de compilation et la diffusion													
		Un nouvel ensemble de données a été compilé et diffusé en interne et/ou au public													
	Renforcer la compilation et la diffusion des comptes du secteur institutionnel - ISA	Capacité du personnel renforcée grâce à la formation, en particulier sur le développement des données sources, les méthodes de compilation et la diffusion													
		Les techniques statistiques sont solides													

Statistiques des comptes nationaux	Renforcer la compilation et la diffusion de statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision conformément aux normes statistiques internationalement acceptées, y compris en développant l'infrastructure statistique, les données sources, la facilité d'entretien et/ou les métadonnées.	Un nouvel ensemble de données a été compilé et diffusé en interne et/ou au public	x		x		x				x						
		Les données sont compilées et diffusées à l'aide de techniques statistiques appropriées, notamment en traitant des sources de données et/ou en évaluant et en validant les données intermédiaires et les produits statistiques		x	x			x	x								
		Des données à plus haute fréquence ont été compilées et diffusées en interne et/ou au public															
		Actualisation améliorée des données mises à disposition en interne et/ou au public (délais plus courts)										x					
		Les ressources sont adéquates pour compiler et diffuser des statistiques macroéconomiques et financières															
		Les données sources sont adéquates pour l'établissement des comptes nationaux										x					
		Capacité du personnel renforcée grâce à la formation, en particulier sur le développement des données sources, les méthodes de compilation et la diffusion		x	x			x				x					x

Statistiques des comptes nationaux	Renforcer la compilation et la diffusion du NAS - Mises à jour complètes et rebasage - NAR	Un nouvel ensemble de données a été compilé et diffusé en interne et/ou au public	X								X	X					
		Amélioration de la périodicité, de l'actualité et de la cohérence des données											X				
		La base méthodologique des statistiques suit les normes, lignes directrices ou bonnes pratiques acceptées au niveau international	X					X			X	X					
		Capacité du personnel renforcée grâce à la formation, en particulier sur le développement des données sources, les méthodes de compilation et la diffusion	X					X	X	X	X						
	Renforcer la compilation et la diffusion des comptes nationaux de production, de revenus et de dépenses	Un nouvel ensemble de données a été compilé et diffusé en interne et/ou au public	X	X	X		X			X	X	X					
		La base méthodologique des statistiques suit les normes, lignes directrices ou bonnes pratiques acceptées au niveau international.			X		X				X	X					
		Capacité du personnel renforcée grâce à la formation, en particulier sur le développement des données sources, les méthodes de compilation et la diffusion	X	X	X		X			X	X	X					

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Pays AFC	
Supervision et réglementation bancaires	Les banques disposent de solides positions en capital et en liquidités qui couvrent adéquatement leurs risques et contribuent à la stabilité du système financier	La législation et la réglementation bancaire sont alignées sur les exigences de Bâle II/III							X					X		
		Les banques disposent d'une suffisance de fonds propres adéquate, composée d'instruments de fonds propres de haute qualité, conformes aux réglementations émises sur Bâle II/III							X							
		Les banques disposent d'une suffisance de fonds propres adéquate, composée d'instruments de fonds propres de haute qualité, conformes aux réglementations émises sur Bâle II/III.														
		Les superviseurs ont les compétences nécessaires pour piloter le processus de mise en œuvre de Bâle II/III et pour contrôler la conformité des banques aux nouvelles exigences.								X					X	
		Le niveau de capital des banques reflète bien leur profil de risque, leur stratégie commerciale et leur niveau d'acceptation du risque.								X						X
	Démontrer une compréhension de base et articuler les besoins spécifiques en matière de DC dans les sujets liés à la surveillance et à la réglementation financières - FSB	La ligne de base et la feuille de route pour le(s) projet(s) de CD de suivi sont préparées														



Cadre logique
Supervision et régulation bancaires
Année fiscale 2024



Supervision et réglementation bancaires	Développer/renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles - BRP	Les superviseurs et les réglementations exigent que les banques disposent de politiques et de processus de gouvernance solides													
	Développer/renforcer les cadres de régulation et de supervision des banques - BRS	Les superviseurs disposent de capacités suffisantes pour mettre en œuvre efficacement une supervision basée sur les risques et d'autres processus de supervision	X						X						
		Les superviseurs ont la capacité nécessaire pour améliorer la réglementation bancaire	X						X				X		
	Renforcer les capacités sur les derniers développements en matière de normes internationales et les meilleures pratiques en matière de supervision et de réglementation financières - BPF	Les participants échangent/acquièrent des connaissances et des compétences sur la supervision et la réglementation financières	X						X					X	



Cadre logique
Supervision et régulation bancaires
Année fiscale 2024



Supervision et réglementation bancaires	Établir une base de référence et articuler les besoins spécifiques en matière de développement des capacités à moyen terme dans les domaines des opérations de la banque centrale - BCB	La ligne de base et la feuille de route pour le(s) projet(s) de CD de suivi sont adoptées.															
	Mettre en œuvre un système de supervision basé sur les risques (RBS) et mettre à niveau d'autres processus de supervision - RBS	Renforcement des cadres d'évaluation des risques des banques (qualité et actualité des données réglementaires et flexibilité du système de reporting)															
		Les superviseurs disposent de capacités suffisantes pour mettre en œuvre efficacement une supervision basée sur les risques et d'autres processus de supervision															
		Les superviseurs s'attaquent en temps opportun aux pratiques ou activités dangereuses et malsaines qui pourraient présenter des risques pour les banques ou pour le système bancaire															



Cadre logique
Supervision et régulation bancaires
Année fiscale 2024



Supervision et réglementation bancaires	Surveillance renforcée du secteur financier grâce à la mise à niveau du cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Les cadres juridiques/réglementaires qui sous-tendent le régime de licence définissent les étapes et critères clés pour l'octroi (et le retrait) d'une licence et imposent des conditions prudentielles le cas échéant															
		Les autorités de contrôle et les réglementations exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, surveiller et contrôler leurs risques financiers en temps opportun et évaluer leur adéquation des fonds propres par rapport à leur profil de risque.								X							
		Les autorités de surveillance et les réglementations exigent que les banques disposent de politiques et de processus de gouvernance solides couvrant, entre autres, une surveillance efficace du conseil d'administration et de la haute direction et un environnement de contrôle sain.								X							
		Les superviseurs ont la capacité nécessaire pour améliorer la réglementation bancaire et l'appliquer efficacement															



Cadre logique
Supervision et régulation bancaires
Année fiscale 2024



Supervision et réglementation bancaires	Surveillance renforcée du secteur financier grâce à la mise à niveau du cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Surveillance renforcée du secteur financier grâce à la mise à niveau du cadre réglementaire conformément aux normes internationales							X											
		Les autorités de surveillance et les réglementations exigent que les banques disposent de politiques et de processus de gouvernance solides couvrant, entre autres, une surveillance efficace du conseil d'administration et de la haute direction et un environnement de contrôle sain																		
		Les superviseurs ont la capacité nécessaire pour améliorer la réglementation bancaire et l'appliquer efficacement																		
		Les superviseurs surveillent les groupes bancaires et leurs ratios prudentiels sur une base consolidée																		
	Mettre en œuvre un système de supervision basé sur les risques (RBS) et mettre à niveau d'autres processus de supervision	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures opérationnelles pour la mise en œuvre du RBS	X							X										
		Les superviseurs disposent de capacités suffisantes pour mettre en œuvre efficacement une supervision basée sur les risques et d'autres processus de supervision	X							X										
		Les superviseurs s'attaquent en temps opportun aux pratiques ou activités dangereuses et malsaines qui pourraient présenter des risques pour les banques ou pour le système bancaire																		



Cadre logique
Supervision et régulation bancaires
Année fiscale 2024



Supervision et réglementation bancaires	Améliorer l'efficacité du contrôle des provisions comptables et prudentielles en améliorant les directives réglementaires par rapport aux normes et pratiques internationales	Connaissance améliorée des IFRS par les superviseurs des OC et les banques, y compris le traitement de questions spécifiques de provisionnement pour équilibrer les exigences des IFRS et des principes de Bâle															
		Amélioration des lignes directrices en matière de provisionnement et mise en œuvre des lignes directrices. Le provisionnement est proportionné au risque de crédit et suffisant pour l'évaluation de l'adéquation des fonds propres															
		Les autorités approuvent un plan d'action qui définit les étapes clés de la mise en œuvre des recommandations de l'AT pour mettre en œuvre les IFRS relatives aux PNP															



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

**Centre Régional de Développement
des Capacités pour l'Afrique Centrale**



« RENFORCER LES CAPACITÉS MACROÉCONOMIQUES EN AFRIQUE CENTRALE »

ANNEXE 2

**PROGRAMME DE TRAVAIL D'AFRITAC CENTRE
ANNEE FISCALE 2025**

Juin 2024

Le programme de travail du Centre pour l'année fiscale 2025 s'est construit sur la base des besoins en renforcement des capacités de ses pays membres. Ce programme de travail prend en compte non seulement la stratégies FCS du FMI, mais également les nouvelles thématiques émergentes qui sont la gouvernance, la digitalisation, le genre et le changement climatique. Ci-dessous est détaillé le programme de travail de l'année fiscale 2025 des domaines financés par le Centre à travers ses partenaires et pays membres. Il s'agit des domaines :

1. **Administration douanière**
2. **Administration fiscale**
3. **Analyse et prévisions macrobudgétaires**
4. **Budget (préparation, exécution, et contrôle budgétaires)**
5. **Comptabilité publique et gestion de la trésorerie**
6. **Statistiques des finances publiques**
7. **Statistiques des comptes nationaux**
8. **Régulation et supervision bancaires**

L'annexe comprend également :

1. **Le programme des séminaires, ateliers et cours régionaux**
2. **Le programme de travail en synergie entre les domaines d'AFRITAC Centre**
3. **Le programme des immersions des cadres d'AFRITAC Centre**
4. **Le programme de participation des conseillers d'AFRITAC Centre a d'autres missions**

Le programme de travail des domaines gestion de la dette publique et statistiques du secteur externe financés respectivement par les fonds thématiques « DMF » et « D4D », sont dans leurs annexes respectives. L'abréviation (i) « LTX » fait référence aux **Conseillers résidents d'AFRITAC** et l'abréviation (ii) « STX » fait référence aux **Experts de court terme** recrutés pour venir en appui aux Conseillers du Centre.

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Administration douanière	Burundi	Gestion stratégique de la réforme et de projets	Suivre la mise en œuvre de la réforme douanière et des projets prioritaires de la Douane	Sur site	2	3	1	0
Administration douanière	Burundi	Gestion stratégique de la réforme et de projets	Suivre la mise en œuvre de la réforme douanière et des projets prioritaires de la Douane	Sur site	1	2	0	1
Administration douanière	Cameroun	Technologies d'information	Suivre la mise en œuvre d'un entrepôt de données	Sur site	1	3	0	1
Administration douanière	Cameroun	Evaluation en douane	Suivre la mise en œuvre du plan d'action en matière d'évaluation en douane	Sur site	1	1	0	1
Administration douanière	Cameroun	Interconnectivité transit	Suivre la mise en œuvre de l'interconnectivité transit /SIGMAT	Sur site	1	2	0	1
Administration douanière	CEMAC	Mise en œuvre du cadre législative communautaire	Poursuivre l'appui au développement et à la mise en œuvre du cadre réglementaire de la CEMAC, notamment Code des Douanes	Sur site	1	1	0	1
Administration douanière	CEMAC	Mise en œuvre du cadre législative communautaire	Promouvoir et assister à la coordination et à la mise en œuvre de l'interconnectivité transit/SIGMAT au niveau de le CEMAC	Sur site	1	2	1	0
Administration douanière	CEMAC	Mise en œuvre du cadre législative communautaire	Poursuivre l'appui au développement et à la mise en œuvre du cadre réglementaire de la CEMAC, notamment Code des Douanes	Sur site	1	3	1	0
Administration douanière	CEMAC	Mise en œuvre du cadre législative communautaire	Poursuivre l'appui au développement et à la mise en œuvre du cadre réglementaire de la CEMAC, notamment Code des Douanes	Sur site	2	1	0	1
Administration douanière	Congo	Interconnectivité transit	Suivre la mise en œuvre de l'interconnectivité transit /SIGMAT	Sur site	2	3	1	0
Administration douanière	Congo	Evaluation en douane	Renforcer le dispositif de la Douane pour l'évaluation en douane	Sur site	1	2	0	2

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Administration douanière	Congo	Gestion des risques	Renforcer la gestion des risques/la sélectivité de la Douane	Sur site	2	3	1	0
Administration douanière	Congo	Technologies d'information	Assister la Douane à l'opérationnalisation de sa Direction de l'informatique.	Sur site	1	2	0	1
Administration douanière	Gabon	Cooperation Douanes - Administration fiscale	Renforcer la cooperation entre l'administration fiscale et la Douane (mise en œuvre du Protocol d'Accord)	Sur site	1	1	2	0
Administration douanière	Gabon	Interconnectivité transit	Suivre la mise en œuvre de l'interconnectivité transit /SIGMAT	Sur site	1	1	1	0
Administration douanière	Gabon	Exonérations et régimes suspensifs	Renforcer le suivi et le contrôle des exonérations et des régimes suspensifs douaniers	Sur site	1	2	0	1
Administration douanière	Guinée Equatoriale	Interconnectivité transit	Suivre la mise en œuvre de l'interconnectivité transit /SIGMAT	Sur site	2	3	1	0
Administration douanière	République centrafricaine	Gestion stratégique de la réforme	Suivre la mise en œuvre de la réforme douanière (sécurisation et facilitation des operations sur le corridor Douala-Beloko-Bangui)	Sur site	1	2	1	0
Administration douanière	République centrafricaine	Exonérations et régimes suspensifs	Renforcer le suivi et le contrôle des exonérations et des régimes suspensifs douaniers	Sur site	1	1	0	1
Administration douanière	République démocratique du Congo	Droits d'Accises	Assister la Douane a la mise en œuvre d'un dispositif pour la gestion des droits d'Accises.	Sur site	1	1	0	1
Administration douanière	République démocratique du Congo	Planification et mise en œuvre de la réforme douanière	Suivre la mise en œuvre de la réforme douanière (evtl. Accises)	Sur site	2	3	1	0
Administration douanière	Sao Tome et Principe	Gestion des risques, contrôle a posteriori/OEA	Poursuivre le renforcement de la gestion des risques, contrôle a posteriori/OEA	En distanciel	1	2	0	1
Administration douanière	Sao Tome et Principe	Gestion de la reforme douanière	Suivre et appuyer la gestion stratégique de la réfome douanière	Sur site	1	1	1	0
Administration douanière	Tchad	Contentieux douanier	Suivre et assister à la mise en œuvre du plan d'action visant le renforcement du contentieux douanier	En distanciel	1	2	0	1
Administration douanière	Tchad	Procédure douanière	Optimiser le processus de la présentation des marchandises à la Douane	Sur site	1	2	0	1
Administration douanière	Tchad	Interconnectivité transit	Suivre la mise en œuvre de l'interconnectivité transit /SIGMAT	Sur site	1	1	1	0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Administration fiscale	Burundi	Securisation des collecteurs et des recettes de TVA 1	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	2	1	
Administration fiscale	Burundi	Securisation des collecteurs et des recettes de TVA 2	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	2	3		1
Administration fiscale	Burundi	Evaluation TADAT	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Sur site	1	1	1	0
Administration fiscale	Cameroun	Evaluation TADAT/exploitation des donnees a des fins fiscales	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Sur site	2	4	1	
Administration fiscale	Cameroun	Stratégie de recouvrement des RAR	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	2		1
Administration fiscale	CEMAC	Developpement de la strategie regionale de mobilisation des recettes	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Sur site	1	1	0,5	0,5
Administration fiscale	CEMAC	Sensibilisation sur le LPFC et son guide d'application	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Sur site	2	3	0,5	0,5
Administration fiscale	Congo	Modernisation du recouvrement et de la comptabilisation des recettes fiscales 1	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	2	1	
Administration fiscale	Congo	Modernisation du recouvrement et de la comptabilisation des recettes fiscales 2	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	2	4		1
Administration fiscale	Gabon	Maitrise des risques de conformite	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	1	1	1
Administration fiscale	Gabon	Dynamisation collaboration doane/impot ou Maitrise des RAR	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	2	3	0,5	
Administration fiscale	Gabon	Developpement de la strategie de l'administration fiscale	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Sur site	1	1	0,5	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Administration fiscale	Guinee Equatoriale	Renforcement de capacite sur un theme cible	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	2	3		1
Administration fiscale	République centrafricaine	Appui à la mise en œuvre du plan de mobilisation des recettes	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	En distanciel	1	1	1	0
Administration fiscale	République centrafricaine	Securisation des collecteurs et des recettes de TVA 1	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	2	4	1	0
Administration fiscale	République centrafricaine	Securisation des collecteurs et des recettes de TVA 1	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	2		1
Administration fiscale	République démocratique du Congo	Appuis cibles sur la maitrise des risques de conformité du segment des moyennes entreprises	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	1	1	
Administration fiscale	République démocratique du Congo	Amelioration de la conformite et le rendement en matiere de TVA	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	2	3		1
Administration fiscale	Saotome et Principe	Plan d'amelioration du civisme fiscal et maitrise des risques de conformite	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	2		1
Administration fiscale	Saotome et Principe	Plan de maitrise et apurement des arrieres fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	2	3	0	1
Administration fiscale	Tchad	Securisation des collecteurs et des recettes de TVA 1	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	1	1	0
Administration fiscale	Tchad	Securisation des collecteurs et des recettes de TVA 1	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	2	3		1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Burundi	Formation des parlementaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	1	1	1	1
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Burundi	Renforcer le dispositif de cadrage macrobudgetaire - Mission exploratoire sur le fonctionnement du modele MACMBOD.BI	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	1	1	1	1
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Burundi	Mission de suivi sur les dispositifs de cadrage pluri-annuel (CBMT/CDMT) - Production du Guide d'elaboration des CBMT/CDMT	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	1	2	1	1
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Burundi	Mission de suivi sur les dispositifs de prevision des recettes - Constitution des base de donnees historiques - Developpement des maquettes de previsions	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	1	2	1	1
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Mission de suivi sur les outils de suivi des risques budgetaires - Risques budgetaires lies aux investissements publics, aux PPP et aux changements climatiques	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgetaires	Sur site	1	1	1	1
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgetaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgetaires	En distanciel	1	2	1	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République centrafricaine	Poursuite du renforcement des dispositifs de cadrage pluriannuel (CBMT- CDMT)	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	2	4		1
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République centrafricaine	Mission exploratoire sur les dispositifs de previsions des recettes	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	1	2	1	1
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République centrafricaine	Mission de suivi sur les dispositifs de prevision des recettes - Constitution des base de donnees historiques - Developpement des maquettes de previsions	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	2	4		1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Renforcement des dispositifs de cadrage pluriannuels (CBMT/CDMT)	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	2	4	1	1
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Quantification des risques budgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Sur site	1	2	1	1
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Mission de suivi sur les dispositifs de prévision des recettes - Constitution des base de données historiques - Développement des maquettes de prévisions	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	2	3		1
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Guinée Equatoriale	Mission exploratoire sur les dispositifs de cadrage pluriannuels (CBMT/CDMT)	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	1	2	1	2
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Guinée Equatoriale	Stratégie de réforme des finances publiques avec FAD	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	2	4	1	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République démocratique du Congo	Mission de suivi sur les outils de suivi des risques budgétaires - Risques budgétaires liés aux changements climatiques	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Sur site	2	3	1	1
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République démocratique du Congo	Mission de suivi sur le développement du modèle de cadrage macrobudgétaire (MCMB)	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	1	2		1
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Saotome et Principe	Renforcement des dispositifs de cadrage macrobudgétaire	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	2	4	1	1
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Mission de suivi sur les dispositifs de prévision des recettes - Constitution des base de données historiques - Développement des maquettes de prévisions	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	1	2		1
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Regional	Validation du Guide régional sur les risques budgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	A distance	2	3	0	1
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Regional	Elaboration et validation du Guide régional d'élaboration des cadres pluriannuels	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	A distance	2	4	1	2

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Budget et contrôle des dépenses	Burundi	Diagnostic des fonctions essentielles de la GFP - Participation a une mission du siege	Doter les autorités d'une stratégie de réforme de la GFP et d'un plan d'action	Sur site	2	3	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Burundi	Séminaire parlementaire	Sensibiliser les parlementaire sur le budget programme	Sur site	2	1		1
Budget et contrôle des dépenses	Burundi	Amélioration de la previsibilite de l'execution des depenses publiques	Développer le plan d'engagement et assurer sa production dans SIGEFI	Sur site	1	2	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Cameroun	Amélioration de la gestion des investissements publics	Elaborer le guide de budgetisation en AE-CP et accompagner sa prise en charge dans PROBMIS	En distanciel	1	1	0	1
Budget et contrôle des dépenses	Cameroun	Amélioration de la prévisibilité de l'exécution des dépenses	Développer le plan d'engagement et assurer sa production dans SIGEFI	Sur site	1	2	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Centrafrique	Amélioration de la prévisibilité de l'exécution des dépenses	Développer le plan d'engagement et assurer sa production dans SIM_BA	Sur site	2	1	1	2
Budget et contrôle des dépenses	Centrafrique	Renforcement des capacites des controleurs financiers sur l'appropriation du manuel de controle	Améliorer la qualité de la dépense publique	Sur site	1	2	0	1
Budget et contrôle des dépenses	Centrafrique	Seminaire gouvernemental sur le budget programme	Sensibiliser le gouvernement et le parlement sur le processus de bascule vers le budget programme	Sur site	1	2		1
Budget et contrôle des dépenses	Congo	Appui au processus de la bascule vers le budget de programme	Renforcer les outils de budgetisation en mode programme	Sur site	1	2	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Congo	Appui a la budgetisation sensible au genre	Introduire la BSG dans le processus budgetaire	Sur site	2	4	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Gabon	Appui a la budgetisation sensible au genre	Poursuivre l'introduction de la BSG dans le processus budgetaire	Sur site	1	2	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Budget et contrôle des dépenses	Gabon	Renforcement de la fonction de controleur budgetaire	Realiser un diagnostic de l'exercice du controle budgetaire et faire la revue de qualite du projet de decret organisant le CB	Sur site	1	2	0	1
Budget et contrôle des dépenses	Gabon	Implementation de la directive CEMAC sur la comptabilite des matieres	Elaborer le cahier des charges fonctionnel pour l'informatisation de la CM	Sur site	1	1	0	2
Budget et contrôle des dépenses	Guinee Equatoriale	Diagnostic des fonctions essentielles de la GFP - Participation a une mission du siege	Doter les autorites d'une stratégie de reforme de la GFP et d'un plan d'action	Sur site	A determiner	A determiner	3	1
Budget et contrôle des dépenses	Guinee Equatoriale	Amelioration de la gestion des investissements publics	Poursuivre l'introduction de la budgetisation des IP en AE-CP	Sur site	2	3	0	1
Budget et contrôle des dépenses	République démocratique du Congo	Appui au processus de la bascule vers le budget de programme	Elaborer un guide pratique de budgetisation et d'execution du budget en mode programme - atelier de presentation et de validation	Sur site	1	1	0	1
Budget et contrôle des dépenses	République démocratique du Congo	Amélioration de la prévisibilité de l'exécution des dépenses	Assurer le suivi des arriérés sur les dépenses	Sur site	1	4	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Sao Tome et Principe	Amélioration de la prévisibilité de l'exécution des dépenses	Poursuivre l'informatisation dans SAFE-e des macro-processus du PE	Sur site	1	1	0	1
Budget et contrôle des dépenses	Sao Tome et Principe	Amelioration de la gestion des investissements publics	Introduire la budgetisation des IP en AE-CP	Sur site	2	3	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Tchad	Amelioration de la gestion des investissements publics	Introduire la budgetisation des IP en AE-CP	Sur site	1	1	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Tchad	Appui a la transposition de la directive CEMAC sur la CM	Elaborer le manuel de procedures de la CM	Sur site	1	2	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Tchad	Amélioration de la prévisibilité de l'exécution des dépenses	Poursuivre l'informatisation dans SIGFIP des macro-processus du PE	Sur site	2	3	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Burundi	Appui à l'élaboration des termes de référence pour le recrutement d'une Société de développement d'un SI spécifique.	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	1	1	0	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Burundi	Améliorer les prévisions infra-annuelles de la trésorerie et du fonctionnement du CUT	Improved Asset and Liability Management – Treasury single account	Sur site	1	2	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Burundi	Elaboration d'in cadre logique de développement d'un SI de CDCP	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	1	1	0	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Cameroun	Amélioration de la gestion de la trésorerie et du fonctionnement du CUT	Improved Asset and Liability Management – Treasury single account	Sur site	1	2	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Cameroun	Amélioration du système de comptabilité de l'Etat	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	2	3	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	CEMAC	Elaboration d'un manuel sur la gestion comptable de la TVA	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	En distanciel	2	4	0	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Congo	Elaboration d'une cartographie des risques comptables	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	2	4	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Congo	Implémentation d'une fonctionnalité de gestion de la trésorerie dans le SIGFiP	Improved Asset and Liability Management – Treasury single account	Sur site	1	1	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Gabon	Appui à l'amélioration de la qualité comptable	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	1	2	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Gabon	Poursuite de la mise en œuvre du CUT	Improved Asset and Liability Management – Treasury single account	Sur site	2	4	0	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Guinee Equatoriale	Elaboration d'un référentiel des normes comptables de l'Etat	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	1	2	0	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	République centrafricaine	Appui à l'amélioration de la qualité comptable : Internal accounting implementation	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	2	3	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	République démocratique du Congo	Elaboration d'un référentiel des normes comptables de l'Etat	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	2	3	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Saotome et Principe	Appui à l'élaboration d'un plan comptable de l'Etat	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	2	4	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Tchad	Appui à la qualité de la balance générale des comptes de l'Etat de l'exercice 2024	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	2	1	0	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Tchad	Appui à la clôture des comptes de l'exercice 2024	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	2	4	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques des finances publiques	Burundi	* Produire le TOFE de l'administration centrale budgétaire (Trimestrielle et annuelle) et du sous-secteur de la sécurité sociale (année fiscale 2023);	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	1	2	1	0
Statistiques des finances publiques	Burundi	* Identification d'un échantillon d'unités pour l'élaboration du TOFE du sous-secteur des unités extrabudgétaires. * Elaboration des statistiques de la dette	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	2	4	1	1
Statistiques des finances publiques	Cameroun	* Affinement de la table de passage et élaboration du TOFE du sous-secteur de l'administration centrale budgétaire; * Elargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publiques : Sensibilisation et examen des données primaires; * Elaboration de la classification fonctionnelle des dépenses	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	2	3	1	1
Statistiques des finances publiques	CEMAC						0	1
Statistiques des finances publiques	Congo République	* Affinement de la table de passage et élaboration du TOFE du sous-secteur de l'administration centrale budgétaire;	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	1	1	1	1
Statistiques des finances publiques	Gabon	* Elargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publiques : Sensibilisation et examen des données primaires;	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	1	1	1	0
Statistiques des finances publiques	Guinée Equatoriale	* Elaboration de la classification fonctionnelle des dépenses;	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	1	1	0	1
Statistiques des finances publiques	Guinée Equatoriale	* Elaboration des autres tableaux du cadre d'analyse minimum	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	2	3	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques des finances publiques	RCA	* Affinement de la table de passage et élaboration du TOFE du sous-secteur de l'administration centrale budgétaire; * Elargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publique	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire	Sur site	2	3	1	1
Statistiques des finances publiques	RDC	* Affinement de la table de passage et élaboration du TOFE du sous-secteur de l'administration centrale budgétaire;	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture de la compilation des entreprises publiques dans le cadre des GFS	Sur site	1	1	1	0
Statistiques des finances publiques	RDC	* Elargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publique; * Elaboration des statistiques de la dette du sous-secteur de l'administration publique	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	2	4	1	1
Statistiques des finances publiques	Sao Tomé & Principe	* Affinement de la table de passage et élaboration du TOFE du sous-secteur de l'administration centrale budgétaire (Base MSFP 1986 et 2014) ; * Elargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publiques : Sensibilisation et examen des données primaires; * Elaboration de la classification fonctionnelle des dépenses; * Elaboration des autres tableaux du cadre d'analyse minimum	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site		2	1	1
Statistiques des finances publiques	Tchad	* Affinement de la table de passage et élaboration du TOFE du sous-secteur de l'administration centrale budgétaire;	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	1	2	1	0
Statistiques des finances publiques	Tchad	* Elargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publique; * Elaboration des statistiques de la dette du sous-secteur de l'administration publique	Statistiques sur la dette du secteur public	Sur site	2	3	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques des comptes nationaux	Burundi	Alignement des comptes trimestriels sur la nouvelle base des comptes nationaux	Suivre la mise en œuvre des comptes nationaux trimestriels	Sur site	1	2	0	1
Statistiques des comptes nationaux	Burundi	Alignement des comptes trimestriels sur la nouvelle base des comptes nationaux	Suivre la mise en œuvre des comptes nationaux trimestriels	Sur site	2	3	0	1
Statistiques des comptes nationaux	Cameroun	Développement des comptes nationaux trimestriels	Diagnostic et introduction d'un TRE trimestriel	Sur site	2	3	1	0
Statistiques des comptes nationaux	Cameroun	Elaboration des comptes de patrimoine	Diagnostic et introduction aux comptes de patrimoine	Sur site	2	3	1	1
Statistiques des comptes nationaux	Congo République	Developpement des statistiques conjoncturelles et des comptes nationaux (SCN 1993)	Introduire les CNT	Sur site	1	1	1	0
Statistiques des comptes nationaux	Congo République	Elaboration d'une nouvelle annee de base des comptes nationaux (SCN 2008)	Traiter l'enquête sur la consommation finale et les sources administratives du rebasage	Sur site	1	2	0	2
Statistiques des comptes nationaux	Gabon	Développement des statistiques conjoncturelles et des comptes nationaux (SCN 1993)	Elaborer les CNT et les CNA	Sur site	1	1	1	0
Statistiques des comptes nationaux	Gabon	Elaboration d'une nouvelle année de base des comptes nationaux (SCN 2008)	Traiter l'enquête sur la consommation finale et les sources administratives du rebasage	Sur site	2	3	1	1
Statistiques des comptes nationaux	Guinée Equatoriale	Développement des statistiques conjoncturelles et des comptes nationaux (SCN 1993)	Elaborer les CNT et les CNA	Sur site	1	1	0	1
Statistiques des comptes nationaux	Guinée Equatoriale	Elaboration d'une nouvelle année de base des comptes nationaux (SCN 2008)	Traiter l'enquête sur la consommation finale et les sources administratives du rebasage	Sur site	2	3	0	1
Statistiques des comptes nationaux	République centrafricaine	Développement de la série des comptes nationaux SCN 2008	Elaboration du TRE 2021/2022 et retropolation	Sur site	2	3	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques des comptes nationaux	République centrafricaine	Développement de la série des comptes nationaux SCN 2008	Elaboration du TCEI 2022 et rétropolation	Sur site	2	4	0	1
Statistiques des comptes nationaux	République démocratique du Congo	Développement des statistiques conjoncturelles et des comptes nationaux (SCN 1993)	Introduire les CNT	Sur site	1	1	1	0
Statistiques des comptes nationaux	République démocratique du Congo	Elaboration d'une nouvelle année de base des comptes nationaux (SCN 2008)	Traiter l'enquête sur la consommation finale et les sources administratives du rebasage	Sur site	2	4	1	0
Statistiques des comptes nationaux	Sao Tome et Principe	Développement de la série des comptes nationaux SCN 2008	Elaborer les CN 2019-2020 et retropolation	Sur site	1	2	0	1
Statistiques des comptes nationaux	Sao Tome et Principe	Développement des comptes de secteurs institutionnels	Introduire le TCEI	Sur site	2	4	1	1
Statistiques des comptes nationaux	Tchad	Développement de la série des comptes nationaux SCN 2008	Elaboration du TRE 2022 et des CNT	Sur site	1	2	0	1
Statistiques des comptes nationaux	Tchad	Développement de la série des comptes nationaux SCN 2008	Elaboration du TCEI 2022	Sur site	2	3	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Regulation et Supervision financières	Burundi	Developpement de la reglementation relative à l'encadrement du risque de taux du portefeuille bancaire (IRRBB- Interest Risk in Banking Book)	Developpement de la reglementation relative à l'encadrement du risque de taux du portefeuille bancaire (IRRBB- Interest Risk in Banking Book) et formation des superviseurs de la BRB sur la supervision des risques de taux.	Sur site	1	1	1	0
Regulation et Supervision financières	Burundi	Revue du deuxieme exercice de notation des banques via SEPREC	Revue du deuxieme exercice de notation et de son integration dans les actions de supervision de la BRB dans le cadre de l'implementation de sa supervision basee sur les risques.	Sur site	1	2	1	0
Regulation et Supervision financières	Burundi	Elaboration d'un guide méthodologique de contrôle sur pièce et sur place du risque informatique/cyber	Elaboration d'un guide méthodologique de contrôle sur pièce et sur place du risque informatique/cyber; et formation des superviseurs de la BRB.	Sur site	1	2	1	0
Regulation et Supervision financières	Burundi	Renforcer les capacités des superviseurs dans la comptabilité bancaire, tout en incluant l'opérationnalisation de la norme IFRS 9	Formation sur la comptabilité bancaire, et état des lieux de l'avancement des projets de la BRB sur l'implementation de la norme IFRS 9 au Burundi.	Sur site	2	3	1	0
Regulation et Supervision financières	Burundi	Assistance technique sur la revue des rapports d'inspection sur la qualité des portefeuilles de crédits ("credit files review")		Sur site	2	3	1	0
Regulation et Supervision financières	Burundi	Renforcer les capacités des superviseurs dans le contrôle sur pièces et sur place du risque de liquidité		Sur site	2	4	1	0
Regulation et Supervision financières	COBAC	Suivi du developpement de la reglementation relative au ratio de liquidite (Liquidity Coverage Ratio - LCR)	Mise en oeuvre du dispositif Bâle 3: realisation d'une etude quantitative d'impact et finalisation du projet de reglementation LCR.	Sur site	1	1	1	0
Regulation et Supervision financières	COBAC	Revision du dispositif de calcul du ratio de solvabilite, en integrant le risque operationnel et le risque de marche.	Mise en oeuvre du dispositif Bâle 3: realisation d'une etude quantitative d'impact relative a la revision du dispositif de calcul du ratio de solvabilite, en integrant le risque operationnel et le risque de marche .	Sur site	1	2	1	0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Regulation et Supervision financieres	COBAC	Revue de la méthodologie de contrôle sur pièce et sur place du risque informatique/cyber	Elaboration d'un guide méthodologique de contrôle sur pièce et sur place du risque informatique/cyber suite a la revision de la reglementation idoine.	Sur site	1	1	1	0
Regulation et Supervision financieres	COBAC	Assistance sur l'elaboration d'outils d'analyse relatifs aux risques de credits		Sur site	2	4	1	0
Regulation et Supervision financieres	COBAC	Assistance technique sur le renforcement du cadre prudentiel pour les établissements de paiement sur la base des recommandations des missions d'assistance technique d'AFC précédentes		Sur site	2	4	1	0
Regulation et Supervision financieres	République démocratique du Congo	Revision de l'Instruction 14 : finalisation de la composante relative au ratio de solvabilite, et preparation pour le developpement du LCR (Liquidity Coverage Ratio)	Mise en oeuvre du dispositif Bâle 2/Bâle 3 : etude d'impact et finalisation de la revision de la composante relative au ratio de solvabilite de l'Instruction 14. Preparation du developpement du LCR (Liquidity Coverage Ratio)	Sur site	1	2	1	0
Regulation et Supervision financieres	République démocratique du Congo	Revue des missions d'inspections pilotes sur le risque informatique/cyber. Et revue de la reglementation de la BCC relative au risque informatique/cyber.	Bilan de la campagne de missions d'inspections pilotes sur le risque informatique/cyber sur la base d'une methodologie developpee par la BCC avec l'assistance d'AFC. Et revue de la reglementation de la BCC relative au risque informatique/cyber afin d'y integrer les derniers standards internationaux.	Sur site	1	1	1	0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Regulation et Supervision financières	République démocratique du Congo	Feuille de route relative à la transposition d'IFRS 9 au niveau du cadre prudentiel applicable au secteur bancaire de la République démocratique du Congo	Etat des lieux sur la transposition d'IFRS 9 au secteur bancaire de la République démocratique du Congo et des travaux en cours au niveau de la BCC. Etablissement d'une feuille de route pour la transposition de l'IFRS 9 au niveau du cadre prudentiel applicable en République démocratique du Congo, prévoyant notamment la revue de l'instruction n° 16 s'agissant des règles relatives à la classification et au provisionnement des créances non performantes.	Sur site	2	4	1	0
Regulation et Supervision financières	République démocratique du Congo	Transposition du ratio de liquidité à court terme LCR (Liquidity Coverage Ratio) en République démocratique du Congo. Développement d'un cadre relatif au processus interne d'évaluation de l'adéquation de la liquidité (ILAAP).	Mise en oeuvre du dispositif de Bâle 3: transposition du LCR en République démocratique du Congo avec élaboration d'une étude quantitative d'impact. Développement d'un cadre ILAAP et d'une réglementation idoine.	Sur site	1	2	1	0
Regulation et Supervision financières	République démocratique du Congo	Suivi des recommandations des missions d'Assistance Technique relatives : i/ à la notation SYSNOB et ii/ revue des missions pilotes d'inspection sur la qualité des portefeuilles de crédits.		Sur site	2	3	1	0
Regulation et Supervision financières	République démocratique du Congo	Suivi des recommandations des missions d'Assistance Technique relatives : i/ à la notation SYSNOB et ii/ revue des missions pilotes d'inspection sur la qualité des portefeuilles de crédits.		Sur site	2	3	1	0

Domaines	Themes	Bénéficiaires	Nombre de participants	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Administration douanière	Suivi et contrôle par les Douanes des exportations du bois	Douanes des pays membre d'AFRITAC Centre	25	Sur site	2	3	1	1
Administration douanière	1er atelier virtuel pour les chef de projet désignés par leurs administrations pour la mise en œuvre du SIGMAT en Afrique centrale	Pays membre d'AFRITAC Centre		En distanciel	1	1	1	0
Administration douanière	2em atelier virtuel pour les chef de projet désignés par leurs administrations pour la mise en œuvre du SIGMAT en Afrique centrale	Pays membre d'AFRITAC Centre		En distanciel	2	3	1	0
Administration fiscale	Presentation de l'approche d'AT aupres des pays FCS	Pays membre d'AFRITAC Centre	14	Sur site	1	1	1	0,5
Administration fiscale	Mutualisation sur la gestion optimale de la TVA dans la sous region	Pays membre d'AFRITAC Centre	18	Sur site	2	4	1	0,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cours sur la gestion macroeconomiques dans les pays riches en ressources naturelles	Pays membre d'AFRITAC Centre	20	Sur site	2	3	1	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Seminaire regional sur la politique budgetaire et le changement climatique	Pays membre d'AFRITAC Centre	30	Sur site	1	1	1	1
Budegt et contrôle des dépenses	FoHBAC - 11eme edition-Renforcement des échanges et partage d'experience	Pays membre d'AFRITAC Centre	34	Sur site	1	1	1	1
Budegt et contrôle des dépenses	Amelioration de la gestion des investissements publics	Pays membre d'AFRITAC Centre et AFRITAC de l'Ouest	34	Sur site	1	1	2	1
Budegt et contrôle des dépenses	Evaluation de la reforme des budgets programme	Pays membre d'AFRITAC Centre	34	Sur site	2	4	2	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Mise en oeuvre du compte du CUT : plan d'action type / mise en oeuvre du logiciel AMS/X (pour les 6 pays CEMAC)	pays de la CEMAC + Burundi / RDC / Sao Tome	40	presentiel	2	1	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	La valorisation des etats financiers et comptables	pays de la CEMAC + Burundi / RDC / Sao Tome	35	presentiel	2	2	1	1
Statistiques des finances publiques	Integration des operations non monetaires dans SFP	Pays membre d'AFRITAC Centre	27	Sur site	2	3	1	1
Statistiques des comptes nationaux	Integration des SFP dans les comptes nationaux	INS des pays membre d'AFRITAC Centre	27	Sur site	2	3	1	1
Regulation et Supervision financieres	Stress tests microprudentiels dans le cadre du Pilier 2 du dispositif balois	CEMAC - République démocratique du Congo - Burundi - Saotome et Principe	24	Sur site	1	2	1	1

Synergies entre les domaines		Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Administration douanière	Administration Fiscale	République centrafricaine	Contrôle des Numéros d'identification fiscales (NIF)	Renforcement des fonctions fiscales et douanières de base	Sur site	1	2	2	0
Administration douanière	Administration Fiscale	Tchad	Contrôle des Numéros d'identification fiscales (NIF)	Renforcement des fonctions fiscales et douanières de base	Sur site	1	2	2	0
Administration douanière	Administration Fiscale	Gabon	Contrôle des Numéros d'identification fiscales (NIF)	Renforcement des fonctions fiscales et douanières de base	Sur site	2	1	2	0
Administration Fiscale	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Congo	Modernisation du recouvrement et de la comptabilisation des recettes fiscales	Sécuriser les recettes fiscales et renforcer la transparence	Sur site	1	2	2	0
Gestion de la dette publique	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Coordination de la gestion de la dette et de la trésorerie	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	1	2	2	0
Gestion de la dette publique	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République centrafricaine	Coordination de la gestion de la dette et de la trésorerie	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	1	2	2	0

Domaines	Sujets du stage	Pays bénéficiaires	Pays hôte potentiel	Nombre de participants	Semestre prévu	Trimestre prévu
Administration fiscale	Modernisation du recouvrement	Congo	Maroc / Cameroun	4	2	3
Administration fiscale	Facturation électronique TVA	Saotome et Principe	Cape Vert	4	2	3
Regulation et Supervision financieres	Renforcer la validation et l'analyse des données prudentielles par les autorités de supervision (fiabilisation des données et nécessité d'accès à la base des données avec des outils appropriés pour l'analyse des risques). Partage d'expériences de la COBAC.	RDC-Burundi	CEMAC (COBAC)	6	2	4

Domaines	Pays	Activités	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Administration douanière	Seminaire régional	Participation du résident en administration douanière à la Conférence des DG Douanes de la région AOC de l'OMD.	Sur site	1	1	1	0
Administration fiscale	Seminaire régional	Participation aux CREDAF	Sur site			1	0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Regional	Participation au 11e FOHBAC sur la gestion de programme	Sur site	1	2	1	0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Regional	Participation au Seminaire regional sur le basculement au budget programme	Sur site	2	4	1	0
Statistiques des finances publiques	Seminaire régional	Participation au seminaire sur la comptabilite nationale	Sur site	1	1	0	1
Statistiques des comptes nationaux	CEMAC	Participation à un seminaire de la CEMAC	Sur site	1	1	0	1
Statistiques des comptes nationaux	Seminaire régional	Participation à l'atelier du conseiller en SSE sur Statistiques du CE et BDP	Sur site	2	3	1	0
Gestion de la dette publique	BEAC	Participation a la 11ieme session CPC-TP CEMAC	Sur site	1	1	1	0
Gestion de la dette publique	BEAC	Participation a la 12ieme session CPC-TP CEMAC	Sur site	1	2	1	0
Gestion de la dette publique	BEAC	Participation a la 13ieme session CPC-TP CEMAC	Sur site	2	1	1	0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

**Centre Régional de Développement
des Capacités pour l’Afrique Centrale**



STATISTIQUES DU SECTEUR EXTERIEUR

Contribuer à une meilleure gestion des statistiques du secteur extérieur

ANNEXE 3

REALISATIONS 2024 – PROGRAMME DE TRAVAIL 2025

Mai 2024

Introduction

Le domaine statistique du secteur extérieur fait partie des 9 domaines couverts par AFRITAC Centre. Les missions d'assistance technique concernant les statistiques du secteur extérieur sont destinées aux pays membres d'AFRITAC Centre et aux institutions régionales de la zone. Le financement des activités de ce domaine provient du fonds fiduciaire Données pour Décider (D4D) et son but est d'aider les États à revenu intermédiaire et faible et, dans certains cas, aux États faibles touchés par un conflit à renforcer leurs systèmes statistiques nationaux, entre autres, les statistiques du secteur extérieur, comme base pour la prise des décisions de politiques macroéconomiques fondées sur données plus fiables. L'appui technique apporté a comme objectifs principaux l'amélioration de la qualité et la périodicité de diffusion des statistiques du secteur extérieur, notamment des données de la balance des paiements (BoP) et de la position extérieure globale (PEG). Au niveau d'AFC, le conseiller en charge du domaine des statistiques du secteur extérieur a commencé les activités de renforcement des capacités en novembre 2023. Avant cette période, les activités de renforcement des capacités étaient fournies par le siège du Fonds monétaire international.

Réalisations pour l'année fiscale 2024 (novembre 2023-avril 2024)

Le taux d'exécution annuel par rapport au programme prévu se situe à 85,71%, soit 6 activités réalisées pour 7 prévues pour l'année fiscale.

Tableau 1. Exécution du programme de travail (novembre 2023-avril 2024)

Domaine	Activités programmées au cours de l'année fiscale 2024	Activités réalisées au cours de l'année fiscale 2024	Taux d'exécution de l'année fiscale 2024
Statistiques du secteur extérieur	7	6	85,71%

Congo (République du Congo)

- ❖ Mission de diagnostic et de développement des capacités statistiques et d'amélioration de la qualité des statistiques du secteur extérieur (SSE)

Objectif (s):

- Evaluer la mise en œuvre des recommandations accordées avec les précédentes missions d'assistance technique
- Faire la mise à jour du plan de travail de court et de moyen terme orienté vers la production et la diffusion régulières des SSE.

- Aborder les questions soulevées par l'équipe pays de l'AFR, notamment les problèmes de couverture des importations de biens et du traitement méthodologique des données de la dette extérieure et des investissements directs.

Diagnostic

- Faible accomplissement des recommandations des mission précédentes
- Faiblesse de couverture des données des importations
- Manque de cohérence des rapports des entreprises pétrolières qui affecte notamment l'estimation du compte financier de la balance des paiements
- Traitement méthodologique des investissements directs et de la dette extérieure non-conforme aux standards du BPM6.

Le nouveau Plan d'Action a abordé les suivantes recommandations :

- Employer les sources de données identifiées pour améliorer la couverture des importations de biens et des services, tout en assurant sa cohérence avec les comptes nationaux.
- Assurer la correcte compréhension, couverture et cohérence des données sur les activités du secteur pétrolier et faire son enregistrement sur les SSE.
- Mettre en œuvre le fichier Excel permettant de faire le correct traitement méthodologique des statistiques des investissements directs sous la méthodologie du Manuel de la Balance des paiements, sixième édition (BPM6).
- Mettre en œuvre le plan de travail accordé pour assurer la production trimestrielle des ESS et la diffusion des SSE au FMI.

Guinée Équatoriale

- ❖ Mission de Diagnostic de la situation des statistiques du secteur extérieur (SSE) de la Guinée Équatoriale (février 2024) et mission d'accompagnement (mars 2024) pour la mise en place des recommandations exprimées par la mission de diagnostic

Objectif (s):

- Effectuer le diagnostic de la pratique de compilation et de diffusion des SSE de la GE, de la couverture des sources de données et de la cohérence du traitement méthodologique des SSE-GE, notamment dans le domaine du commerce des marchandises, des investissements directs et des statistiques de la dette extérieure.
- Mission de mars (une semaine) : Faire la mise à jour du cadre réglementaire sur lequel la BEAC fait la construction des SSE, et,
- Démarrer la mise en place des actions concernant l'amélioration des sources de données et de la méthodologie d'estimation des investissements directs liés à l'activité pétrolière.

Diagnostic :

- Faible accomplissement des recommandations des mission précédentes

- Faiblesses de couverture des données des importations
- Manque de cohérence des rapports des entreprises pétrolières qui affecte notamment l'estimation du compte financier de la balance des paiements
- Haut niveau des erreurs et omissions.
- Traitement méthodologique des investissements directs et de la dette extérieure non-conforme aux standards du BPM6.

Plan d'action à développer :

- Assurer la correcte compréhension, couverture et cohérence des données sur les activités du secteur pétrolier et faire son enregistrement sur les SSE.
- Employer le tableau Excel guide qui permettra de faire le correct traitement des statistiques des statistiques de la dette extérieure sous le principe de droits constatés.
- Travailler en synergie avec l'Institut des Statiques de la Guinée Equatoriale, pour améliorer la couverture des statistiques sur le commerce de biens
- Employer les états financiers des entreprises pétrolières pour améliorer la compilation des flux et des positions des investissements directs selon la méthodologie établie par la mission de mars 2024.
- Mettre en œuvre le plan de travail accorde pour assurer la production trimestrielle des ESS et la diffusion des SSE au FMI.

République Centrafricaine

- ❖ Mission de diagnostic et de développement des capacités statistiques et d'amélioration de la qualité des statistiques du secteur extérieur (SSE)

Objectif (s) :

- Evaluer la mise en œuvre des recommandations accordées avec les précédentes missions d'assistance technique
- Contribuer au renforcement des capacités techniques et améliorer la qualité des SSE du commerce des marchandises et du compte financier et,
- Appuyer l'élaboration des statistiques trimestrielles de la balance des paiements et de la position extérieure globale (PEG).

Diagnostic :

- Retard de plus d'un an dans la compilation de la balance de paiements et non disponibilité de données trimestrielles
- Manque de staff technique
- Manque de collaboration du secteur non-financier dans les rapports de la BEAC (faible taux de réponse aux enquêtes) qui affecte la qualité des SSE.

Plan d'action à développer :

- Réviser les statistiques des importations de biens en collaboration avec la Direction Nationale de la Douane
- Réviser les estimations des exportations des services techniques.

- Faire la compilation des statistiques de la position extérieure globale sur la base de la construction du fichier Excel permettant le traitement du compte financier selon le cadre méthodologique du Manuel de la balance de paiements du FMI, sixième édition.
- Mettre en place des actions qui encouragent la participation des entreprises et des administrations publiques dans les enquêtes de la balance de paiements.
- Mettre en œuvre le plan de travail accordé pour faire la mise à jour du retard dans la construction des statistiques de la balance de paiements et sa diffusion régulière au FMI.

République Démocratique du Congo (RDC)

- ❖ Mission de diagnostic et de développement des capacités techniques et d'amélioration de la qualité des statistiques du secteur extérieur (SSE)

Objectif (s) :

- Evaluer la mise en œuvre des recommandations accordées avec les missions d'assistance technique précédentes ;
- Evaluer la couverture des statistiques des exportations et des importations de biens, et le traitement méthodologique de la dette extérieure et des investissements directs ;
- Valider la cohérence entre les transactions et les positions financières des SSE et les statistiques monétaires

Diagnostic :

- Accomplissement partiel du Plan d'Action établi en 2022.
- Retard dans la compilation et la diffusion au FMI des statistiques de la balance de paiements et non disponibilité de données trimestrielles.
- Faiblesses des sources de données employées pour faire la construction des statistiques du commerce de biens et de services.
- Manque de cohérence entre les SSE et les statistiques monétaires.
- ITRS non conforme au cadre méthodologique du BPM6.
- Manque de sources de données et incorrecte traitement méthodologique des investissements directs
- Manque de réponse aux enquêtes de la Banque Centrale (BCC).
- BCC : faible cadre réglementaire pour mettre en place des enquêtes.

Plan d'action à développer :

- Employer les sources de données identifiées pour améliorer la couverture des importations de biens et des services, tout en assurant sa cohérence avec les comptes nationaux,
- Mettre en œuvre l'enquête sur les investissements directs,
- Assurer la cohérence entre les statistiques monétaires et les SSE,
- Mettre en œuvre la nouvelle réglementation du marché de change et le nouveau system de codification des transactions internationales,

- Mettre en œuvre le plan de travail accordé pour faire la mise à jour du retard dans la construction des statistiques de la balance de paiements et sa diffusion régulière au FMI.

Sao Tome et Principe (STP)

- ❖ Mission de diagnostic et de développement des capacités statistiques et d'amélioration de la qualité des SSE

Objectif (s) :

- Amélioration de la couverture et de la qualité des statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale (PEG).
- Evaluer la mise en œuvre des recommandations accordées avec les missions d'assistance technique précédentes
- Evaluer l'origine des erreurs et omissions des dernières années.

Diagnostic :

- Mise en place de la plupart des actions recommandées et diffusion régulière des statistiques trimestriels sur le site d'internet de la banque centrale. Pas encore sur le site du FMI.
- Erreurs et omissions associés au manque de sources de données nécessaires pour faire le suivi des activités des entreprises d'investissements directs, notamment des activités d'exploration pétrolière
- Manque de cohérence entre les statistiques monétaires et les SSE
- Enquêtes parcellément adaptées aux besoins de construction des SSE

Plan d'action à développer :

- Mettre en œuvre les nouvelles enquêtes de la banque centrale sur les transactions et positions du secteur extérieur
- Assurer la cohérence entre les statistiques monétaires et les SSE
- Réviser les actifs et passifs de la Banque Centrale vis à vis les non-résidents.
- Mettre en œuvre le plan de travail accordé pour assurer la production trimestrielle des ESS et la diffusion des SSE au FMI.

BEAC-services centraux

- ❖ Diagnostic de la situation des SSE de la CEMAC

L'objectif de la mission était d'évaluer la situation des SSE des pays de la CEMAC et d'évaluer le traitement méthodologique des avoirs de réserves internationales, grosses et nettes, parmi les pays de l'union monétaire et les progrès réalisés par la BEAC et le ministère des finances du Cameroun sur les recommandations des précédentes missions d'assistance technique. Les discussions se poursuivent.

Résultats :

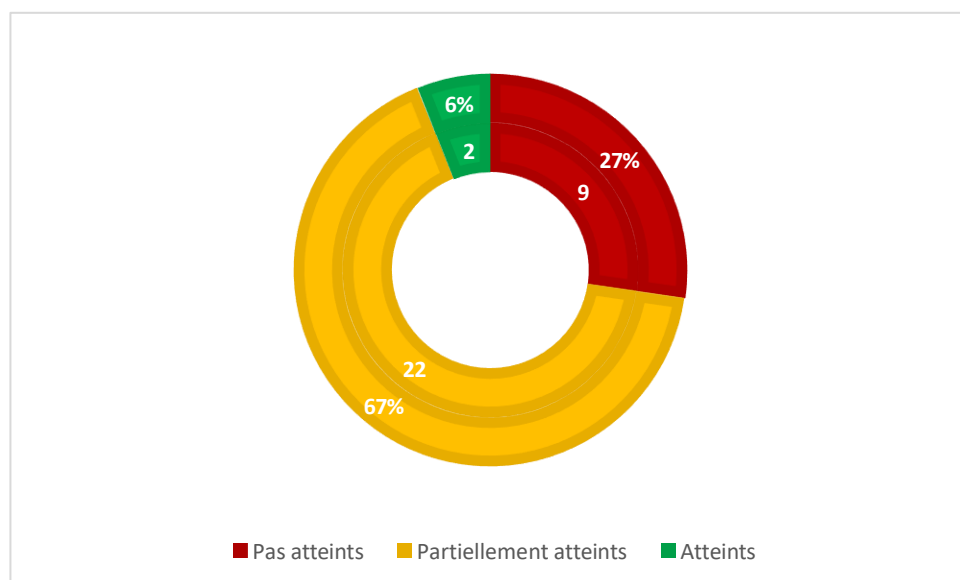
- Les missions d'AT du FMI en Afritac-Centre travailleront en synergie avec la BEAC pour accélérer les progrès de qualité et de disponibilité des SSE des pays de la CEMAC.
- Après la mission de novembre 2023, la BEAC a diffusé sur son site d'internet les statistiques de la balance de paiements des pays de la CEMAC jusqu'à 2022, à l'exception de la République Centrafricaine et le Tchad.
- Le Ministère des Finances fera la diffusion trimestrielle des statistiques de la balance de paiements sur la platform du FMI a l'aide du fichier approprié.
- La BEAC- services centraux, a partagé avec le FMI, département des Statistiques (STA) un document de discussion qui explique son point de vue sur le traitement méthodologique des avoirs de réserves internationales, grosses et nettes, parmi les unions monétaires, telles que la CEMAC.

Programme de travail pour l'année fiscale 2025

Le programme de travail de l'année fiscale 2025 se trouve en annexe

Gestion axée sur les résultats (gestion sur 6 mois)

On dénombre 33 résultats escomptés dont 22 (soit 67%) ont été partiellement atteints à la fin de l'année fiscale 2024. 2 (soit 6%) résultats escomptés ont été atteints. Cependant, 9 (soit 27%) résultats escomptés n'ont pas été atteints. Les 9 résultats qui n'ont pas été atteints s'expliquent par le fait que les missions au Burundi et au Tchad ont été reportées à l'année fiscale 2025.



Source : CDMAP, estimations des services d'AFRITAC Centre



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Renforcement des Capacités
pour l'Afrique Centrale



CADRE LOGIQUE DU DOMAINE STATISTIQUE DU SECTEUR EXTERIEUR
Années Fiscales 2024-2028
Réalisation de l'année fiscale 2024

Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroon	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	CEMAC	BEAC	COBAC	Pays AFC	
Statistique du secteur extérieur	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques du secteur extérieur - ESS	Les capacités du personnel ont été renforcées grâce à la formation, en particulier sur le développement des données sources, les méthodes de compilation et la diffusion.		X	X		X	X	X	X			X			
		Les données sources sont adéquates pour la compilation de ces statistiques macroéconomiques		X						X						
		Les données sont compilées et diffusées en utilisant la classification du dernier manuel/guide									X					
		Les données sont compilées et diffusées à l'aide de techniques statistiques appropriées, notamment en traitant des sources de données et/ou en évaluant et en validant les données intermédiaires et les produits statistiques.			X	X		X	X		X					
		Un nouvel ensemble de données a été compilé et diffusé en interne et/ou au public				X		X	X		X			X		
		Actualisation améliorée des données mises à disposition en interne et/ou au public (délais plus courts)									X					
		Des données à plus haute fréquence ont été compilées et diffusées en interne et/ou au public.									X					
		La cohérence interne au sein d'un ensemble de données macroéconomiques ou financières s'est améliorée (écarts réduits)			X							X				

Statistique du secteur extérieur	Renforcer la compilation et la diffusion des ESS	L'environnement juridique et institutionnel est adéquat pour la compilation et la diffusion de statistiques		X	X		X	X		X			X	X	X	
		La base méthodologique des statistiques suit les normes, lignes directrices ou bonnes pratiques internationalement acceptées.								X						
		Les autorités ont une compréhension de base de l'état actuel de la compilation et de la diffusion des statistiques de balance des paiements/PIG et des opportunités de renforcer ces capacités.		X							X			X		
		Amélioration de la périodicité, de l'actualité et de la cohérence des données						X								
		Amélioration de l'accessibilité des données et des métadonnées														
		Un nouvel ensemble de données a été compilé et diffusé en interne et/ou au public		X	X	X	X	X		X				X		

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques du secteur extérieur	Burundi	Renforcer la compilation et la diffusion des BOP/PEG - BOP	L'objectif principal des missions d'assistance technique sera d'identifier les lacunes en matière de données, de développer les capacités statistiques et d'améliorer la qualité des statistiques du secteur extérieur (SSE). Cela implique une évaluation complète des sources de données actuelles, l'utilisation de techniques statistiques pour traiter les données et la promotion de la collaboration avec les déclarants afin de garantir l'exactitude et la fiabilité des SSE. La mise en œuvre des recommandations formulées par les missions d'assistance technique précédentes sera également évaluée et le plan d'action des SSE sera mis à jour.	Sur site	1	1	1	0
Statistiques du secteur extérieur	Burundi	Renforcer la compilation et la diffusion des BOP/PEG - BOP	L'objectif principal des missions d'assistance technique sera d'identifier les lacunes en matière de données, de développer les capacités statistiques et d'améliorer la qualité des statistiques du secteur extérieur (SSE). Cela implique une évaluation complète des sources de données actuelles, l'utilisation de techniques statistiques pour traiter les données et la promotion de la collaboration avec les déclarants afin de garantir l'exactitude et la fiabilité des SSE. La mise en œuvre des recommandations formulées par les missions d'assistance technique précédentes sera également évaluée et le plan d'action des SSE sera mis à jour.	Sur site	2	3	1	0
Statistiques du secteur extérieur	Cameroun	Renforcer la compilation et la diffusion des BOP/PEG - BOP	1. Améliorer la périodicité, l'actualité et la cohérence des données ; 2. Améliorer l'accessibilité des données et des métadonnées ; 3. Veiller à ce que la base méthodologique des statistiques soit conforme aux normes, lignes directrices ou bonnes pratiques internationalement acceptées ; 4. La mise en œuvre des recommandations fournies par les missions d'AT précédentes sera également évaluée et le plan d'action du SSE sera mis à jour.	Sur site	2	3	1	0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques du secteur extérieur	Cameroun	Renforcer la compilation et la diffusion des BOP/PEG - BOP	1. Améliorer la périodicité, l'actualité et la cohérence des données ; 2. Améliorer l'accessibilité des données et des métadonnées ; 3. Veiller à ce que la base méthodologique des statistiques soit conforme aux normes, lignes directrices ou bonnes pratiques internationalement acceptées ; 4. La mise en œuvre des recommandations fournies par les missions d'AT précédentes sera également évaluée et le plan d'action du SSE sera mis à jour.	Sur site	1	2	1	0
Statistiques du secteur extérieur	Congo	Renforcer la compilation et la diffusion des BOP/PEG - BOP	1. Les BOP et PEG trimestriels seront compilés et diffusés en interne et/ou au public ; 2. Améliorer l'accessibilité des données et des métadonnées ; 3. Améliorer la périodicité, la rapidité et la cohérence des ESS ; 4. La base méthodologique des statistiques suit les normes, lignes directrices ou bonnes pratiques internationalement acceptées. 5. La mise en œuvre des recommandations fournies par les missions d'AT précédentes sera également évaluée et le plan d'action du SSE sera mis à jour.	Sur site	2	3	1	0
Statistiques du secteur extérieur	Congo	Renforcer la compilation et la diffusion des BOP/PEG - BOP	1. Les BOP et PEG trimestriels seront compilés et diffusés en interne et/ou au public ; 2. Améliorer l'accessibilité des données et des métadonnées ; 3. Améliorer la périodicité, la rapidité et la cohérence des ESS ; 4. La base méthodologique des statistiques suit les normes, lignes directrices ou bonnes pratiques internationalement acceptées. 5. La mise en œuvre des recommandations fournies par les missions d'AT précédentes sera également évaluée et le plan d'action du SSE sera mis à jour.	Sur site	1	1	1	0
Statistiques du secteur extérieur	Gabon	Renforcer la compilation et la diffusion des BOP/PEG - BOP	1. Améliorer l'accessibilité des données et des métadonnées ; 2. Améliorer la périodicité, l'actualité et la cohérence des ESS, principalement celles liées à l'activité pétrolière ; 3. La mise en œuvre des recommandations fournies par les missions d'assistance technique précédentes sera également évaluée et le plan d'action du SSE sera mis à jour.	Sur site	2	3	1	0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques du secteur extérieur	Gabon	Renforcer la compilation et la diffusion des BOP/PEG - BOP	1. Améliorer l'accessibilité des données et des métadonnées ; 2. Améliorer la périodicité, l'actualité et la cohérence des ESS, principalement celles liées à l'activité pétrolière ; 3. La mise en œuvre des recommandations fournies par les missions d'assistance technique précédentes sera également évaluée et le plan d'action du SSE sera mis à jour.	Sur site	1	2	1	0
Statistiques du secteur extérieur	Guinee Equatoriale	Renforcer la compilation et la diffusion des BOP/PEG - BOP	1. Améliorer la périodicité, l'actualité et la cohérence des données ; 2. Améliorer l'accessibilité des données et des métadonnées ; 3. Veiller à ce que la base méthodologique des statistiques soit conforme aux normes, lignes directrices ou bonnes pratiques internationalement acceptées ; 4. La mise en œuvre des recommandations fournies par les missions d'AT précédentes sera également évaluée et le plan d'action du SSE sera mis à jour.	Sur site	2	3	0	1
Statistiques du secteur extérieur	Guinee Equatoriale	Renforcer la compilation et la diffusion des BOP/PEG - BOP	1. Améliorer la périodicité, l'actualité et la cohérence des données ; 2. Améliorer l'accessibilité des données et des métadonnées ; 3. Veiller à ce que la base méthodologique des statistiques soit conforme aux normes, lignes directrices ou bonnes pratiques internationalement acceptées ; 4. La mise en œuvre des recommandations fournies par les missions d'AT précédentes sera également évaluée et le plan d'action du SSE sera mis à jour.	Sur site	2	4	1	0
Statistiques du secteur extérieur	République centrafricaine	Renforcer la compilation et la diffusion des BOP/PEG - BOP	1. Le PEG sera compilé et diffusé en interne et/ou au public ; 2. Améliorer l'accessibilité des données et des métadonnées ; 3. Améliorer la périodicité, la rapidité et la cohérence des ESS ; 4. La mise en œuvre des recommandations fournies par les missions d'AT précédentes sera également évaluée et le plan d'action du SSE sera mis à jour.	Sur site	2	3	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques du secteur extérieur	République centrafricaine	Renforcer la compilation et la diffusion des BOP/PEG - BOP	1. Le PEG sera compilé et diffusé en interne et/ou au public ; 2. Améliorer l'accessibilité des données et des métadonnées ; 3. Améliorer la périodicité, la rapidité et la cohérence des ESS ; 4. La mise en œuvre des recommandations fournies par les missions d'AT précédentes sera également évaluée et le plan d'action du SSE sera mis à jour.	Sur site	1	2	1	0
Statistiques du secteur extérieur	République démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la diffusion des BOP/PEG - BOP	1. Les sources de données sont adéquates pour la compilation des statistiques trimestrielles de la balance des paiements et de la PEG ; 2. Améliorer l'accessibilité des données et des métadonnées ; 3. Améliorer la périodicité, la rapidité et la cohérence des ESS ; 4. La mise en œuvre des recommandations fournies par les missions d'AT précédentes sera également évaluée et le plan d'action du SSE sera mis à jour.	Sur site	1	1	1	0
Statistiques du secteur extérieur	Sao Tome et Principe	Renforcer la compilation et la diffusion des BOP/PEG - BOP	Les principaux objectifs de la mission seront de donner suite à la dernière mission de 2024 et d'examiner la collecte et la compilation des données sur la balance des paiements et la position extérieure globale, y compris les sources de données pour la couverture des composantes des comptes courants et financiers. Une attention particulière sera portée à l'amélioration de la couverture des investissements directs.	Sur site	2	4	1	0
Statistiques du secteur extérieur	Sao Tome et Principe	Renforcer la compilation et la diffusion des BOP/PEG - BOP	Les principaux objectifs de la mission seront de donner suite à la dernière mission de 2024 et d'examiner la collecte et la compilation des données sur la balance des paiements et la position extérieure globale, y compris les sources de données pour la couverture des composantes des comptes courants et financiers. Une attention particulière sera portée à l'amélioration de la couverture des investissements directs.	Sur site	1	2	1	0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques du secteur extérieur	Tchad	Renforcer la compilation et la diffusion des BOP/PEG - BOP	1. Améliorer la périodicité, la rapidité et la cohérence des ESS ; 2. La base méthodologique des statistiques suit les normes, lignes directrices ou bonnes pratiques internationalement acceptées.3. Améliorer l'accessibilité des données et des métadonnées ; 4. La mise en œuvre des recommandations fournies par les missions d'AT précédentes sera également évaluée et le plan d'action du SSE sera mis à jour.	Sur site	2	3	0	1
Statistiques du secteur extérieur	Séminaire régional	Commerce international de marchandises : commerce formel et informel.	Pays de la CEMAC et Burundi, Sao Tomé et Principe et République démocratique du Congo	Sur site	2	3	1	0



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

**Centre Régional de Développement
des Capacités pour l'Afrique Centrale**



GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Contribuer à une meilleure gestion de la dette publique

ANNEXE 4

REALISATIONS 2024 – PROGRAMME DE TRAVAIL 2025

Mai 2024

Introduction

La gestion de la dette publique fait partie des 9 domaines couverts par AFRITAC Centre. Le renforcement des capacités dans ce domaine est destinée aux pays membres d'AFRITAC Centre et aux institutions régionales de la zone. Les financements des activités de ce domaine proviennent du mécanisme Debt Management Facility (DMF) du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque Mondiale. L'appui technique apporté dans ce domaine vise une bonne gestion de l'endettement notamment la réduction du coût de l'endettement, le maintien du risque dans le portefeuille de la dette publique à un niveau acceptable et une aide au développement du marché des titres publics.

Encadré

*Financement du programme de travail en gestion de la dette publique par le mécanisme
Debt Management Facility (DMF)*

Debt Management Facility (DMF) – Mécanisme de gestion de la dette
Domaine d'intervention : Gestion de la dette publique
Contributeurs : Commission européenne, Banque africaine de développement, Autriche, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Russie, Grande Bretagne, Japon
Année de lancement : 2008
Le mécanisme de gestion de la dette (DMF) est un fonds fiduciaire conjoint multi-donateurs entre le FMI et la Banque mondiale. Lancée en 2008, le FMI ayant rejoint sa deuxième phase en 2014. Forte du succès de la phase II, la troisième phase du DMF III a été lancée en avril 2019. L'objectif du DMF III est de renforcer la gestion de la dette afin de réduire les vulnérabilités liées à la dette et d'améliorer la transparence de la dette. DMF III fournit des conseils personnalisés sur la gestion de la dette souveraine à travers la conception et l'application d'outils analytiques, la fourniture de services de conseil personnalisés, des formations, des webinaires et l'apprentissage entre pairs. Le DMF assiste 84 pays (dont la majorité se trouvent en Afrique) dans un large éventail d'activités, notamment : l'amélioration de la gouvernance et des institutions, l'amélioration de la stratégie et des politiques, le développement des marchés de la dette et l'amélioration de la transparence de la dette.

Source : FMI, Institut pour le développement des capacités

Le taux d'exécution annuelle du domaine gestion de la dette publique est de 88,88%, Soit 16 activités réalisées pour 18 prévues dans le programme.

Tableau 1. Exécution du programme au cours de l'année fiscale 2024

Domaine	Activités programmées au cours de l'année fiscale 2024	Activités réalisées au cours de l'année fiscale 2024	Taux d'exécution de l'année fiscale 2024
Gestion de la dette publique	18	16	88,88%

Réalisations au premier semestre de l'année fiscale 2024

Congo (République du Congo)

❖ Renforcement des capacités en gestion du risque du marché du portefeuille de la dette

L'objectif de la formation était de renforcer les capacités analytiques des agents des services de la Caisse Congolaise d'Amortissement (CCA) et de la Direction Générale du Trésor (DGT) sur la gestion du risque du portefeuille de la dette publique. La mission a permis de renforcer les connaissances d'une vingtaine d'agents de la CCA et de la DGT sur l'approche d'évaluation des risques de refinancement, de taux d'intérêt, de liquidité et de taux de change dans le portefeuille de la dette et les mesures d'atténuation de chaque facteur de risque.

❖ Coordination de la gestion de la dette et de la trésorerie

Cette mission conjointe d'AFRITAC Centre et du Département des Finances Publiques du FMI (FAD) a renforcé les capacités des agents de la Direction Générale du Trésor, de la Caisse Congolaise d'Amortissement (CCA) et de la Direction des Études et des Prévisions (DEP) du Ministère des Finances sur les meilleurs pratiques en matière d'intégration et de coordination de la gestion de la trésorerie et de la dette.

La formation a utilisé une série de présentations conceptuelles et d'exercices pratiques pour aider à la compréhension des concepts fondamentaux des interactions entre la trésorerie et la gestion de la dette, et a contribué à sensibiliser à l'importance des considérations liées à la gestion de la trésorerie lors de la mise en œuvre des stratégies de gestion de la dette, à travers un plan annuel de financement et de calendrier, fondés sur des prévisions fiables de flux et de solde de trésorerie.

République Centrafricaine

❖ Mise en place d'un cadre de coordination de la gestion de la dette

La mission a aidé les autorités du Ministère des Finances et du Budget (MFB) à réviser les modalités de fonctionnement, les responsabilités, et la composition du Comité National de Gestion de la Dette Publique (CNDP) créé en 2009, qui n'était pas actif. Elle a également fourni des orientations pour sa mise en œuvre. L'adoption d'un décret qui rendra opérationnel le comité de la dette constitue un repère structurel prévu dans le cadre du programme soutenu par le FMI. Cette adoption est intervenue en octobre 2023 sur la base des recommandations de la mission d'AFC.

République Démocratique du Congo (RDC)

❖ Renforcement du cadre réglementaire des émissions de titres publics.

La mission a examiné avec les services du ministère des finances et de la Banque Centrale du Congo (BCC) les différents régimes de soumission des Offres Non Compétitives (ONC), leur utilité et la manière dont chaque régime est utilisé dans les adjudications de titres publics. Sur la base de l'environnement du marché des titres publics en République Démocratique du Congo (RDC), elle a fourni des conseils aux autorités congolaises sur le régime d'ONC adapté au stade de développement de leur marché et a recommandé des modifications à apporter au cadre réglementaire ainsi qu'à l'applicatif utilisé pour le traitement des adjudications des titres publics. Cette mission a également servi d'opportunité pour faire un suivi de la mise en œuvre du plan d'exécution de la stratégie d'apurement des arriérés intérieurs, objet d'une précédente mission d'assistance technique.

République Démocratique de Sao Tome et Principe

❖ Renforcement du cadre réglementaire des émissions de titres publics

L'appui a (i) permis la rédaction des amendements nécessaires au cadre réglementaire pour permettre les émissions d'obligations du Trésor ; (ii) fourni des recommandations sur les pratiques d'émission ; et (iii) guidé les équipes tout au long du processus de l'émission inaugurale. Les instruments des dettes négociables se limitaient jusque-là aux bons du Trésor.

Tchad

❖ Renforcement des capacités sur la préparation de la Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT)

La mission a renforcé les capacités analytiques des agents des Ministères des Finances et du Plan sur l'appropriation du processus et de l'outil analytique pour la formulation de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) et l'interprétation des résultats. Elle a également comblé les lacunes des pratiques actuelles des autorités en matière de conception de leur SDMT et fourni des orientations pour l'élaboration et une mise en œuvre réussies de la stratégie de gestion de la dette.

Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC)

❖ Participation à la 6ème réunion des Trésors nationaux des pays membres de la CEMAC

En réponse à l'invitation de la BEAC, le Conseiller en gestion de la dette a participé à la 6ème réunion des Trésors Publics de la CEMAC. Au cours de la réunion, le Conseiller a partagé son avis sur les causes potentielles de l'augmentation tendancielle des coûts d'emprunts des Trésors publics sur le marché régional des valeurs du Trésors de la CEMAC et a fait des recommandations pour contenir la hausse des coûts.

❖ Développement du marché secondaire régional des valeurs du Trésors de la CEMAC

L'appui visait à accompagner la BEAC à préparer un plan d'action pour l'approfondissement du marché secondaire des valeurs du Trésor de la CEMAC. La mission a aidé à l'élaboration

d'une feuille de route qui contient des réformes et des améliorations de pratiques d'émission qui, si elles sont mises en œuvre, permettront de lever les obstacles pour un meilleur fonctionnement du marché des valeurs du Trésor.

❖ **Participation à la 7ème réunion des Trésors nationaux des pays membres de la CEMAC**

En réponse à l'invitation de la BEAC, le conseiller en gestion de la dette publique a participé à la 7ème réunion des Trésors nationaux des pays de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Les discussions ont porté principalement sur les stratégies d'amélioration de la culture financière, la transparence, les relations avec les groupes bancaires, la répartition des sources de financement entre dette négociable et dette non négociable et enfin, la notation financière des Etats.

I- Intégration surveillance-programmes-renforcement des capacités

Dans le cadre de son programme de renforcement des capacités, le Centre vient en appui au siège sur les questions de surveillance et de programme dans les pays membres couverts par AFRITAC Centre. Cet appui passe par (i) les échanges entre les conseillers du Centre et les équipes pays du siège ; (ii) la contribution des conseillers dans l'élaboration des notes accompagnant les programmes ; et (iii) l'appui aux pays membres dans la mise en place des recommandations des programmes des pays membres avec le siège.

❖ **Appui aux pays membres dans la mise en place des recommandations des programmes des pays membres avec le siège**

Dans le cadre de la gestion de la dette publique, AFC a accompagné les Autorités dans la réactivation et la dynamisation du Comité National de gestion de la Dette Publique (CNDP) qui est un repère structurel dans le cadre du programme avec le FMI. Un décret présidentiel révisé a été signé le 04 octobre 2023 en se fondant sur la nouvelle articulation proposée par la mission d'AFC.

Réalizations au second semestre de l'année fiscale 2024

Cameroun

❖ **Élaboration d'un calendrier d'émission cohérent avec la stratégie de dette (du 12 au 16 février 2024, Cameroun)**

L'objectif de la mission était de renforcer la capacité du département du trésor à l'effet d'élaborer un calendrier d'émission cohérent avec la stratégie de dette choisie et une exécution rentable des opérations de sécurité du gouvernement à l'aide de l'outil d'analyse du plan d'emprunt annuel (ABP-AT). L'appui d'AFC a permis de publier un plan d'emprunt annuel (ABP) conforme à la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT).

République centrafricaine

❖ **Renforcement des capacités en matière de gestion du risque de refinancement, d'élaboration du calendrier des émissions de valeurs du trésor et de gestion de la relation avec les investisseurs**

La mission a formé les cadres du Ministère des Finances et du Budget sur les étapes à suivre pour la préparation d'un calendrier des émissions de valeurs du trésor et les méthodes pouvant permettre d'évaluer et gérer le risque de refinancement dans le portefeuille des titres d'État. Elle a également fait des recommandations pour l'adoption d'une démarche proactive de la gestion de la relation avec les investisseurs.

Sao Tome-et-Principe

❖ **Mission d'assistance à l'élaboration de la stratégie de la gestion de la dette à moyen terme (SDMT)**

La mission portait sur une formation sur l'élaboration d'une SDMT et l'interprétation des résultats de l'outil analytique pour les cadres de la Banque centrale et différents départements du ministère des Finances, de la Planification et de l'Économie Bleue à savoir, la planification, le budget et la trésorerie.

Tchad

❖ **Renforcement des capacités en gestion du risque du portefeuille de la dette publique**

L'objectif de cette formation était de renforcer les capacités des Directions de la dette et des titres publics à évaluer et à atténuer les risques liés au portefeuille de la dette publique. L'appui d'AFC a permis de (i) faire des présentations sur l'analyse du risque et la réalisation des tests de résistance sous différentes hypothèses de taux du marché ; (ii) l'identification du risque dans le portefeuille de la dette publique ; les approches de gestion du risque de marché dans le portefeuille de la dette, en mettant l'accent sur la gestion du risque de refinancement, et (iii) les approches d'évaluation du compromis coût-bénéfice d'une opération de gestion du passif.

Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC)

❖ **Participation à la 9ème réunion des trésoreries nationales des pays de la CEMAC**

L'appui d'AFC lors de cette rencontre était orienté sur la diversification de la base d'investisseurs et les stratégies de développement du marché secondaire. Par ailleurs, AFC a contribué à identifier les priorités à court terme pour approfondir le marché régional des titres publics et a abordé le résultat « un marché secondaire efficace pour les acteurs du marché de gros » dans le cadre de l'objectif « développer l'infrastructure du marché et la capacité de financement rentable ».

Séminaires et ateliers régionaux

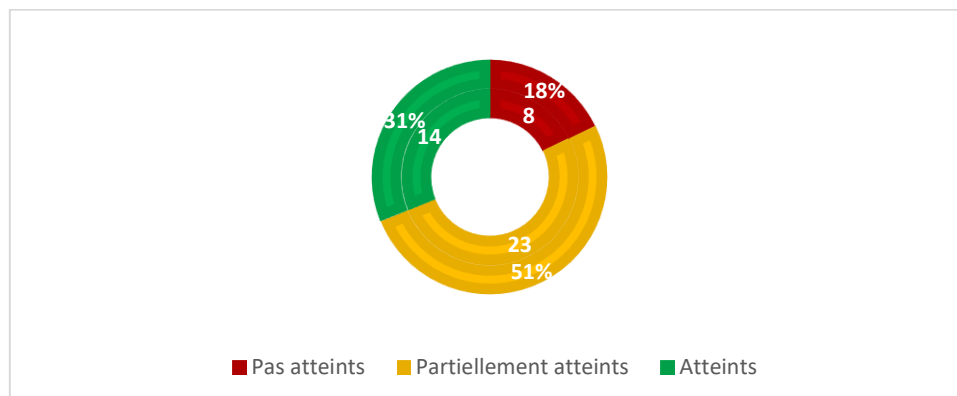
❖ **Atelier régional sur le renforcement des capacités sur le lien entre la gestion de la trésorerie et la dette, et leur interaction avec les politiques budgétaires**

L'objectif de la mission conjointe était de renforcer les capacités sur le lien qui existe entre la gestion de la trésorerie et de la dette, et leur interaction avec les politiques budgétaires, tout en tenant compte des risques de marché et des risques macroéconomiques. L'appui d'AFC a permis de sensibiliser sur l'importance des considérations de gestion de trésorerie lors de la mise en œuvre des stratégies de

gestion de la dette, à travers un plan d'emprunt annuel et un calendrier d'émission, basés sur des prévisions fiables de flux de trésorerie et de solde de trésorerie

Gestion axée sur les résultats

45 résultats escomptes ont été identifiés dont 23 (soit 51%) ont été partiellement atteints et 14 (soit 31%) ont été atteints. En revanche, 8 (soit 18%) résultats escomptés n'ont pas été atteints contre 9 au premier semestre de l'année fiscale. Les résultats qui n'ont pas été atteints se justifient par le report des missions dans l'année fiscale 2025.



Source : CDMAP, estimations des services d'AFRITAC Centre



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Renforcement des Capacités
pour l'Afrique Centrale



CADRE LOGIQUE DU DOMAINE GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
Années Fiscales 2024-2028
Réalisation de l'année fiscale 2024

Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	CEMAC	BEAC	COBAC	Pays AFC		
Gestion de la dette publique	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (MTDS)	Un calendrier d'émission est réalisé et publié régulièrement		X				X									
		Capacité renforcée pour la formulation et la mise en œuvre d'une stratégie de gestion de la dette						X			X						
		MTDS développé, documenté et publié									X						
		Le personnel peut utiliser efficacement l'outil analytique MTDS (AT)									X						
		Les autorités peuvent entreprendre des opérations de gestion du passif		X					X			X					
		Stratégie de gestion de la dette élaborée, documentée et publiée										X					
		L'entité de gestion de la dette entreprend des relations efficaces avec les investisseurs							X								
		la gestion de la trésorerie et de la dette est intégrée efficacement															
	Développer les capacités et améliorer les connaissances et les compétences sur les derniers développements des normes internationales et les meilleures pratiques en matière de gestion de la dette - BPD	Les participants ont échangé/acquis des connaissances et des compétences lors de formations/ateliers							X								



Cadre logique
Gestion de la dette publique
Année fiscale 2024



Gestion de la dette publique	Établir une structure institutionnelle efficace et une législation appropriée pour la gestion de la dette	Structure institutionnelle améliorée pour la gestion de la dette																	
		Amélioration de la gestion des risques opérationnels																	
	Réduire le coût et le risque de la dette publique en augmentant les choix de financement sur les marchés de capitaux nationaux et internationaux	Un marché primaire efficace, avec des émissions via des mécanismes basés sur le marché										X							
		Amélioration des capacités du personnel liées aux financements nationaux ou internationaux																	
	Emprunter au coût le plus bas possible, sous réserve d'un niveau de risque prudent	Un plan d'emprunt annuel (ABP) est publié et est conforme à la SDMT										X							
		Un calendrier d'émission est réalisé et publié régulièrement										X							
		Le personnel peut utiliser efficacement l'outil analytique MTDS (AT)								X			X	X					
		Stratégie de gestion de la dette à moyen terme élaborée, documentée et publiée										X							
		Amélioration des capacités du personnel dans la formulation et la mise en œuvre de la SDMT										X		X	X				
	Gestion actif-passif améliorée	Les prévisions de trésorerie du gouvernement central sont plus précises et plus actuelles																	



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement
des Capacités pour l'Afrique Centrale



« RENFORCER LES CAPACITÉS MACROÉCONOMIQUES EN AFRIQUE CENTRALE »

ANNEXE 5

Réponses à l'évaluation à mi-parcours de la phase III

Juin 2024

Recommandation	Réponse du FMI	Action(s)	Commentaires	Calendrier	Partie prenante
Recommandation 1 : faire en sorte que le processus de détermination des priorités utilisé pour recenser les activités de DC soit centré sur la correction des insuffisances les plus importantes plutôt que sur l'application de solutions a priori.	Accepté. Déjà fait.	Pris en compte dans le programme de travail FY2025.	La plupart des missions stratégiques sont organisées par le siège et comprennent des conseillers résidents, qui adaptent leur plan de travail en fonction des recommandations émises lors de ces missions et des orientations stratégiques.	Fait	Départements du FMI, conseillers résidents, pays membres
1.1 (paragraphe 100) Il convient que les activités d'AT fournies par le Centre ne soient pas définies uniquement selon des approches axées sur la demande ou qui encouragent les autorités à mettre en œuvre les réformes de la CEMAC, car certains domaines peuvent présenter d'importantes lacunes sans faire l'objet de demande de soutien de la part des autorités, notamment ceux associés au suivi et à la surveillance.	Accepté. Déjà fait.	Pas d'action requise	Le Centre prépare son programme de travail en fonction des besoins des autorités et des recommandations émises pendant les missions du siège ou ses échanges avec d'autres partenaires qui ne possèdent pas nécessairement les compétences pour intervenir dans le pays en question.	En cours	Siège, AFRITAC Centre, pays membres, partenaires
1.2 (paragraphe 103) Il faut associer les jalons aux points faibles mis au jour et les définir plus précisément à partir d'une classification standardisée des besoins, qu'il convient d'examiner avec un point focal de l'administration dans chaque axe de travail, tel qu'un responsable de l'unité de réforme de la gestion des finances publiques.	Accepté	En cours	Il faut renforcer la formation à la GAR du personnel du Centre pour qu'il s'approprie les techniques d'une formulation plus efficace des étapes intermédiaires dans le système. Les formation RBM sont désormais disponible et les conseillers sont sensibilisés a les prendre. Ce qui se fait déjà.	En cours	ICD, AFRITAC Centre (conseillers résidents et responsable de projet)

Recommandation	Réponse du FMI	Action(s)	Commentaires	Calendrier	Partie prenante
1.3 (paragraphe 104) La classification des besoins devrait établir une différence entre les actions à mener en priorité à court terme et celles qui font l'objet de réformes à moyen terme.	Accepté en partie	Le Centre organisera des formations en collaboration avec les unités concernées du FMI.	Le Centre s'emploiera à mieux séquencer les actions de renforcement des capacités. Les projets seront conçus avec des étapes plus claires, des indicateurs et un calendrier des résultats attendus.	À définir avec l'ICD	AFRITAC Centre, ICD
Recommandation 2 : renforcer les synergies entre les bailleurs de fonds pour créer un effet de levier et mettre à disposition sur une plateforme commune la cartographie des activités planifiées et mises en œuvre.	Accepté	En cours	Le Centre élaboré son programme de travail en identifiant les activités qui peuvent être menées avec d'autres bailleurs, mais il appartient aux pays membres de créer des plateformes de coordination des réformes, en particulier dans les finances publiques.	En cours	Pays membres, FMI, partenaires, AFRITAC Centre
2.1 (paragraphe 107) Élaborer le programme de travail de l'AFRITAC Centre sous la forme d'une stratégie en adéquation avec celles définies par d'autres bailleurs de fonds, en impliquant autant que possible l'unité de réforme de la GFP des pays concernés pour assurer une bonne coordination.	Accepté	En cours, pas de nouvelle action requise	La programmation de nos activités est définie en coordination avec les autres partenaires, en particulier pendant les missions de diagnostic. Les conseillers résidents participent très souvent à ces missions.	Travaux en cours	Siège, AFRITAC Centre, pays membres, partenaires
2.2 (paragraphe 108) Comme avec celle dispensée par le FMI, l'AT fournie par les bailleurs de fonds devrait être établie selon un niveau croissant de priorités fixé lors des missions de diagnostic.	Accepté en partie	En cours	La programmation des activités de l'AFRITAC Centre est coordonnée avec les priorités déterminées par le siège, en particulier pendant les missions de diagnostic. Les conseillers résidents participent très souvent à ces missions. Répartition des tâches entre les IFI : la Banque mondiale possède par exemple des compétences en matière de passation des marchés et pourrait diriger les activités dans ce domaine.	En cours	Siège, AFRITAC Centre, pays membres, partenaires

Recommandation	Réponse du FMI	Action(s)	Commentaires	Calendrier	Partie prenante
Recommandation 3 : mieux classer les indicateurs et distinguer les indicateurs d'intrants (ressources financières), de produits (fournis par le FMI), de résultats (fournis par l'administration) et d'incidence.	Accepté	/	Les activités de DC d'AFRITAC Centre sont intégrées au cadre de GAR défini par le FMI, qui fixe les objectifs, les résultats, les indicateurs d'incidence, les jalons et les activités. Les ressources financières sont liées aux activités.	À définir avec l'ICD	ICD, AFRITAC Centre (conseillers résidents)
3.1 (paragraphe 114) Associer des ressources financières (indicateurs d'intrants) à des jalons intermédiaires une fois qu'ils ont été mieux définis.	Non accepté	/	Dans CDMAP, la plateforme à utiliser obligatoirement, les jalons ne sont pas associés à des ressources. Bien qu'il pourrait s'avérer intéressant d'ajouter ce lien, cette recommandation ne relève pas du mandat de l'AFRITAC Centre.	Pas de calendrier	ICD, équipe CD-MAP
3.2 (paragraphe 115) Le personnel devrait être mieux formé à l'élaboration des cadres logiques.	Accepté en partie	Le personnel du Centre, y compris les conseillers résidents, doit augmenter ses capacités sur la GAR.	AFRITAC Centre travaillera en coordination avec les départements proposant des activités de DC pour que les experts à long terme soient formés régulièrement à l'application de la GAR et tenus informés des dernières évolutions.	Fait	Divisions proposant des activités de DC au sein du département des finances publiques, du département des marchés monétaires et de capitaux, et du département des statistiques, ICD pour la coordination, AFRITAC Centre

Recommandation	FMI Réponse	Action(s)	Commentaires	Calendrier	Institution responsable Partie prenante
<p>Recommandation 4 : renforcer l'utilisation des outils technologiques et mettre en œuvre une assistance technique « hybride » pour en améliorer l'efficacité.</p>	Accepté	Pris en compte dans le programme de travail FY2025	Les Conseillers du Centre proposent certaines missions en ligne, surtout les missions de suivi.	Fait	AFRITAC Centre
<p>Recommandation 5 : il convient de désigner un point focal par axe de travail dans chaque pays pour aider à mieux classer les activités par ordre de priorité en fonction des capacités d'absorption du pays et améliorer le suivi des activités de l'AFRITAC Centre et l'exécution des recommandations.</p>	Accepté	AFRITAC Centre travaillera avec les autorités pour désigner les points focaux sectoriels.	Le Centre dispose d'un point focal nommé par le membre du comité d'orientation du pays.	Fait	Pays membres
<p>5.1. (paragraphe 121) Il convient de proposer des points focaux par domaine dans les différents pays.</p>	Accepté	AFRITAC Centre travaillera avec les autorités pour désigner des points focaux sectoriels.	Cette responsabilité incombe aux pays membres. Lorsque les conseillers résidents visitent les pays, les responsables des services désignent les points focaux avec lesquels sera effectuée la mission. A ce jour seul La RCA n'a pas de point focal.	Fait	Pays membres
<p>5.2. (paragraphe 122) Des ateliers ou des séminaires pourraient servir à accroître le degré d'exécution des recommandations en utilisant une approche plus structurée fondée sur les scores des indicateurs de la GAR.</p>	Accepté	/	Les séminaires permettent de faire un point sur l'avancement des réformes dans les pays membres. Les actions à mener sont sélectionnées en fonction des risques recensés à partir du niveau des indicateurs de GAR.	En cours	AFRITAC Centre, ICD

Enseignements : Questions d'évaluation au niveau de l'entité					
Recommandation	Réponse du FMI	Action(s)	Commentaires	Calendrier	Partie prenante
Orientation stratégique et gouvernance du CO					
Recommandation 1 : envisager d'organiser une réunion du comité d'orientation en milieu d'année portant sur la revue et le suivi des programmes, en plus de la réunion annuelle.	Accepté	Envisageable	Le Centre n'exclut pas cette possibilité pour les prochaines années fiscales	En cours	AFRITAC Centre
Cadre institutionnel					
Recommandation 2 : réduire le volume des rapports et optimiser le temps que les experts consacrent à l'aide technique.	Non accepté	Les échanges concernant la quantité et la qualité des rapports seront conduits avec l'ICD, qui applique une politique commune à tous les CRDC.	/	Pas de calendrier	ICD
Coordination avec les partenaires pour le développement					

Enseignements : Questions d'évaluation au niveau de l'entité					
Recommandation	Réponse du FMI	Action(s)	Commentaires	Calendrier	Partie prenante
Recommandation 3 : établir une plateforme de coordination avec les autres partenaires pour le développement, par pays et par axe de travail.	Non accepté		Pour chaque axe de travail et chaque pays, le Centre échange avec un responsable nommé par sa hiérarchie sur les activités en cours et le suivi de leurs résultats. Pendant les missions, les conseillers résidents rencontrent d'autres partenaires impliqués dans les réformes du pays pour évoquer avec eux les objectifs et les résultats de leurs missions. La création d'une plateforme de coordination s'accompagnerait de responsabilités globales que l'AFRITAC Centre ne peut pas endosser. Dans certains pays, cette coordination est assurée par des structures directement mises en place par les autorités, avec une participation financière notable d'un bailleur.	Pas de calendrier	Pays membres

Enseignements : Questions d'évaluation au niveau de l'entité					
Viabilité					
Recommandation	Réponse du FMI	Action(s)	Commentaires	Calendrier	Partie prenante
Recommandation 4 : pour chaque réforme majeure, procéder à des évaluations préalables de l'adhésion et des capacités du pays avant d'engager des activités de DC.	Accepté		Cette pratique est bien respectée. Elle a généralement lieu avant l'arrivée des missions et au cours de premiers jours de celles-ci pour évaluer les progrès. Elle permet ensuite d'orienter les actions menées pendant les missions.	Fait	Pays membres, points focaux, conseillers résidents



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement
des Capacités pour l'Afrique Centrale



« RENFORCER LES CAPACITÉS MACROÉCONOMIQUES EN AFRIQUE CENTRALE »

ANNEXE 6

Proposition d'augmentation budgétaire d'AFRITAC Centre pour la phase IV et budget de l'année 2025

Juin 2024

1. **Comme indiqué dans le corps du rapport, les cycles du programme de travail du Centre et son financement sont organisés en Phases de cinq ans chacune.** La Phase IV en cours a débuté en août 2023 et s'achèvera en avril 2028. Le Centre est soutenu financièrement par ses pays membres qui apportent leurs contributions et par des partenaires au développement qui comprennent actuellement l'Union européenne, la France, la Belgique et l'Allemagne. Pour la Phase IV du cycle de financement du Centre dont le budget initial a été estimé à \$50,5 millions.
2. **Au cours de l'année fiscale 2024, le FMI a augmenté sa contribution financière au Centre par le financement en partie et en totalité de nouveaux domaines et la contribution du pays d'accueil a été mise à jour.** Concernant les nouveaux domaines, il s'agit de (i) opérations de la banque centrale financé en totalité par le Département des opérations monétaires et des marchés des capitaux du FMI (MCM); (ii) modélisation macroéconomique, financé en partie par l'institut du FMI pour le développement des capacités (ICD) ; (iii) un conseiller supplémentaire en administration fiscale financé en partie par le Département des affaires fiscales (FAD) du FMI dans le cadre de la stratégie FCS. La contribution du FMI passe ainsi de \$5,2 millions à \$12,8 millions pour financer ces nouveaux domaines.
3. **Dans le cadre de la convention qui lie le pays d'accueil du Centre au FMI, la contribution du pays d'accueil passe de \$2,5 millions relatifs au financement des activités du Centre à \$6,1 millions.** Celle-ci inclut la prise en charge des coûts administratifs et de location tel que prévu dans l'accord signé entre le pays d'accueil et le FMI. Cette mise à jour a été notifiée au pays d'accueil.
4. **Le tableau 1 présente le nouveau budget et les financements du Centre pour la phase IV qui passent de \$50,5 millions à \$62,4 millions et le tableau 2 présente le budget de l'année fiscale 2025 par type de financement.**

Tableau 1: Phase IV (2024-2028) - Enveloppe budgétaire indicative

AFRITAC Centre		
Phase IV (2024-2028) - Enveloppe budgétaire indicative (en millions de dollars américains)		
Description	Phase III - Exécution prévue	Phase IV - Enveloppe indicative
CD Delivery		
Modélisation macroéconomique	-	3,6
Gestion des finances publiques	9,5	10,8
Administration douanière	1,4	3,5
Administration fiscale	3,3	3,7
Gestion de la dette publique	1,5	3,0
Réglementation et surveillance bancaires	3,7	4,4
Statistiques du secteur réel	3,0	3,5
Statistiques fiscales du gouvernement	3,3	3,6
Gouvernance et administration		
Administration	5,9	8,0
Finances	-	0,2
Gouvernance et évaluation	0,6	0,5
Formation sur mesure	0,1	0,1
Formation	0,9	0,9
Réserve budgétaire stratégique	0,1	0,4
Sous total	33,3	46,0
Gestion du fonds fiduciaire (7%)	2,3	3,2
Total du financement externe (FMI02)	35,6	49,2
Dépenses du FMI	2,6	13,2
Gestion du centre	2,6	5,2
Administration fiscale	-	1,9
Opérations des banques centrales	-	4,2
Cadres macroéconomiques (modélisation macroéconomique)	-	1,5
Statistiques du secteur externe	0,0	0,4
Dépenses totales	38,3	62,4

AFRITAC Centre		
Phase IV (2024-2028) - Financement (en millions de dollars américains)	Phase III - Exécution prévue	Phase IV - Enveloppe indicative
Partenaires	27,8	35,5
Pays membres	3,8	7,6
Pays d'accueil	4,0	6,1
IMF	2,6	13,2
· Allocation initiale	2,6	2,5
· Ressources supplémentaires pour les FCSs	-	10,7
Total des financements	38,3	62,4

Tableau 2: Budget prévisionnel de l'année fiscale 2025



TABLEAU 2 : BUDGET DE L'ANNEE FISCALE 2025

(en dollars U.S.)

Projets	Proposition de budget AF2025 ¹			
	Financement extérieur	FMI	Total	% du budget AF2025
Modélisation macroéconomique		365.102	365.102	4%
Gestion des finances publiques	2.159.287		2.159.287	21%
Administration douanière	694.793		694.793	7%
Administration fiscale	730.792	355.794	1.086.586	11%
Régulation et supervision bancaires	872.676		872.676	9%
Opérations des banques centrales		1.000.000	1.000.000	10%
Statistiques macroéconomiques	693.221	218.917	912.138	9%
Statistiques des finances publiques	704.357		704.357	7%
Administration	711.604		711.604	7%
Gestion financière	30.000		30.000	0%
Gouvernance et évaluation	40.000		40.000	0%
Réserve budgétaire stratégique (2%)	138.029		138.029	1%
Sous-Total 1	6.774.759	1.939.813	8.714.571	85%
Gestion du fonds fiduciaire	474.233		474.233	5%
Sous-Total 2	7.248.992	1.939.813	9.188.805	90%
Frais de gestion du centre		1.030.753	1.030.753	10%
Total général	7.248.992	2.970.566	10.219.558	100%

Source : FMI, Institut pour le développement des capacités

1. La répartition entre le financement externe et le FMI n'est donnée qu'à titre d'information ; les rapports continueront de refléter les coûts de financement externe des activités de renforcement des capacités.



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement
des Capacités pour l'Afrique Centrale



« RENFORCER LES CAPACITÉS MACROÉCONOMIQUES EN AFRIQUE CENTRALE »

ANNEXE 7

Note d'information pour le Comité d'Orientation AFRITAC Centre
Kinshasa du 18 au 19 juin 2024

Juin 2024

Missions du Nouveau Conseiller en charge de la modélisation macroéconomique

- 1. Les missions du nouveau Conseiller de l'ICD se concentreront sur la fourniture d'une assistance technique (AT) sur les cadres macroéconomiques aux ministères des finances, aux ministères de l'économie et aux banques centrales.** L'ICD a développé un ensemble d'outils et de modèles qui peuvent être adaptés au contexte spécifique et aux caractéristiques des pays bénéficiaires de l'AT. Le conseiller travaillera en étroite collaboration avec les équipes techniques des divisions appropriées de l'ICD et celles des institutions bénéficiaires.
- 2. Le déploiement d'Experts de Long Terme (LTX) dans ce domaine est une approche nouvelle pour l'ICD en Afrique subsaharienne.** Il répond au besoin urgent de développer des cadres macroéconomiques cohérents et robustes qui éclairent les décisions économiques. L'AT en matière de cadres macroéconomiques de l'ICD couvre l'ensemble des secteurs pour améliorer la capacité des pays à construire des cadres macroéconomiques consistants. Cela inclut la prévision, le diagnostic macroéconomique et l'analyse de scénarios, essentiels pour une prise de décision éclairée. Cette pratique utilise une variété d'outils et de modèles adaptés aux besoins uniques de chaque pays, et aide à construire des systèmes d'analyse de politique pour une mise en œuvre de politiques efficaces basées sur des modèles. Ces outils peuvent également contribuer au dialogue national en permettant aux décideurs d'évaluer l'impact des choix de politique économique alternatifs ; plus précisément de simuler l'impact de chocs sectoriels ou macroéconomiques ; et des ajustements de politiques à moyen terme, par exemple, au milieu d'une année budgétaire.
- 3. La succession de chocs externes défavorables et liés au climat a augmenté la complexité de l'analyse et de la prévision macroéconomique, conduisant à un besoin d'AT plus grand et plus hétérogène.** En réponse, le FMI a donné la priorité au soutien des États fragiles et touchés par les conflits (FCS). Sept des neuf pays membres d'AFRITAC Centre sont concernés.
- 4. Reconnaissant la diversité des besoins et des capacités existantes dans les pays, l'ICD a développé une variété d'outils (Annexe I).** Ces outils sont classés des plus simples (modèles macro-comptables implémentés sur Excel) aux plus complexes à l'exemple des modèles structurels et semi-structurels adaptés aux besoins spécifiques de chaque pays. Ces outils peuvent être adaptés pour refléter les caractéristiques intrinsèques de chaque pays ou groupe de pays, favorisant ainsi l'efficacité et l'efficience dans la prise de décision macroéconomique. Sans être exhaustif, les outils proposés permettront, entre autres :

- i) d'assurer la cohérence des données et prévisions des quatre principaux secteurs macroéconomiques de l'économie afin d'aider à une meilleure prise de décision;
- ii) de générer des prévisions macroéconomiques avec des analyses de scénarios afin de prendre en compte les incertitudes éventuelles;
- iii) de simuler et quantifier l'impact des décisions de politique économique (politique monétaire, politique budgétaire et politiques structurelles) sur le cadre macroéconomique;
- iv) d'élaborer les prévisions macroéconomiques à court et moyen terme et l'analyse de scénarios de politique économique au sein des banques centrales et des ministères des Finances, sur la base d'un cadre théorique récent et des modèles appropriés;
- v) d'élaborer des prévisions en temps réel (*Nowcasting*) et à très court terme des variables macroéconomiques clés, méthode de plus en plus répandue à travers le monde, très utile pour l'analyse de la conjoncture et la prise de décision en utilisant des données à haute fréquence, avant la publication des données officielles par les Instituts de statistique;
- vi) d'analyser et prévoir la trajectoire de la dette et des besoins de financement brut suivant un scénario de base et des scénarios alternatifs, pouvant intégrer l'analyse de l'impact des catastrophes naturelles ;
- vii) de dispenser, organiser ou participer à des sessions de formation visant à renforcer les capacités des cadres des banques centrales et des administrations publiques dans le domaine de la modélisation macroéconomique, de l'analyse et du diagnostic macroéconomique, la gestion et la prévision de la dette et tout autre domaine utile pour la prise de décision économique et en fonction des besoins exprimés.

5. La mise en œuvre de ces outils sous forme d'assistance technique nécessite au préalable une demande officielle des entités désireuses, adressée à AFRITAC Centre ou à l'ICD ou encore à l'équipe pays correspondante. L'implémentation des outils est accompagnée d'un manuel d'utilisation détaillé et simplifié pour aider les bénéficiaires à pouvoir renforcer leur appropriation des outils et gérer les risques liés aux départs ou affectations d'experts.

6. Il est prévu au cours de l'année fiscale 2025, plusieurs missions de diagnostic. L'objectif de ces missions est d'identifier de concert avec les bénéficiaires, les types d'outils appropriés pour les besoins exprimés et les objectifs prédéfinis. A ce jour, la Banque Centrale du

Congo bénéficie de l'accompagnement de l'ICD pour l'implémentation d'un modèle QPM. Le Ministère des Finance du Tchad bénéficie également d'une implémentation en cours du modèle MFT.

Annexe I: Modèles et outils d'assistance technique de L'ICD

1. Modèles macro-comptables implémentés sur Excel:

- **Caractéristiques :** Méthodes simples et flexibles permettant de générer des prévisions macroéconomiques et des analyses de scénarios basées sur des jugements d'experts et des approches simplifiées de programmation financière. Ils offrent une gamme d'outils adaptés à des besoins spécifiques de prévision et d'analyse dans le domaine macroéconomique.
- **Outils principaux :**
 - **Macroframework Foundations Tool (MFT) :** Structure simple utilisant le jugement d'expert avec des équations économétriques de base.
 - **Standard Macroframework Template (SMT) :** Cadre comptable plus complet avec des formules de projection basées sur des élasticités.
- **Utilisation principale :** Banques Centrales et Ministères des Finances ou de l'Economie.

2. Modèles semi-structurels à anticipations adaptatives :

- **Caractéristiques :** Approches d'équilibre général simples, maintenant la structure originale à quatre secteurs de la Programmation Financière, pilotées par des modèles dynamiques rétrospectifs et permettant de générer des prévisions macroéconomiques et des analyses de scénarios.
- **Outils principaux :**
 - **Comprehensive Adaptive Expectations Model (CAEM) :** Version principale utilisée.
 - **Quarterly Adaptive Expectations Model (QAEM) :** Variante plus proche des modèles trimestriels traditionnels en écart à leur tendance de long terme (*gap*).

- **Utilisation principale:** Ministères des Finances et de la Planification, ainsi que dans les Banques Centrales, particulièrement dans les pays avec des taux de change fixes ou a régime d’ancrage.

3. Modèles semi-structurels prospectifs :

- **Caractéristiques :** Modèles basés sur les *gaps* avec des anticipations prospectives, utilisés principalement pour la prévision macroéconomique à moyen terme et l'analyse de scénario de politique.
- **Outils principaux :**
 - **Quarterly Projection Model (QPM) :** Pour l'analyse des effets des décisions de politique monétaire à court terme et la quantification de son impact sur l'économie.
 - **Forecasting Model of Internal and External Balance (FINEX) :** Pour l'analyse combinée de politique budgétaire et monétaire.
 - **G3MOD :** Modèle satellite pour générer des hypothèses externes pour l'analyse macroéconomique.
- **Utilisation principale :** Banques Centrales et Ministères des Finances ou de l'Economie.

4. Modèles structurels :

- **Caractéristiques :** Basés sur des fondements microéconomiques tenant compte de plusieurs types d'agents économiques ayant des comportements optimisateurs et incorporant des anticipations prospectives, ces modèles d'Équilibre Général Dynamique Stochastique (DSGE) sont utilisés pour l'analyse de scénario et de risque de politique macroéconomique.
- **Outils principaux :**
 - **Structural Analysis of Macroeconomic Policies (STAMP):** Quantifie les effets macroéconomiques des actions politiques, y compris les politiques monétaires, budgétaires, ou structurelles.
 - **DIG/DIGNAR/DIGNAR-19 :** Se concentre sur l'interaction entre l'investissement public, la croissance, et la dynamique de la dette publique,

utilisés de plus en plus pour incorporer les impacts du changement climatique.

- **Utilisation principale :** Banques Centrales et Ministères des Finances ou de l'Économie.

5. **Autres outils de prévision :**

- **Caractéristiques :** permettent d'obtenir des projections macroéconomiques de certaines variables clés.
- **Outils principaux:**
 - **Nowcasting:** utilisé par les macroéconomistes dans diverses institutions pour incorporer des indicateurs à fréquence mixte pour la prévision en temps réel du PIB ou des taux d'inflation. Utile pour l'analyse de la conjoncture surtout lorsque les données officielles des Instituts de Statistiques ne sont pas encore disponibles;
 - **Debt Dynamics Tool (DDT) :** Modèle simple basé sur Excel pour les projections et analyses de la dette avec seulement 10 variables incluant des scénarios de base, alternatifs et des *fancharts*. Le DDT a été étendu pour analyser et prévoir les besoins de financement brut et l'impact des catastrophes naturelles, et pour incorporer la dette contingente à l'État.
- **Utilisation principale :** Banques Centrales et Ministères des Finances ou de l'Économie.